



Équipe de droit international, européen et comparé – (EDIEC – EA 4185)

Rapport d'activité 2020



Lyon : Équipe de droit international, européen et comparé, décembre 2020

Document disponible sur le site web de l'Équipe de droit international, européen et comparé, à l'adresse : <http://ediec.univ-lyon3.fr/presentation/rapports-dactivite>.

Reproduction et impression autorisées, moyennant mention de la source.

Fiche catalographique : ISSN 2778-2530

Équipe de droit international, européen et comparé
Rapport d'activité 2020

Lyon : Équipe de droit international, européen et comparé
2020 – 82 p. – 21 x 29,7 cm

Directrice de publication : Frédérique FERRAND, professeur des universités, agrégée de droit privé, directrice de l'Équipe de droit international, européen et comparé, directrice de l'Institut de droit comparé Édouard-Lambert

Réalisation et édition : Véronique GERVASONI, ingénieur d'études en recherche et formation, administratrice de l'EDIEC

Université Jean Moulin Lyon 3 – Faculté de droit

Équipe de droit international, européen et comparé – EDIEC, EA n° 4185

15 quai Claude Bernard, 69007 Lyon

Adresse postale : Université Jean Moulin Lyon 3 – Faculté de Droit (Quais) – EDIEC

1C avenue des Frères Lumière CS 78242 – 69372 Lyon Cedex 08 | **Tél.** : ++ 00 / 33 4 78 78 72 51

Courriel : ediec@univ-lyon3.fr | **Web** : <http://ediec.univ-lyon3.fr>



UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3

EDIEC

ÉQUIPE DE DROIT INTERNATIONAL EUROPÉEN ET COMPARÉ



**Équipe de droit international,
européen et comparé – (EDIEC) – EA 4185**

Rapport d'activité 2020

10^e édition

Lyon – EDIEC, EA 4185 – décembre 2020

SOMMAIRE

1. PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES	5
1.1. Ouvrages	5
1.2. Rapports de recherche / Séjours de recherche / Expertises / Participations à des jurys de thèse	11
1.3. Directions éditoriales	12
1.4. Articles / Études / Contributions à des ouvrages collectifs	14
1.5. Comptes rendus d'ouvrages	29
2. RÉSEAUX ET PROGRAMMES SCIENTIFIQUES	30
2.1. Participation au Groupement de recherche RUEDELSJ	30
2.2. Collaboration avec la Commission on European Family Law	31
2.3. Participation à des programmes et projets européens	32
2.3.1. Le projet EPAPFR (2017-2021)	32
2.3.2. La Chaire Jean Monnet DMOCRIS (2017-2020)	33
2.3.3. L'action Marie Skłodowska-Curie Transition Governance and Law (2019-2022)	35
2.3.4. L'action Jean Monnet Migration And Asylum Policies Systems (Maps) Network	37
2.4. Le projet ANR MERCRO 2016-2021	39
2.5. Le partenariat Hubert Curien Utique « Le droit international actuel est-il sécurisant ? »	40
3. MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES	42
3.1. Colloques, journées d'études, ateliers et conférences	42
3.1.1. Suivi 2020 des manifestations antérieures	42
3.1.2. Manifestations organisées en 2020	43
3.2. Communications à des colloques, journées d'études, conférences et séminaires	48
4. ORGANISATION ET VIE DE L'EDIEC	52
4.1. Soutenances de thèses	52
4.2. Prix, distinctions et nominations	53
4.3. Support pour les masters et les doctorats	55
4.3.1. Masters adossés	55
4.3.1.1. Soutien des opérations pédagogiques et scientifiques	55
4.3.1.2. Publication en ligne des meilleurs mémoires des masters adossés à l'EDIEC	57
4.3.2. Doctorats	59
4.4. Documentation scientifique	60
4.4.1. Fonds documentaire de l'équipe	60
4.4.2. Fonds documentaire de l' Institut de droit comparé Édouard Lambert	61
4.5. L'EDIEC en ligne	66
4.5.1. Site web	66
4.5.2. Réseaux sociaux	66
4.6. Moyens financiers (budget primitif 2021)	67
ANNEXES	68
ORGANIGRAMME DE L'ÉQUIPE	69
STATUTS DE L'ÉQUIPE	70
RAPPORT D'ÉVALUATION DE L'ÉQUIPE (VAGUE A 2019-2020)	72
MEMBRES DU CENTRE DE DROIT INTERNATIONAL (CDI)	79
MEMBRES DU CENTRE DE RECHERCHE SUR LE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ (CREDIP)	80
MEMBRES DU CENTRE D'ÉTUDES EUROPÉENNES (CEE)	81
MEMBRES DE L'INSTITUT DE DROIT COMPARÉ ÉDOUARD LAMBERT (IDCEL)	82

1. PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES

Les membres titulaires des quatre centres de recherche de l'Équipe de droit international, européen et comparé, et les enseignants-chercheurs associés (cf. [Annexes](#)), ont collaboré à la rédaction des ouvrages et des contributions qui suivent.

1.1. Ouvrages



AFOGO (O.N.). – [Les mesures conservatoires du Tribunal international du droit de la mer et la protection du milieu marin](#). – Mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction de **Pascale RICARD**. – Lyon : EDIEC, 2020. – 138 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 26.)



BASILIEN (J.). – [La protection de la partie faible au contrat international : regard sur l'encadrement des clauses de choix de loi, de forum et clauses compromissaires aux États-Unis et dans l'Union européenne](#). – Mémoire de Master 2 Droit privé international et comparé / sous la direction de **Ludovic PAILLER**. – Lyon : EDIEC, 2020. – 93 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 23.)



DE BILBAO (P.). – [Vers la gestion durable des ressources halieutiques : la mise en œuvre intégrée de l'Objectif de développement durable n° 14](#). – Mémoire de Master 2 Droit des organisations internationales / sous la direction de **Kiara NERI** et **Pascale RICARD**. – Lyon : EDIEC, 2020. – 127 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 24.)



BOUCHE (N.) / dir. – *Actualités de la preuve en propriété intellectuelle*. – Actes du colloque CREDIP du 31 janvier 2020/ dir. sc. **N. BOUCHE**. – *Propriétés intellectuelles*, n° 77, octobre 2020, p. 9-34.



BULAND (E.). – *Le bien-être animal dans le droit de l'Union européenne.* – Mémoire de Master 2 Droit européen des affaires / sous la direction de Bernadette Le Baut-Ferrarese, professeur. – Lyon : Équipe de droit international, européen et comparé, 2020. – 75 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 27.)

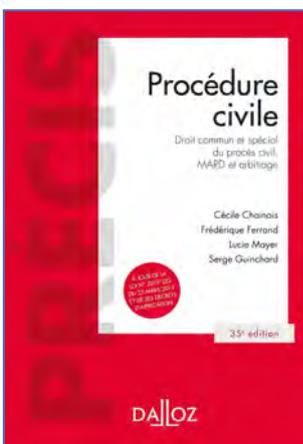


DEBARD (Th.), GUINCHARD (S.). – *Lexique des termes juridiques. Édition 2020-2021.* – Paris : Dalloz, 2020. – 1 122 p. – (Lexiques.)

Présentation de l'éditeur : *Le Lexique des termes juridiques 2020-2021 permet un accès simple et complet à toutes les définitions, aux concepts et aux notions clés de tous les domaines du droit. Avec plus de 6 000 entrées, l'étudiant à la recherche d'une notion inconnue ou oubliée pourra la découvrir ou se la remémorer et acquérir ainsi des certitudes ou automatismes, utiles à la rigueur du juriste. Cette 28^e édition, qui marque les 50 ans de l'ouvrage, met en avant plus de 180 définitions en lien avec l'actualité juridique (réforme des institutions, procédure civile, environnement, justice pénale des mineurs...). Les références aux codes et aux grands arrêts permettent de faire le lien entre les définitions, les textes législatifs et la jurisprudence*



DOUMBE-BILLE (St.) (+), BEN MAHFOUDH (H.) et NERI (K.) / dir. – *Le droit international actuel est-il sécurisant ?* – Naples : Editoriale Scientifica, 2020. – 402 p.



FERRAND (F.). – *Procédure civile. Droit commun et spécial du procès civil, MARD et arbitrage* (avec Cécile CHAINAIS, Lucie MAYER et Serge GUINCHARD). – 35^e éd. – Paris : Dalloz, 2020. – 1884 p. – (Précis.)

Présentation de l'éditeur : *L'ouvrage est à jour des dernières évolutions législatives, jurisprudentielles et règlementaires dans le domaine du procès civil, entendu dans son sens le plus large, incluant les modes amiables de règlement des conflits et l'arbitrage. Il rend compte de la loi n° 2019- 222 du 23 mars 2019 de « programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice » (création du tribunal judiciaire, encadrement juridique des MARD en ligne, possibilité d'une suppression de l'audience), ainsi que des décrets d'application qui ont suivi : - décrets n° 2019-912, 913 et 914 du 30 août 2019 (compétences matérielles et territoriales du tribunal judiciaire, du juge des contentieux de la protection et des chambres de proximité) - décret n° 2019-1333 du 11 décembre 2019 réformant la procédure civile (simplification des modes de saisine du juge, procédure*

devant le tribunal judiciaire, généralisation de l'exécution provisoire de droit, extension de la représentation obligatoire, procédure participative aux fins de mise en état) - décret n° 2019-1419 du 20 décembre 2019 (procédure accélérée au fond).

Enfin, l'ouvrage fait également état des ordonnances n° 2020-304 et n° 2020-306 du 25 mars 2020 prises en application de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19



FERRAND (F.), KNETSCH (J.) et ZWICKEL (M.) /dir. – *Die Digitalisierung des Zivilrechts und der Ziviljustiz in Deutschland und Frankreich. Tagungsband zum deutsch-französischen Forschungsatelier an der Friedrich-Alexander-Universität Erlangen-Nürnberg (FAU) von 11.03.2019 bis 14.03.2019 / Le droit civil et la justice civile à l'ère de la numérisation en France et en Allemagne. Actes de l'atelier de recherche franco-allemand à l'université Friedrich-Alexander Erlangen-Nürnberg (FAU) du 11 au 14 mars.* – Erlangen : FAU University Press, 2020. – 383 p.



GRANGEON (J.) et FRANÇOISE (M.) / dir. – *Les robots. Regards disciplinaires en sciences juridiques, sociales et humaines.* – Aix-en-Provence : Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2020. – 132 p. – (Inter-normes.)

Les travaux ont été financés par la **Commission Recherche de l'université Jean Moulin Lyon 3 (projet bourgeon Lexoïd)** et par l'**EDIEC**. La publication de l'ouvrage a été financée par le **Laboratoire interdisciplinaire de droit des médias et des mutations sociales (LID2MS – EA 4328)** d'Aix Marseille Université.

Présentation de l'éditeur : *L'encadrement des évolutions récentes des robots et de l'intelligence artificielle interroge : les dispositifs législatifs actuels sont-ils suffisamment adaptés pour régir ce phénomène ? Afin de répondre à cette question, l'équipe des jeunes*

chercheurs du Projet Lexoïd a décidé de s'associer avec des professionnels de différentes disciplines et différents secteurs particulièrement touchés par la robotisation. C'est sur la base de leur expertise que s'est construit le présent ouvrage. Articulé autour de trois axes (le droit civil, le droit social et le droit européen et international), il retrace le fruit de réflexions abouties et illustre le phénomène au travers d'exemples spécifiques (la poupée sexuelle, la voiture autonome, le drone militaire, etc.). Les contributions révèlent les dérives potentielles que l'utilisation des robots peut créer et discutent de la suffisance du droit actuel pour parvenir à les maîtriser.

Ces pages viennent valider deux années d'échanges et de recherches passionnantes menées dans le cadre d'une approche pluridisciplinaire mais s'inscrivent également dans une réflexion plus globale qui se dessine progressivement depuis quelques années sur le thème captivant des robots.

Sous la direction de **Julie GRANGEON** et **Marylou FRANCOISE**, respectivement responsable et coresponsable du projet de recherche Lexoïd. Actes du projet de recherche LEXOÏD mené par la jeune doctrine de janvier 2018 à décembre 2019 au sein de l'université Jean Moulin Lyon 3, 15 quai Claude Bernard, 69007 Lyon

- EDIEC (Équipe de droit international, européen et comparé – EA 4185)
- ERLJ (Équipe de recherche Louis Josserand – EA 3707)
- CERCRID (Centre de recherches critiques sur le Droit – UMR 5137)
- LID2MS (Laboratoire interdisciplinaire de droit des médias et des mutations sociales – EA 4328), AMU



GRAVEZ (E.). – *L'Union européenne face à la remise en cause de l'État de droit en Pologne et en Hongrie.* – Mémoire de Master 2 Droit européen des droits de l'homme / sous la direction de Loïc ROBERT. – Lyon : EDIEC, 2020. – 55 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 25.)



KARPENSCHIF (M.) et Roux (Chr.). – *L'exception in house, 20 ans après l'arrêt Teckal*. – Actes du colloque EDPL/EDIEC du 12 février 2020 / dir. sc. M. KARPENSCHIF et Chr. Roux. – *JCP A* 2020, études 2197 à 2208.

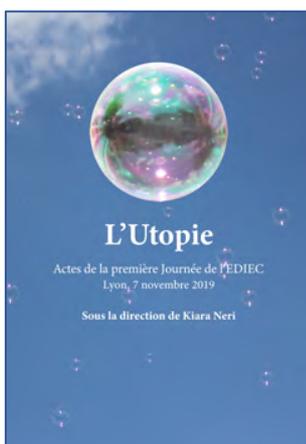


MEKOUAR (M.A.), PRIEUR (M.) / dir. – *Droit, humanité, et environnement. Mélanges en l'honneur de Stéphane Doumbé-Billé*. – Bruxelles : Bruylant, 2020. – 1248 p.

Présentation de l'éditeur : Ce recueil de contributions scientifiques dédiées au professeur **Stéphane DOUMBE-BILLE** est un témoignage collectif d'estime, de reconnaissance et d'affection de la part d'amis, de collègues et d'étudiants, qui ont tenu à rendre hommage à son œuvre riche et variée d'universitaire et d'acteur généreusement investi dans diverses sphères du droit, notamment le droit de l'environnement, le droit international et les droits de la personne. Adeptes du métissage de ces disciplines, il a singulièrement contribué à la conceptualisation juridique du développement durable et à son intégration comme dimension-clé aussi bien du droit de l'environnement que des droits humains.

Resté fidèle à ses racines camerounaises, **Stéphane DOUMBE-BILLE** a choisi la France pour y entreprendre sa carrière de professeur d'université, d'abord à Toulouse, puis à Limoges et Boulogne-sur-Mer, enfin à Lyon, où il a dirigé le Centre de droit international. Au-delà de l'Hexagone, ses activités ont particulièrement rayonné au sein de la Francophonie, et spécialement dans le continent africain. Il s'y est fait le chantre et l'avocat du droit de l'environnement non seulement au plan académique, en l'enseignant dans de multiples universités – du Caire à Dakar, Hanoï, Tunis et Yaoundé, en passant par Alexandrie, Cotonou, Douala, Lomé et Ouagadougou –, mais également en tant qu'artisan et défenseur du droit sur le terrain diplomatique, en mettant son expertise au service des législateurs et négociateurs nationaux ainsi que des forums et organismes internationaux.

Les présents mélanges rassemblent les contributions de 66 auteurs provenant de pas moins de 18 pays. La diversité et l'actualité des thèmes abordés sont à l'image de la densité et de la diffusion du legs pédagogique et scientifique de leur dédicataire.



NERI (K.) / dir. – *L'Utopie. Actes de la première Journée de l'EDIEC*. – Lyon : Équipe de droit international, européen et comparé. – collection « [Les Cahiers de l'EDIEC](#) » [en ligne], n° 1. – 2020. – 96 p.



NERI (K.), Aïvo (G.) et LOZANORIOS (F.) (dir.). – [Actes de la journée en hommage au professeur Stéphane Doumbé-Billé](#). – Lyon : Équipe de droit international, européen et comparé. – collection « Les Cahiers de l'EDIEC » [en ligne], n° 2. – 2020. – 138 p.



NOURISSAT (C.) et CLAVIERE (Bl. de). – *Droit de la concurrence, libertés de circulation. Droit de l'Union – Droit interne*. – 6^e éd. – Paris : Dalloz, 2020. – 782 p. – (HyperCours.)

Présentation de l'éditeur : *Ce manuel examine un corps de règles en apparence disparates à partir du prisme central de l'opérateur économique européen, de l'entreprise, des droits économiques qui lui sont reconnus. Il combine des développements tirés du droit interne et du droit de l'Union européenne. En effet, et même si ce dernier droit est caractérisé par sa « supériorité » (principes de primauté et d'effet direct obligent), il n'en demeure pas moins que le droit de l'Union reste lacunaire en ce qu'il laisse encore des pays de la matière à la seule juridiction du droit interne.*

Une réalité complexe que tente de mettre en lumière ce manuel consacré aux libertés de circulation et au droit de la concurrence, piliers fondamentaux de l'économie de marché dans laquelle opère l'entreprise. À jour des dernières évolutions jurisprudentielles et textuelles (au 1^{er} juin 2020), cette sixième édition contient aussi de substantiels développements relatifs aux procédures qui, en une vingtaine d'années, ont été l'objet d'une intervention remarquée de l'Union européenne, témoignant en particulier des liens désormais indéfectibles entre Marché intérieur et Espace de liberté, de sécurité et de justice.

Destiné aux étudiants en droit de Licence 3 ou de Master, l'ouvrage intéressera également les candidats au CRFPA et à l'ENM.



POUZET (C.). – [Les modes de régulation de l'intelligence artificielle par le droit européen : entre droit souple et droit dur](#). – Mémoire de Master 2 Droit européen des droits de l'homme / sous la direction de **Gaëlle MARTI**. – Lyon : EDIEC, 2020. – 103 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 22.)



ROBERT (L.) et SURREL (H.) / dir. – *Quel avenir pour le système européen de protection des droits de l'homme ?* – Limal : Anthemis, 2020. – 254 p. – (Droit et Justice : 119.)

Présentation de l'éditeur : Particulièrement novateur, le système de protection créé par la Convention européenne des droits de l'homme a contribué de manière significative au développement des droits garantis. Mais, engagé depuis une vingtaine d'années dans un processus continu de réforme dans un contexte profondément renouvelé avec l'élargissement du Conseil de l'Europe aux États d'Europe de l'Est, il est aujourd'hui confronté à de nombreux défis, non seulement du fait de l'engorgement de la Cour européenne, mais aussi en raison de la remise en cause de sa légitimité par certains États parties qui revendiquent une application du principe de

subsidiarité plus respectueuse de leur particularisme quand d'autres refusent d'exécuter les arrêts de la Cour, voire menacent même de dénoncer la Convention.

Dans cette perspective, le présent ouvrage propose un état des lieux, du Protocole n° 11 au Protocole n° 16, d'un système de protection entre évolution, mutation et contestation, et une réflexion sur les moyens d'en assurer la pérennité en interrogeant notamment le rôle de la Cour européenne, tiraillée entre justice individuelle et mission constitutionnelle, et le risque d'abaissement du standard européen sous la pression de certains États parties.



VIENNOIS (J.-P.) / dir. – *Actualité du droit des investissements étrangers en France.* – Actes du colloque, Lyon, Association Master Droit et ingénierie financière, 26 février 2020 / dir. J.-P. VIENNOIS. – RLDA 2020/160, n° 6994 à 6996, p. 24-41.

1.2. Rapports de recherche / Séjours de recherche / Expertises / Participations à des jurys de thèse

FERRAND (F.). – Présidence du jury de soutenance de la thèse d’Emmanuel GUINCHARD, *L’émergence de l’espace judiciaire civil européen* / dir. Denis VOINOT, université de Lille, 4 décembre 2020

HEYMANN (J.). – Membre du jury de soutenance de la thèse de Camille PONS, *La concordance des compétences juridictionnelle et législative. Étude des liens entre forum et jus en droit international privé européen* / dir. S. SANA-CHAILLE DE NERE), université de Bordeaux, 5 octobre 2020.

LE BAUT-FERRARESE (B.).

– Expertise pour l’appel à projet *Call E2S-UPPA 2020 “NewChallenges”* : « *Penser l’ajustement des ressources naturelles et des besoins sociaux* », Fabrice RIEM, Centre Lascaux sur les transitions (Celt) et CDRE (EA 3004) UPPA, projet mené en partenariat avec l’Institut Michel Serres/Fondation Michel Serres pour le contrat naturel (ENS Lyon).

– Comité de suivi de thèse, Angeline GONZALEZ, *La production d’électricité renouvelable en mer et la propriété publique. Étude comparée des droits français et chilien*, université de Bretagne Occidentale (UBO), UMR AMURE, G. GUEGUEN-HALLOUËT (dir.) et P. MORAGA (co-dir.), université du Chili Santiago Chili, 16 juin 2020.

– Comité de suivi de thèse, Sophearith PAN, *L’application du droit européen de la concurrence aux ports maritimes de commerce*, université de Bretagne Occidentale (UBO), UMR AMURE, G. GUEGUEN-HALLOUËT (dir.), 16 juin 2020.

NERI (K.). – Membre du jury de soutenance de la thèse de Tony NASSIB, *La lutte armée palestinienne au regard du jus in bello : La problématique des combattants. Une lutte armée sui generis ?* / dir. David CUMIN. – Lyon : université Jean Moulin Lyon 3, 2 décembre 2020.

1.3. Directions éditoriales

Louis D'AVOUT

- Co-responsable de la revue des ouvrages de la *RTDCiv.*, depuis 2011
- Membre du Comité français de droit international privé et du Haut conseil allemand pour le droit international privé (*deutscher Rat für Internationales Privatrecht*)

Nicolas BOUCHE

- Titulaire de la chronique « Protections diverses, concurrence déloyale, parasitisme », *Propriété industrielle*
- Titulaire de la chronique « Un an de droit international privé de la propriété industrielle », *Propriété industrielle*, depuis février 2015
- Titulaire de la chronique « Un an de procédure en droit de la propriété intellectuelle », *Procédures*, depuis janvier 2017

Blandine DE CLAVIERE

- Coordinatrice de la chronique annuelle « L'application du droit de l'Union européenne par le juge judiciaire français » (avec Bl. Thellier de Poncheville), *Revue du droit de l'Union européenne*

Alain DEVERS

- Co-titulaire de la chronique annuelle de « Droit international privé notarial », *JCP N*

Frédérique FERRAND

- Coresponsable avec G. Rouhette de la rubrique « Justices du Monde » de la revue *Justices*, puis de la *Revue générale des procédures* (1994-2000)
- Membre du Conseil scientifique de la revue *Droit et Procédures* (depuis 2002)
- Coresponsable avec G. Mecarelli de la rubrique internationale de la revue *Droit et Procédures* (depuis 2002)
- Correspondante pour la France des revues allemandes :
 - . *Zeitschrift für Europäisches Privatrecht (ZEuP)*, revue de droit privé européen (depuis 1992)
 - . *Zeitschrift für Zivilprozess International (ZZP Int.)*, membre du conseil scientifique pour la France, revue de procédure civile internationale (depuis 1995)
 - . *Zeitschrift für Familienrecht (FamRZ)*, membre du comité des correspondants (depuis 1999)
- Correspondante pour la France de la revue anglaise de droit de la famille *Child and Family Law Quarterly* (depuis 2007)
- Membre du comité de rédaction de la *Revue internationale de droit processuel* (depuis 2011)
- Membre du conseil scientifique de la collection « Croisée des droits », Bruylant (dep. 2013).
- Membre du conseil scientifique de la *Montesquieu Law Review* (études de droit français en anglais) (depuis 2014)

Jeremy HEYMANN

- Cotitulaire de la chronique trimestrielle « Droit européen des contrats » (avec F. Marchadier, J.-P. Marguénaud et A. Tenenbaum), *Revue des contrats*
- Co-rédacteur (avec S. Chardenoux) de la rubrique « Droit international privé » au sein de la Chronique semestrielle « Application du droit de l'Union européenne par la Cour de cassation » / dir. S. Barbou des Places, A.-S. Choné-Grimaldi, *Europe*
- Rédacteur des rubriques « Transport ferroviaire », « Transport fluvial » et « Transport aérien » au sein de la Chronique annuelle « Les transports » / dir. I. Bon-Garcin, *JCP E*

Béatrice JALUZOT

- Membre du comité de lecture de la revue *Zeitschrift für Japanisches Recht/Journal of Japanese Law*

Michaël KARPENSCHIF

- Codirecteur scientifique de l'hebdomadaire *JCP A*
- Membre du Comité de rédaction du mensuel *ACCP (Contrats publics. L'actualité de la commande et des contrats publics, Le Moniteur)*

Gaëlle MARTI

- Membre du comité de rédaction de la revue *Civitas Europa*
- Directrice de la Chronique « Étrangers », *JCP A*
- Coresponsable de la chronique « Droit et Intelligence Artificielle » (avec Lucie Cluzel-Métayer et Samir Merabet), *JCP G*

Cyril NOURISSAT

- Codirecteur du *Jurisclasseur Europe Sources et Textes*
- Membre du Comité de rédaction de la revue *Procédures*, depuis 2003
- Membre du Conseil scientifique de la *Revue Lamy Droit des affaires*, depuis 2007
- Membre du Conseil scientifique de la *Revue Lamy de la concurrence*
- Membre du Comité scientifique de la revue *Deffrénois*, depuis 2008
- Responsable de la chronique trimestrielle « Droit processuel de la concurrence », *Revue Lamy de la concurrence*, depuis 2004
- Responsable de la chronique trimestrielle « Droit international et européen des contrats d'affaires », *Revue Lamy Droit des affaires*, depuis 2007
- Titulaire de la chronique trimestrielle de Droit pénal européen, *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, depuis 2005
- Co-titulaire de la chronique semestrielle de « Droit du commerce international », *JCP G*
- Co-titulaire de la chronique annuelle de « Droit international privé notarial », *JCP N*, depuis 2010

Blanche SOUSI

- Directrice de publication de *Banque-Notes*, [Centre européen de recherches en banque et finance](#)

Hélène SURREL

- Titulaire de la chronique semestrielle « Conseil constitutionnel et jurisprudence de la Cour EDH », revue [Titre VII](#)
- Co-directrice (avec L. Milano) de la chronique annuelle sur la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, *Revue du droit public*
- Membre du comité scientifique de la revue [Titre VII](#)

Édouard TREPPOZ

- Co-titulaire de la chronique « Contrats internationaux », *Revue des contrats*, depuis 2009
- Titulaire de la chronique « Droit européen de la propriété intellectuelle », *RTDEur.*, depuis 2010

1.4. Articles / Études / Contributions à des ouvrages collectifs

AÏVO (G.).

- « La question des combattants irréguliers dans les nouvelles tendances de conflits armés », p. 53-80 in **K. NERI, G. AÏVO et F. LOZANORIOS** (dir.). – [Actes de la journée en hommage au professeur Stéphane Doumbé-Billé](#). – Lyon : Équipe de droit international, européen et comparé. – collection « Les Cahiers de l'EDIEC » [en ligne], n° 2. – 2020. – 138 p.
- « Considérations générales sur l'apatridie en Afrique », p. 1053-1070 in **M.A. MEKOUAR et M. PRIEUR** (dir.). – *Droit, humanité, et environnement. Mélanges en l'honneur de Stéphane Doumbé-Billé*. – Bruxelles : Bruylant, 2020. – 1248 p.

AVOUT (L. d').

- Chronique « Droit international privé de l'Union européenne (2019) » (avec **Stefan HUBER, Patrick KINSCH, Jean-Sébastien QUEGUINER, Lukas RASS-MASSON, Sixto SANCHEZ-LORENZO et Michael WILDERSPIN**). – *JDI* n° 4/2020, chr. 10, p. 1493 et suiv.
- Panorama « Droit du commerce international » (avec **Sylvain BOLLEE et Étienne FARNOUX**). – *D.*, 2020, p. 1970.
- Embargo international et déni de sentence arbitrale. Note sous Civ. 1^{re}, 15 janvier 2020, n° 18-18.088. – *Rev. crit. DIP*, 2020/3, p. 526-537.
- L'efficacité envers les tiers d'une cession de créance ne relève pas (plus ?) du règlement Rome I (à propos d'un considérant escamoté par la Cour de justice). Note sous CJUE, 1^{re} ch., 9 octobre 2019, *BGL BNP Paribas SA c/ TeamBank AG Nürnberg*, aff. C-548/18. – *Rev. crit. DIP*, 2020/2, p. 359-368.

BARBA (M.).

- « Droit des contrats : l'articulation des sources du droit des services de paiement dans le marché intérieur », p. 90-94 in **BL. DE CLAVIERE et BL. THELLIER DE PONCHEVILLE** (dir.). – Chronique « L'application du droit de l'Union européenne par le juge judiciaire français – 1^{er} septembre 2019-1^{er} septembre 2020 ». – *RDUE* 2020/4, p. 83-117.
- Appel civil : une main de fer dans un gant de velours. Note sous Civ. 2^e, 17 septembre 2020. – *D.* 2020, p. 2046-2050.
- Le rapport Perben et la procédure d'appel. – *D.* 2020. 1729.
- Quand l'appelant confond vitesse et précipitation. Note sous Cass. 2^e civ., 27 février 2020, n° 19-10849. – *LPA*, 13-14 août 2020, n° 162-163, p. 8 et suiv.
- Forme et délai de l'appel incident dirigé contre un co-intimé. Note sous Cass. 2^e civ., 9 janvier 2020, n° 18-24606. – *LPA*, 2 mars 2020, n° 44, p. 13 et suiv.
- La possibilité d'une clémence privée en droit de la concurrence. Le décalque de la clémence publique dans le cadre du *private enforcement*. – *RLC*, 2020/91, n° 3741, p. 25-37.

BARBA (M.) et LAFFLY (R.). – « Exécution provisoire », in *JurisClasseur Procédures Formulaire*. – Paris : LexisNexis, 26 octobre 2020.

BASILIEN-GAINCHE (M.-L.) et ROUY (M.).

- « Article 11 », p. 225-230 in **A. ILIOPOULOU PENOT** (dir.). – *Directive 2004/38 relative au droit de séjour des citoyens de l'Union européenne et des membres de leur famille. Commentaire article par article*. – Bruxelles : Bruylant, 2020. – 584 p. – (Droit de l'Union européenne.)
- « Article 10 », p. 215-224 in **A. ILIOPOULOU PENOT** (dir.). – *Directive 2004/38 relative au droit de séjour des citoyens de l'Union européenne et des membres de leur famille. Commentaire article par article*. – Bruxelles : Bruylant, 2020. – 584 p. – (Droit de l'Union européenne.)

– « Article 9 », p. 207-214 in A. ILIOPOULOU PENOT (dir.). – *Directive 2004/38 relative au droit de séjour des citoyens de l'Union européenne et des membres de leur famille. Commentaire article par article.* – Bruxelles : Bruylant, 2020. – 584 p. – (Droit de l'Union européenne.)

BOUCHE (N.).

– Obtentions végétales – Photographies d'obtentions. Note sous Cass. 1^{re} civ., 21 octobre 2020, *Stés Meilland c/ M*, n° 19-16.193. – *Propr. industr.*, 2020, comm. 74.

– « Droit à la saisie-contrefaçon et motivation de la requête », p. 9-14 in *Actualités de la preuve en propriété intellectuelle.* – Actes du colloque CREDIP du 31 janvier 2020 / dir. sc. N. BOUCHE. – *Propriétés intellectuelles*, n° 77, octobre 2020, p. 9-34.

– « La preuve dans les litiges internationaux de propriété intellectuelle », p. 29-34 in *Actualités de la preuve en propriété intellectuelle.* – Actes du colloque CREDIP du 31 janvier 2020 / dir. sc. N. BOUCHE. – *Propriétés intellectuelles*, n° 77, octobre 2020, p. 9-34.

– Obtentions végétales. La récolte continue – Commentaire de Trib. Bari, 4^e sect. civ., 20 juillet 2020, *International Fruits Genetics LLC c/ Top Fruit di Angela Colucci E C. SAS*, n° 2356/2020. – *Propr. industr.*, 2020, comm. 59.

– Obtentions végétales – Décision affectant les données du registre de la PCOV. Note sous Trib. UE, 6^e ch., 25 juin 2020, *Siberia Oriental BV c/ OCVV*, aff. T-737/18, *Propr. industr.* 2020, commentaire 53.

– Obtentions végétales – Technique de taille et lieu d'examen. Note sous OCVV, ch. rec., 24 janvier 2020, *Griba Baumschulgenossenschaft landwirtschaftliche Gesellschaft c/ OCVV (Stark Guggler)*, aff. A008/2018. – *Propr. industr.* 2020, comm. 49.

– Obtentions végétales. Distinction et contestation du lieu d'examen. Note sous OCVV, Ch. rec., 17 janvier 2020, *Griba Baumschulgenossenschaft landwirtschaftliche Gesellschaft c/ OCVV*, aff. A004/2016. – *Propr. industr.* 2020, comm. 38.

– Obtentions végétales. Retenue à la source des redevances de licence d'obtention végétale. Note sous CAA Marseille, 4^e ch., 19 novembre 2019, n° 18MA03429. – *Propr. industr.* 2020, comm. 32.

– Chronique « Un an de droit international privé de la propriété industrielle ». – *Propr. industr.* 2020, chr. 4.

– Obtentions végétales – Régime fiscal du multiplicateur des semences de base – Note sous CAA Bordeaux, 7^e ch., 14 novembre 2019, n° 17BX04088. – *Propr. industr.* 2020, comm. 21.

– Chronique « Un an de procédure en droit de la propriété intellectuelle (octobre 2018 – septembre 2019) ». – *Procédures* 2020, chr. 2.

– Obtentions végétales – Définition des actes réservés au titulaire de la PCOV – Note sous CJUE, 7^e ch., 19 décembre 2019, *Clud de Variedades Vegetales Protegidas c/ Adolfo Juan Martinez Sanchis*, aff. C-176/18. – *Propr. industr.* 2020, comm. 12.

– Obtentions végétales – Nouveauté et exploitation de la variété – Note sous Trib. UE, 3^e ch., 24 septembre 2019, *Pink Lady America LLC c/ OCVV et Western Australian Agriculture Authority*, aff. T-112/18 et Trib. UE, 6^e ch., 11 avril 2019, *Kiku GmbH c/ OCVV et Sächsisches Landesamt für Umwelt, Landwirtschaft und Geologie*, aff. T-765/17. – *Propr. industr.* 2020, comm. 6.

BOUMAKANI (B.), NZAOU (A.). – « Les nouveaux aspects de la protection de l'environnement dans les codes des hydrocarbures des pays d'Afrique subsaharienne », p. 569-588 in M.A. MEKOUAR et M. PRIEUR (dir.). – *Droit, humanité, et environnement. Mélanges en l'honneur de Stéphane Doumbé-Billé.* – Bruxelles : Bruylant, 2020. – 1248 p.

CARPANO (É.).

– Par-delà la souveraineté étatique dans l'Union : État de droit et intégration. – [Federalismi.it](https://www.federalismi.it) – [Rivista di Diritto Pubblico Italiano, Comparato, Europeo](https://www.federalismi.it/contenuti/15-2020-031), n° 31/2020, p. 43-59.

– « Le Parlement andin, un Parlement en sursis ? », p. 61-79 in I. BOSSE-PLATIERE (dir.). – *La parlementarisation des intégrations régionales. Approche comparée, Europe, Afrique, Amériques*. – Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2020. – 390 p. – (Droits européens.)

CLAVIERE (Bl. de).

– « Droit du travail : port de la barbe et mise en œuvre du régime européen d’interdiction des discriminations directes : des difficultés dans l’appréciation des exigences professionnelles essentielles et déterminantes... », p. 102-105 in **BL. DE CLAVIERE** et BL. THELLIER DE PONCHEVILLE (dir.). – Chronique « L’application du droit de l’Union européenne par le juge judiciaire français – 1^{er} septembre 2019-1^{er} septembre 2020 ». – *RDUE* 2020/4, p. 83-117.

– « De la pratique de l’esprit européen dans la mise en œuvre du régime de responsabilité du fait des produits défectueux », p. 99-101 in **BL. DE CLAVIERE** et BL. THELLIER DE PONCHEVILLE (dir.). – Chronique « L’application du droit de l’Union européenne par le juge judiciaire français – 1^{er} septembre 2019-1^{er} septembre 2020 ». – *RDUE* 2020/4, p. 83-117.

– « Libertés de l’Union européenne : de l’adaptation du droit interne aux évolutions techniques, par le biais des libertés économiques de circulation », p. 98-99 in **BL. DE CLAVIERE** et BL. THELLIER DE PONCHEVILLE (dir.). – Chronique « L’application du droit de l’Union européenne par le juge judiciaire français – 1^{er} septembre 2019-1^{er} septembre 2020 ». – *RDUE* 2020/4, p. 83-117.

– « Propos introductifs », p. 84-85 in **BL. DE CLAVIERE** et BL. THELLIER DE PONCHEVILLE (dir.). – Chronique « L’application du droit de l’Union européenne par le juge judiciaire français – 1^{er} septembre 2019-1^{er} septembre 2020 ». – *RDUE* 2020/4, p. 83-117.

– Douze ans d’ARJ [Atelier régional de jurisprudence] Europe. – *JCP G* 2020. 1023.

CORSO (C.). – « L’utopie en droit international privé. L’idéal d’articulation des ordres juridiques à l’épreuve des souverainetés nationales, p. 73-89 in **K. NERI** (dir.). – [L’Utopie. Actes de la première Journée de l’EDIEC](#). – Lyon : Équipe de droit international, européen et comparé. – collection « [Les Cahiers de l’EDIEC](#) » [en ligne], n° 1. – 2020. – 96 p.

COURTOIS (J.). – « Les visioconférences comme moyen de faciliter l’accès à la justice civile », p. 255-261 in **F. FERRAND**, J. KNETSCH et M. ZWICKEL (dir.). – [Die Digitalisierung des Zivilrechts und der Ziviljustiz in Deutschland und Frankreich : Tagungsband zum deutsch-französischen Forschungsatelier an der Friedrich-Alexander-Universität Erlangen-Nürnberg \(FAU\) von 11.03.2019 bis 14.03.2019 / Le droit civil et la justice civile à l’ère de la numérisation en France et en Allemagne : Actes de l’atelier de recherche franco-allemand à l’université Friedrich-Alexander Erlangen-Nürnberg \(FAU\) du 11 au 14 mars 2019](#). – Erlangen : FAU University Press, 2020. – 383 p.

COUTURIER (N.).

– « Justiciable, contrat et procès : le droit civil et la procédure civile à l’heure de la révolution numérique », p. 361-379 in **F. FERRAND**, J. KNETSCH et M. ZWICKEL (dir.). – [Die Digitalisierung des Zivilrechts und der Ziviljustiz in Deutschland und Frankreich : Tagungsband zum deutsch-französischen Forschungsatelier an der Friedrich-Alexander-Universität Erlangen-Nürnberg \(FAU\) von 11.03.2019 bis 14.03.2019 / Le droit civil et la justice civile à l’ère de la numérisation en France et en Allemagne : Actes de l’atelier de recherche franco-allemand à l’université Friedrich-Alexander Erlangen-Nürnberg \(FAU\) du 11 au 14 mars 2019](#). – Erlangen : FAU University Press, 2020. – 383 p.

– « Smart contracts – vers une rupture avec le droit civil existant ? », p. 141-158 in **F. FERRAND**, J. KNETSCH et M. ZWICKEL (dir.). – [Die Digitalisierung des Zivilrechts und der Ziviljustiz in](#)

[Deutschland und Frankreich : Tagungsband zum deutsch-französischen Forschungsatelier an der Friedrich-Alexander-Universität Erlangen-Nürnberg \(FAU\) von 11.03.2019 bis 14.03.2019 / Le droit civil et la justice civile à l'ère de la numérisation en France et en Allemagne : Actes de l'atelier de recherche franco-allemand à l'université Friedrich-Alexander Erlangen-Nürnberg \(FAU\) du 11 au 14 mars 2019.](#) – Erlangen : FAU University Press, 2020. – 383 p.

CRAVAREZZA (A.) et **GRANGEON (J.)**. – « Du bon usage de la critique en droit de l'Union européenne », p. 25 et suiv. in L. LEBON, M. MEZAGUER et O. PEIFFERT (dir.). – *Études européennes critiques. Actes de la 1^{re} journée d'études de la « Jeune recherche » de l'Association française des études européennes (AFÉE), Nice, 19 octobre 2018.* – Paris : Pedone, 2020. – 206 p. – (Institut du droit de la paix et du développement.)

DADDA (I.) et **MOILLE (C.)**. – « Droit international privé. Du vingtième anniversaire du règlement (CE) n° 1346/2000 relatif aux procédures d'insolvabilité et de la mise en œuvre méthodique du droit européen par le juge judiciaire : retour sur le principe de reconnaissance, dans les autres États membres, de toute décision ouvrant une procédure d'insolvabilité prise par une juridiction compétente dans un autre État membre », p. 106-108 in **Bl. DE CLAVIERE** et **Bl. THELLIER DE PONCHEVILLE** (dir.). – Chronique « L'application du droit de l'Union européenne par le juge judiciaire français – 1^{er} septembre 2019-1^{er} septembre 2020 ». – *RDUE* 2020/4, p. 83-117.

DAGBEDJI (Ch.).

– Bénin : la chambre des petites créances, une nouveauté de la loi du 23 avril 2020 portant modernisation de la justice. – *L'Essentiel. Droits africains des affaires*, 1^{er} septembre 2020, n° 8, p. 7.

– L'interprétation stricte des cas d'ouverture à annulation des sentences arbitrales. – *L'Essentiel. Droits africains des affaires*, 1^{er} septembre 2020, n° 8, p. 2.

– La transmission des droits et obligations du bailleur à l'acquéreur de l'immeuble loué. – *L'essentiel. Droits africains des affaires*, 1^{er} juin 2020, n° 6, p. 3.

– Saisie sur saisie ne vaut (à propos d'un récent arrêt de la CCJA). – *L'essentiel. Droits africains des affaires*, 1^{er} juin 2020, n° 6, p. 4.

– Suprématie des actes uniformes de l'OHADA : consistance et constance. – *L'essentiel. Droits africains des affaires*, n° 5, mai 2020, p. 4.

– Le plafonnement des indemnités de licenciement sans cause réelle et sérieuse, vers une application flexible. – *LPA* 6 avril 2020, n° 69, p. 11 et suiv.

– Immunité d'exécution des États : mise en échec d'une QPC relative à des mesures exécutoires. Note sous Cass. 1^{re} civ., 2 octobre 2019, n° 19-10669. – *LPA* 7 février 2020, n° 28, p. 14-18.

DEVERS (A.).

– Régimes matrimoniaux – Inapplicabilité du règlement Bruxelles II bis en matière de régimes matrimoniaux. – *Dr. famille*, 2020, comm. 173.

– Droit international privé – Autorité parentale. Le principe de la *perpetuatio fori* en matière de responsabilité parentale. Note sous Cass. 1^{re} civ., 30 sept. 2020, n° 19-14.761. – *Dr. famille*, 2020, comm. 156.

– Droit international privé – Compétence du juge français. Le juge aux affaires familiales et l'article 3 du règlement Bruxelles II bis. Note sous Cass. 1^{re} civ., 24 juin 2020, n° 19-11.714 et 19-11.870. – *Dr. famille*, 2020, comm. 155.

- Conflits de lois – Recherche de paternité intentée par un enfant adoptif (Cass. 1^{re} civ., 14 octobre 2020, n° 19-15.783). – *JCP G* 2020, act. 1200.
- Personne-Famille – Nouvelles règles en matière de reconnaissance de la filiation. Commentaire de la loi n° 2018-778 du 10 septembre, *JO* du 11 septembre 2018. – *JCP N* 2020, comm. 1147.
- Circulation des actes authentiques – Transcription totale des actes d'état civil en matière de GPA. Note sous Cass. 1^{re} civ., 18 déc. 2019, n° 18-11.815 et 18-12.327. – *JCP N* 2020, comm. 1150.
- Droit international privé. Action en partage d'un bien immobilier situé en France – Note sous Cass. 1^{re} civ., 4 mars 2020, n° 18-24.646. – *Dr. famille* 2020, comm. 97.
- Droit international privé. Tierce opposition à un jugement étranger d'adoption – Note sous Cass. 1^{re} civ., 15 janvier 2020, n° 18-24.261. – *Dr. famille* 2020, comm. 63.
- Exequatur – Efficacité des jugements étrangers en France – Note sous Cass. 1^{re} civ., 17 octobre 2019, n° 18-18.702. – *Dr. famille* 2020, comm. 23.

DONGAR (B. C.-D.). – « Le ciblage extraterritorial au moyen des drones armés autonomes et l'obligation internationale de respecter les droits de l'homme », p. 107-131 in **J. GRANGEON** et **M. FRANÇOISE** (dir.). – *Les robots. Regards disciplinaires en sciences juridiques, sociales et humaines.* – Aix-en-Provence : Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2020. – 132 p.

DURAND (É.).

- « Aide d'État et nucléaire : le jeu d'équilibriste de la CJUE ». Commentaire de CJUE, Gde ch., 22 septembre 2020, *Autriche c/ Commission.* – *Lexis 360 Secteur public*, 14 décembre 2020.
- « Le règlement gouvernance, instrument d'une mise en cohérence des politiques nationales et européenne de l'énergie », p. 10-15 in St. ANDRIEU et L. DE FONTENELLE (dir.). – *Le paquet « Une énergie propre pour tous les Européens » : enfin la transition énergétique ?* – Pau : L'Énergie en lumière [<https://energie-en-lumiere.fr>], 2020. – 57 p.
- Rubrique « Énergie » in D. BLANC (dir.). – « Chronique – 2019. Politiques publiques internes de l'Union ». 3^e partie. – *RDUE*, n° 2-3/2020, p. 35-57.
- Une lecture de la décision QPC *Force 5* [Cons. const., 28 mai 2020, n° 2020-843 QPC] au prisme du principe de participation du public. – *Droit de l'environnement*, n° 291, juillet-août 2020, p. 243-250.
- Indépendance des autorités de régulation, l'arbre qui cache la forêt. Note sous CJUE, 11 juin 2020, *Prezident Slovenskej republiky*, aff. C-378/19. – *Énergie – Env. – Infrastr.* 2020, comm. 24.

FERRAND (F.).

- « L'avenir de la Cour de cassation française / réformer ou révolutionner ? », p. 1709-1722 in Chr. BENICKE et St. HUBER (dir.). – *National, International, Transnational: Harmonischer Dreiklang im Recht. Festschrift für Herbert Kronke zum 70. Geburtstag.* – Bielefeld : Gieseking Verlag, 2020. – 1874 p.
- Français des Kassationsrecht im Umbruch. – *Juristische Studiengesellschaft Karlsruhe. Jahresband 2019*, 2020, p. 93-121.
- La révision de ses processus internes par la Cour de cassation. À propos du rapport du groupe de travail « Méthodes de travail de la Cour de cassation » (juin 2020). – *JCP G* 2020. 1027.
- Neueste Entwicklungen im französischen Familien- und Personenrecht. – *Zeitschrift für das gesamte Familienrecht [FamRZ]* 2020, Heft 18, p. 1434-1440.

- « Avant-propos », p. 13-15 in **K. NERI** (dir.). – *L'Utopie. Actes de la première Journée de l'EDIEC*. – Lyon : Équipe de droit international, européen et comparé. – collection « [Les Cahiers de l'EDIEC](#) » [en ligne], n° 1. – 2020. – 96 p.
- « Avant-propos », in **L. ROBERT** et **H. SURREL** (dir.), *Quel avenir pour le système européen de protection des droits de l'homme ?* – Limal : Anthemis, 2020. – 254 p. – (Droit et Justice : 19.)
- « [French Civil Justice during Corona Times](#) », p. 23-28 in B. KRANS, A. NYLUND, D. BAMFORD, L. ERVO, F. FERRAND, A. GALIČ, W. HAU, J. NIEVA FENOLL, C. SALUNG PETERSEN, C. PICHÉ, P. RYLSKI, E. SILVESTRI, J. SORABJI, V. VÉBRAITÉ, and H. ZANETI JR. – *Civil Justice and Covid-19*. – *Septentrio Reports* 5, 2020 (UiT The Arctic University of Norway). [<https://doi.org/10.7557/sr.2020.5>]
- « Einführung in die Thematik des deutsch-französischen Forschungsateliers und Vorstellung von Ausgangsthesen für die Diskussion », p. 9-13 in **F. FERRAND**, J. KNETSCH et M. ZWICKEL (dir.).
- [Die Digitalisierung des Zivilrechts und der Ziviljustiz in Deutschland und Frankreich : Tagungsband zum deutsch-französischen Forschungsatelier an der Friedrich-Alexander-Universität Erlangen-Nürnberg \(FAU\) von 11.03.2019 bis 14.03.2019 / Le droit civil et la justice civile à l'ère de la numérisation en France et en Allemagne : Actes de l'atelier de recherche franco-allemand à l'université Friedrich-Alexander Erlangen-Nürnberg \(FAU\) du 11 au 14 mars 2019](#). – Erlangen : FAU University Press, 2020. – 383 p.
- « Introduction à la thématique de l'atelier de recherche franco-allemand et présentation des points de départ des travaux en groupe », p. 15-20 in **F. FERRAND**, J. KNETSCH et M. ZWICKEL (dir.).
- [Die Digitalisierung des Zivilrechts und der Ziviljustiz in Deutschland und Frankreich : Tagungsband zum deutsch-französischen Forschungsatelier an der Friedrich-Alexander-Universität Erlangen-Nürnberg \(FAU\) von 11.03.2019 bis 14.03.2019 / Le droit civil et la justice civile à l'ère de la numérisation en France et en Allemagne : Actes de l'atelier de recherche franco-allemand à l'université Friedrich-Alexander Erlangen-Nürnberg \(FAU\) du 11 au 14 mars 2019](#). – Erlangen : FAU University Press, 2020. – 383 p.
- « Préface », p. 3-4 in **F. FERRAND**, J. KNETSCH et M. ZWICKEL (dir.). – [Die Digitalisierung des Zivilrechts und der Ziviljustiz in Deutschland und Frankreich : Tagungsband zum deutsch-französischen Forschungsatelier an der Friedrich-Alexander-Universität Erlangen-Nürnberg \(FAU\) von 11.03.2019 bis 14.03.2019 / Le droit civil et la justice civile à l'ère de la numérisation en France et en Allemagne : Actes de l'atelier de recherche franco-allemand à l'université Friedrich-Alexander Erlangen-Nürnberg \(FAU\) du 11 au 14 mars 2019](#). – Erlangen : FAU University Press, 2020. – 383 p.
- « Vorwort », p. 1-2 in **F. FERRAND**, J. KNETSCH et M. ZWICKEL (dir.). – [Die Digitalisierung des Zivilrechts und der Ziviljustiz in Deutschland und Frankreich : Tagungsband zum deutsch-französischen Forschungsatelier an der Friedrich-Alexander-Universität Erlangen-Nürnberg \(FAU\) von 11.03.2019 bis 14.03.2019 / Le droit civil et la justice civile à l'ère de la numérisation en France et en Allemagne : Actes de l'atelier de recherche franco-allemand à l'université Friedrich-Alexander Erlangen-Nürnberg \(FAU\) du 11 au 14 mars 2019](#). – Erlangen : FAU University Press, 2020. – 383 p.
- EuGHMR, 10.4.2019, *Petithory Lanzmann gegen Frankreich*. Anmerkung. – *FamRZ* 2020, p. 351-355 (Heft 5 ; 1^{er} mars).
- Bilan des réformes de la procédure d'appel en matière civile et perspectives. À propos du rapport de l'IGJ. – *JCP G* 2020, act. 3.

FERRARI-BREUR (Chr.). – « Le droit d'action dans le procès administratif français : les récentes évolutions », p. 53-69 in B. GILBERTI (dir.). – *Il diritto di azione nel processo amministrativo / The right of action in the administrative process*. – Naples : Giapeto editore, 2020. – (Diritto e Economia.)

FRANÇOISE (M.).

- « Le Brexit en droit international privé des affaires. Bilan », n° 6957, p. 49-54 in M. COMBET (dir.). – Brexit. *La relation future entre l'Union européenne et le Royaume-Uni : aspects sectoriels*. – RLDA 2020/158, supplément, avril 2020, 54 p.
- « Préface », p. 11-12 in J. GRANGEON et M. FRANÇOISE (dir.). – *Les robots. Regards disciplinaires en sciences juridiques, sociales et humaines*. – Aix-en-Provence : Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2020. – 132 p.
- « Les régimes de responsabilité civile à l'épreuve des voitures autonomes », p. 31-44 in J. GRANGEON et M. FRANÇOISE (dir.). – *Les robots. Regards disciplinaires en sciences juridiques, sociales et humaines*. – Aix-en-Provence : Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2020. – 132 p.

FRANCOZ TERMINAL (L.). – « Le droit comparé peut-il apporter la paix dans le monde ? », p. 45-58 in **Kiara NERI** (dir.). – *L'Utopie. Actes de la première Journée de l'EDIEC*. – Lyon : Équipe de droit international, européen et comparé. – collection « [Les Cahiers de l'EDIEC](#) » [en ligne], n° 1. – 2020. – 96 p.

GLAOUA (Y.).

- « Quand H&M ne fait pas dans la dentelle pour violer des droits de propriété intellectuelle... » – CA Paris, Pôle 5-2, 20 novembre 2020, n° 19/06739. – [Les MÀJ de l'IRPI, n° 23](#), décembre 2020, p. 6-7.
- Au pays des gommettes, la rémunération proportionnelle est reine – CA Paris, Pôle 5. ch. 1, 17 novembre 2020, n° 126/2020. – [Les MÀJ de l'IRPI, n° 23](#), décembre 2020, p. 5-6.
- Un bouquet de photographies face à l'examen épineux de l'originalité – Cass., 1^{re} civ., 21 octobre 2020, pourvoi n° 19-16.193. – [Les MÀJ de l'IRPI, n° 22](#), novembre 2020, p. 4-5.
- *WIPO Lex Judgments* – Un nouvel outil à disposition de la communauté internationale des praticiens du droit de la propriété intellectuelle. – [Les MÀJ de l'IRPI, n° 21](#), octobre 2020, p. 13-14.
- [Intellectual Property in a Globalized Digital Era: Multilateralism or Bilateralism?](#) – Geneva Jean Monnet Working Papers, n° 04/2019. – 26 p. – [<http://www.ceje.ch/files/3815/8134/1236/Glaoua-final.pdf>]

GRANGEON (J.). – « Avant-propos », p. 7-9 in J. GRANGEON et M. FRANÇOISE (dir.). – *Les robots. Regards disciplinaires en sciences juridiques, sociales et humaines*. – Aix-en-Provence : Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2020. – 132 p.

HAQUIN SAENZ (L.). – « La sécurité alimentaire en droit international », p. 227-258 in **St. DOUMBE-BILLE** (†), H. BEN MAHFOUDH et **K. NERI** (dir.). – *Le droit international actuel est-il sécurisant ?* – Naples : Editoriale Scientifica, 2020. – 402 p.

HAMANT (H.). – « [Sécurité et énergie. La politique énergétique de l'UE. Le cas du gaz russe](#) », *Paix et Sécurité Européenne et Internationale [en ligne]*, n° 15, 12 décembre 2020.

HEYMANN (J.).

- « Liberté d'établissement : un pas de plus vers le Delaware européen ? », p. 513 in H. MUIR WATT, L. BIZIKOVA, A. BRANDÃO DE OLIVEIRA, D. P. FERNANDEZ ARROYO et M. MA (dir.). – *Le tournant global en droit international privé*. – Paris : Pedone, 2020. – 860 p.
- Le droit des transports aériens face à la pandémie de Covid-19. Brèves réflexions à l'aune de la protection des passagers aériens par le droit de l'Union. – *RAE/LEA*, n° 2020/2, p. 315-324.

- Responsabilité du transporteur ferroviaire et faute exonératoire de la victime : une évolution influencée par le droit de l'Union. Note sous Cass. 1^{re} civ., 11 décembre 2019, n° 18-13840, *Revue des contrats* 2020/3, p. 115.
- Règlement « Bruxelles I » – Compétence judiciaire et immunités juridictionnelles : précisions sur la notion de « matière civile et commerciale ». Note sous CJUE, 1^{re} ch., 7 mai 2020, *LG e.a. c/ Rina SpA*, aff. C-641/18. – *JCP G* 2020, 936.
- Rubrique « Législation, p. 31-32, « Jurisprudence Transport ferroviaire », p. 37, « Jurisprudence Transport aérien », p. 38-40 in I. BON-GARCIN (dir.). – Chronique « Les transports : activités, contrats et responsabilités - juillet 2019-juin 2020 ». – *JCP E*, 2020, 1332.
- Gestation pour autrui – Recours en révision – Transcription de l'acte de naissance Note sous Cass., ass. plén., 4 octobre 2019, n° 10-19.053 (avec Fabien MARCHADIER). – *JDI* 2020, commentaire 8, p. 625 et suiv.

JEAN-BAPTISTE (P.). – « Propos conclusifs », p. 191-192 in S. CURSOUX-BRUYERE et F. MULET-WADY (dir.). – *L'espace européen des libertés, mythe ou réalité ?* – *Rev. Union eur.*, mars 2020, n° 636, p. 166-175.

KARPENSCHIF (M.).

- Haro sur les contrats de droit privé de la commande publique. – *AJDA* 2020, p. 2281.
- Réparation des préjudices subis par les pouvoirs adjudicateurs : utiles précisions dans le contentieux des pratiques anticoncurrentielles. – *Contrats publics – ACCP*, n° 212, septembre 2020, p. 56-62.
- « In house et droit de la concurrence », in M. KARPENSCHIF et Chr. ROUX (dir.). – « L'exception in house, 20 ans après l'arrêt Teckal ». – *JCP A* 2020, ét. 2207.
- Subventions, prêts et avances récupérables au temps du coronavirus : de l'intérêt de bien connaître le champ des possibles pour soutenir les entreprises (avec François GAGNAIRE). – *JCP A* 2020, ét. 2177.
- Chronique « Droit des aides d'État, 1^{er} septembre – 31 décembre 2019 » (avec Jean-Luc SAURON). – *JCP A* 2020, ét. 2144.
- Les conséquences de la crise du Covid-19 sur le droit européen des aides d'État. Entretien. – *D.* 2020, 928.
- Le régime français d'aides aux entreprises frappées par le Covid-19 : bien, mais doit mieux faire. – *JCP A* 2020, act. 200.
- Covid-19 et droit des aides d'État. – *JCP A* 2020, ét. 2083.
- Entreprises publiques locales et contraintes du droit européen. – *Juris tourisme* 2020, n° 226, p. 33-35.
- Les aides purement locales sont-elles des aides d'État ? – *JCP A* 2020, ét. 2034.

KARPENSCHIF (M.) et GAGNAIRE (Fr.). – Le financement public des jeunes pousses : entre opportunités et incertitudes. – *BJCL*, n° 10/2020, octobre 2020, p. 675-680.

LE BAUT-FERRARESE (B.).

- Interview in Juliette Prouteau. – « Green Deal : le boulet du traité sur la charte de l'énergie ».
- [Contexte](#), 3 novembre 2020.
- « L'enjeu du 4^e paquet : l'eupéanisation de la politique énergétique », p. 5-6 in Stéphane Andrieu et Louis de Fontenelle (dir.). – [Le paquet « Une énergie propre pour tous les Européens » : enfin la transition énergétique ?](#) – Pau : L'Énergie en lumière [<https://energie-en-lumiere.fr>], juillet 2020. – 57 p.

– La programmation pluriannuelle de l'énergie : l'enjeu de souveraineté. – *Énergie – Env. – Infrastr.* 2020, dossier 22.

LE BAUT-FERRARESE (B.) et DURAND (É.). – Une nouvelle loi au soutien de la transition énergétique : la loi du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat. 2^e partie : Des transitions énergétiques en particulier. – *Dr. env.* 2020, n° 285, p. 12-19.

LE MOING (R.) et AYARI (Z.). – « L'insécurité dans le discours des internationalistes : attentes et réalités », p. 41-58 in **St. DOUMBE-BILLE** (†), H. BEN MAHFOUDH et **K. NERI** (dir.). – *Le droit international actuel est-il sécurisant ?* – Naples : Editoriale Scientifica, 2020. – 402 p.

LETOURNEUX (L.). – « L'incidence de la sécurité juridique sur le processus de catégorisation en droit international. Quelques réflexions sur les catégories de violations du droit international codifiées par la CDI », p. 17-39 in **St. DOUMBE-BILLE** (†), H. BEN MAHFOUDH et **K. NERI** (dir.). – *Le droit international actuel est-il sécurisant ?* – Naples : Editoriale Scientifica, 2020. – 402 p.

LOZANORIOS (F.). – « Le rôle des États dans la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels commis par les casques bleus dans le cadre d'opérations de maintien de la paix des Nations unies », p. 919-944 in M.A. MEKOUAR et M. PRIEUR (dir.). – *Droit, humanité, et environnement. Mélanges en l'honneur de Stéphane Doumbé-Billé.* – Bruxelles : Bruylant, 2020. – 1248 p.

MARTI (G.).

– Ce que l'Union européenne fait au concept de territoire. – [Federalismi.it – Rivista di Diritto Pubblico Italiano, Comparato, Europeo, n° 31/2020](https://www.federalismi.it), n° 31/2020, p. 83-96.

– Algorithmes et droits humains : état des lieux des risques et préconisations. À propos de la recommandation du comité des ministres du Conseil de l'Europe du 8 avril 2020 sur les impacts des systèmes algorithmiques sur les droits de l'Homme. – *RPPI*, n° 2/2020, octobre 2020, dossier 13, p. 15-18.

– « Utopie(s) et droit. Propos introductifs », p. 17-24 in **K. NERI** (dir.). – [L'Utopie. Actes de la première Journée de l'EDIEC.](#) – Lyon : Équipe de droit international, européen et comparé. – collection « [Les Cahiers de l'EDIEC](#) » [en ligne], n° 1. – 2020. – 96 p.

– Chronique « Droit et Intelligence Artificielle » (avec Lucie CLUZEL-METAYER et Samir MERABET).

– *JCP G* 2020, doct. 840.

– Technologie de l'information : Concilier l'excellence et la confiance en matière d'intelligence artificielle. Le Livre blanc de la Commission européenne cherche à réaliser la quadrature du cercle. – *RPPI*, 2020, dossier 5.

MESSIGA (K.). – « Le droit international de la responsabilité des États est-il sécurisant pour le statut de la Zone ? », p. 135-155 in **St. DOUMBE-BILLE** (†), H. BEN MAHFOUDH et **K. NERI** (dir.). – *Le droit international actuel est-il sécurisant ?* – Naples : Editoriale Scientifica, 2020. – 402 p.

MULET-WADY (F.). – « L'espace européen des libertés et le droit international : quelle(s) interaction(s) normative(s) ? », p. 172-175 in S. CURSOUX-BRUYERE et **F. MULET-WADY** (dir.). – *L'espace européen des libertés, mythe ou réalité ?* – *Rev. Union eur.*, mars 2020, n° 636, p. 166-175.

NERI (K.).

– « Chronique Union européenne », p. 333-358 in *Annuaire du droit de la mer 2019 – tome xxiv.* – Paris : Pedone, 2020. – 718 p.

- « L’ordonnance du Tribunal international du droit de la mer dans l’affaire relative à l’immobilisation de trois navires ukrainiens (*Ukraine c/ Fédération de Russie*) du 25 mai 2019 », p. 103-118 in *Annuaire du droit de la mer 2019 – tome xxiv.* – Paris : Pedone, 2020. – 718 p.
- « Droits de la frontière, droits liés à la frontière », p. 110-118 in Anne-Laure AMILHAT SZARY et Grégory HAMEZ (dir.). – *Frontières.* – Paris : Armand Colin, 2020. – 384 p. – (Horizon.)
- « Gibraltar à l’heure du *Brexit* », in F. SCHEIDER (dir.). – *Les tensions maritimes en Méditerranée.* – *Revue maritime*, décembre 2020.
- « Le droit international est-il sécurisant ? Brèves réflexions sur le concept d’ordre juridique », p. XXV-XLI in St. DOUMBE-BILLE (+), H. BEN MAHFOUDH et K. NERI (dir.). – *Le droit international actuel est-il sécurisant ?* – Naples : Editoriale Scientifica, 2020. – 402 p.
- « Propos conclusifs », p. 91-94 in K. NERI (dir.). – *L’Utopie. Actes de la première Journée de l’EDIEC.* – Lyon : Équipe de droit international, européen et comparé. – collection « [Les Cahiers de l’EDIEC](#) » [en ligne], n° 1. – 2020. – 96 p.
- « Security Council’s Contribution to the Evolution of the Law of the Sea: Avant Garde or Self-Limitation? », p. 177-190 in M. Ch. RIBEIRO, F. LOUREIRO BASTOS et T. HENRIKSEN (dir.). – *Global Challenges and the Law of the Sea.* – Berlin : Springer International Publishing, 2020. – 467 p. – [DOI : [10.1007/978-3-030-42671-2_10](https://doi.org/10.1007/978-3-030-42671-2_10)]
- Éditorial. – *Journal du CDI* [en ligne], n° 18, mars 2020, p. 3.
- « L’Afrique et la mer », p. 557-566 in M.A. MEKOUAR et M. PRIEUR (dir.). – *Droit, humanité, et environnement. Mélanges en l’honneur de Stéphane Doumbé-Billé.* – Bruxelles : Bruylant, 2020. – 1248 p.

NERI (K.), AÍVO (G.) et LOZANORIOS (L.). – « Avant-propos », p. 13-15 in K. NERI, G. AÍVO et F. LOZANORIOS (dir.). – *Actes de la journée en hommage au professeur Stéphane Doumbé-Billé.* – Lyon : Équipe de droit international, européen et comparé. – collection « Les Cahiers de l’EDIEC » [en ligne], n° 2. – 2020. – 138 p.

NOURISSAT (C.).

- L’articulation de la Convention de Vienne sur la vente internationale de marchandises avec le droit de l’Union européenne. – *AJ Contrat*, 2020, p. 513.
- « Conclusions », p. 463-479 in E. BERNARD, M. CRESP et M. HO-DAC (dir.). – *La famille dans l’ordre juridique de l’Union européenne / Family within the Legal Order of the European Union.* – Bruxelles : Bruylant, 2020. – 492 p. – (Droit de l’Union européenne.)
- « Politiques régionales et coopération internationale », p. 129-134 in Hugues Fulchiron (dir.). – *La famille du migrant.* – Paris : LexisNexis, 2020. – 310 p. – (Perspective(s).)
- Chronique « Droit du commerce international » (avec Gautier Bourdeaux et Michel Menjucq). – *JCP E* 2020, 1432– Chronique « Droit du commerce international » (avec Gautier BOURDEAUX et Michel MENJUCQ). – *JCP E* 2020, 1432.
- Chronique « Droit notarial de l’Union européenne ». – *Defrénois*, 3 septembre 2020, n° 36, p. 31 et suiv. [n° 162p7].
- Chronique « Droit du commerce international » (avec Gautier BOURDEAUX et MICHEL Menjucq). – *JCP G* 2020. doctr. 1000.
- « La circulation internationale des actes publics – synthèse », p. 117-128 in Hélène PEROZ (dir.). – *La circulation européenne des actes publics. Premier commentaire du Règlement 2016/1191 du 6 juillet 2016.* – Bruxelles : Bruylant, 2020. – 168 p.
- Après le provisoire, l’expérimentation. – *Defrénois*, n° 28, 9 juillet 2020, n° 161q8, p. 1.

- Personne-Famille – Adoption internationale : petites leçons sur la non-application par le juge judiciaire des conventions internationales. Note sous Cass. 1^{re} civ., 18 mars 2020, n° 19-50.031. – *JCP N* 2020, comm. 1144.
- Contentieux de l'exécution – Procédure d'exécution confiée au notaire : l'épreuve des droits fondamentaux. Note sous CJUE, 6^e ch., 7 mai 2020, *Parking d.o.o.*, aff. C-267/19 et C-323/19. – *Procédures*, 2020, comm. 123.
- Action indemnitaire – Immunité de juridiction des sociétés de classification et de certification des navires. Note sous CJUE, 1^{re} ch., 7 mai 2020, *LG e.a. c/ Rina SpA*, aff. C-641/18. – *Procédures*, 2020, comm. 122.
- Europe. *Ultra vires*. – *Procédures*, 2020, repère 7.
- « Les investissements étrangers à l'épreuve de l'ordre juridique européen », in *Actualité du droit des investissements étrangers en France*. – Actes du colloque « Actualité du droit des investissements étrangers en France », Lyon, Association Master Droit et ingénierie financière, 26 février 2020 / dir. **J.-P. VIENNOIS**. – *RLDA* 2020/160, p. 24-25.
- Autonomie et combinaison de normes : la propriété intellectuelle. – *Contrats, conc. consom.* 2020, dossier 6.
- Europe. Consommateur et instruments financiers (suite). Commentaire de CJUE, 4^e ch., 2 avril 2020, *AU c/ Reliantco Investments Ltd*, aff. C-500/18. – *Procédures*, comm. 106.
- Chronique « Cour de justice et tribunal de l'Union européenne » (avec Delphine DERO-BUGNY, Muriel CHAGNY). – *JDI* 2020, chr. 4, p. 709 et suiv.
- Covid-19 – Cour de justice de l'Union européenne. – *Procédures* 2020, commentaire 95.
- Chronique « Droit notarial de l'Union européenne » – juin 2019-février 2020. – *Defrénois* 26 mars 2020, n° 13, p. 25 et suiv.
- Éditorial. Il faut sauver le soldat CIEC. – *Defr.*, 12 mars 2020, n° 11, p. 1.
- Chronique « Droit du commerce international » (avec Gautier BOURDEAUX et Michel MENJUCQ). – *JCP G* 2020, doct. 175 et *JCP E* 2020, doct. 1109.
- Arbitrage – L'arbitre et le droit de la famille. – *Procédures* 2020, dossier 3.
- Retour sur le règlement (UE) 2019/1111 du 25 juin 2019 dit règlement « Bruxelles II bis refondu » ou règlement « Bruxelles II ter ». – *Procédures* 2020, alerte 1.

NOURISSAT (C.) et CLAVIERE (Bl. de) / dir. – Atelier régional de jurisprudence Europe. – *JCP G* 2020. 1023 avec Matthias MALBLANC, La déchéance de nationalité n'est pas une sanction pénale. Comm. Cour EDH, 25 juin 2020, n° 52273/16 e.a, *Ghoumid e.a. c/ France*.

PACCAUD (Fr.). – « Le Traité CETA vecteur d'insécurité ? Décryptage à l'aune des dispositions sanitaires alimentaires », p. 259-289 in **St. DOUMBE-BILLE** (†), H. BEN MAHFOUDH et **K. NERI** (dir.). – *Le droit international actuel est-il sécurisant ?* – Naples : Editoriale Scientifica, 2020. – 402 p.

PAILLER (L.).

- Pour une réinterprétation de la notion d'empêchement de l'exécution. – *AJ Contrat*, 2020. – p. 536.
- « Charte des droits fondamentaux : un double anniversaire en demi-teinte », p. 86-90 in **BL. DE CLAVIERE** et **BL. THELLIER DE PONCHEVILLE** (dir.). – Chronique « L'application du droit de l'Union européenne par le juge judiciaire français – 1^{er} septembre 2019-1^{er} septembre 2020 ». – *RDUE* 2020/4, p. 83-117.
- « La famille du citoyen européen. L'émergence d'une famille fonctionnelle du citoyen de l'Union européenne », p. 5-17 in **H. FULCHIRON** (dir.). – *La famille du migrant*. – Paris : LexisNexis, 2020. – 310 p. – (Perspective(s).)

- « L'application de la charte au droit de la coopération judiciaire en matière civile : un bilan en trompe-l'oeil », p. 41-56 in R. TINIERE et Cl. VIAL (dir.). – *Les 10 ans de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Bilan et perspectives.* – Bruxelles : Bruylant, 2020. – 446 p. – (Droit de l'Union européenne.)
- Traitement relatif à l'utilisation du système d'exploitation Android : confirmation en demi-teinte de la sanction prononcée par la CNIL contre Google. Note sous CE, 19 juin 2020, n° 430810. – *La Lettre juridique (Lexbase Hebdo éd. Affaires)*, n° 833, 23 juillet 2020 : Données personnelles.
- Compétence internationale et action en nullité pour insanité d'esprit. Comm. de Cass. 1^{re} civ., 13 mai 2020, n° 19-10.448– *AJ Contrat* 2020. 381.
- La réécriture consumériste de l'office du juge saisi d'une d'injonction de payer européenne. Note sous CJUE 19 décembre 2019, *Bondora AS c/ Carlos V.C. et Bondora AS c/ XY*, aff. jtes C-453/18 et C-494/18. – *Rev. crit. DIP*, 2020/2, p. 324-333
- « La surveillance sanitaire de la population aux fins de lutter contre la Covid-19. Commentaire de l'article 11 de la loi du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ». – *La Lettre juridique [Lexbase]*, n° 827, 11 juin 2020.
- « La coexistence paisible du secret des délibérations et du droit d'opiner », in M. NICOLAS-GRECIANO (dir.). – *Secret du délibéré et opinions dissidentes.* – Bayonne : Institut francophone pour la justice et la démocratie, 2020. – (« Colloques et essais » : 106). – 198 p.
- Action annexe et traitement autonome de la litispendance dans le règlement insolvabilité. Commentaire de CJUE, 18 septembre 2019, aff. C-47/18. – *Rev. crit. DIP*, 2020/1, p. 139 et suiv.
- StopCovid, la santé publique au prix de nos libertés ? Brèves observations sur l'application de traçage numérique. – *D.* 2020, p. 935-936.
- Droit au déréférencement – Directive 95/46/CE – Règlement 2016/679 – Catégories particulières de données – Effet géographique – Droit à la protection des données à caractère personnel – Liberté d'expression et d'information. Commentaire de CJUE, gr. ch., 24 septembre 2019, *GC, AF, BH et ED c/ Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL)*, aff. C-136/17 et CJUE, gr. ch., 24 septembre 2019, *Google LLC c/ CNIL*, aff. C-507/17. – *JDI* 2020/1, comm. 6.
- Déférencement et données à caractère personnel relatives aux infractions et aux condamnations pénales : la Cour de cassation entre orthodoxie et divergence. Note sous Cass. 1^{re} civ., 27 novembre 2019, n° 18-14.675. – *RLDI* 2020/166, n° 5634.

PETEL (A.).

- Publication de l'Acte sur la gouvernance des données, les propositions de la Commission européenne. – *RLDI* n° 176, décembre 2020, p. 43-47.
- Les nouvelles obligations des collectivités territoriales en matière de droit de la réutilisation des données publiques. – *La Gazette des Communes*, 13 mars 2020.

ROBERT (L.).

- « Discrétion de l'État vs droits fondamentaux : les juridictions européennes face aux politiques migratoires », p. 189-202 in H. FULCHIRON (dir.). – *La famille du migrant.* – Paris : LexisNexis, 2020. – 310 p. – (Perspective(s).)
- « Vers un statut harmonisé du lanceur d'alerte. Analyse critique de la directive sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union », p. 155-178 in J. CHACORNAC (dir.). – *Lanceurs d'alerte. Regards comparatistes*, Paris, Société de législation comparée, coll. « Centre français de droit comparé », vol. 21, 2020, 196 p.

– « Le défi de l'exécution des arrêts de la Cour européenne », p. 75-94 in **L. ROBERT** et **H. SURREL** (dir.). – *Quel avenir pour le système européen de protection des droits de l'homme ?* – Limal : Anthemis, 2020. – 254 p. – (Droit et Justice : 119.)

– « Les fondements de l'espace européen des libertés. Retour sur les interactions entre le droit de l'UE et le droit de la Convention européenne des droits de l'homme », p. 167-171 in **S. CURSOUX-BRUYERE** et **F. MULET-WADY** (dir.). – *L'espace européen des libertés, mythe ou réalité ?* – *Rev. Union eur.*, mars 2020, n° 636, p. 166-175.

ROUY (M.).

– « La citoyenneté européenne : étude d'une source paradoxale du droit européen de la famille », p. 307-323 in **E. BERNARD**, **M. CRESP** et **M. HO-DAC** (dir.). – *La famille dans l'ordre juridique de l'Union européenne / Family within the Legal Order of the European Union*. – Bruxelles : Bruylant, 2020. – 492 p. – (Droit de l'Union européenne.)

– « Brexit et libertés de circulation », n° 6950, p. 5-10 in **M. COMBET** (dir.). – *Brexit. La relation future entre l'Union européenne et le Royaume-Uni : aspects sectoriels*. – *RLDA 2020/158*, supplément, avril 2020, 54 p.

ROUY (M.) et **CHATTOUT (Y.)**. – « L'utopie européenne », p. 61-72 in **Kiara NERI** (dir.). – [L'Utopie. Actes de la première Journée de l'EDIEC](#). – Lyon : Équipe de droit international, européen et comparé. – collection « [Les Cahiers de l'EDIEC](#) » [en ligne], n° 1. – 2020. – 96 p.

SERMET (L.).

– « Licite et mortel. Le tabac en droit international entre impératif de santé publique et objet de commerce », p. 381-402 in **St. DOUMBE-BILLE** (†), **H. BEN MAHFOUDH** et **K. NERI** (dir.). – *Le droit international actuel est-il sécurisant ?* – Naples : Editoriale Scientifica, 2020. – 402 p.

– « La Nation fermée ou la "malga-cité" ? Lecture critique du droit malgache de la nationalité », p. 113-133 in **K. NERI**, **G. AÏVO** et **F. LOZANORIOS** (dir.). – [Actes de la journée en hommage au professeur Stéphane Doumbé-Billé](#). – Lyon : Équipe de droit international, européen et comparé. – collection « Les Cahiers de l'EDIEC » [en ligne], n° 2. – 2020. – 138 p.

– « Les déterminants sociaux de la santé : de leur racine antique à leur formulation par l'Organisation mondiale de la santé », p. 981-996 in **M.A. MEKOUAR** et **M. PRIEUR** (dir.). – *Droit, humanité, et environnement. Mélanges en l'honneur de Stéphane Doumbé-Billé*. – Bruxelles : Bruylant, 2020. – 1248 p.

SOLDATOS (P.).

– [L'irrésistible marche de l'Union européenne vers l'élargissement sans fin: erreurs de rythme et d'évaluation et fragilisation du processus d'unification de l'Europe](#). – *Fenêtre sur l'Europe* [en ligne], 14 décembre 2020.

– [Au-delà de l'euphorie : vers une autre lecture du plan de relance de l'UE](#). – *Fenêtre sur l'Europe* [en ligne], 9 octobre 2020.

– [Contempler une Union européenne en processus de catharsis sociétale après la fin de la pandémie de coronavirus ou confinée dans son périmètre de grand marché et de zone euro dysfonctionnelle ?](#). – *Fenêtre sur l'Europe* [en ligne], 26 mai 2020.

– [L'UE à l'heure du coronavirus : Gulliver enchaîné par les limites de ses compétences et empêtré dans la polarisation des approches de relance et des visions d'intégration](#). – *Fenêtre sur l'Europe* [en ligne], 28 février 2020.

– [Le Brexit, miroir des insuffisances de l'Union européenne et source d'enseignements pour le devenir de l'Europe](#). – *Fenêtre sur l'Europe* [en ligne], 21 février 2020.

Sousi (B.).

- [Finance numérique, euro numérique : Commission européenne et Banque centrale européenne versus stablecoins](#). – *Banque-Notes Express* [en ligne], 17 novembre 2020.
- [Le plan de relance pour l'Europe : une traduction législative sous pression](#). – *Banque-Notes Express* [en ligne], 22 septembre 2020.
- [Cela s'est passé un 21 juillet : un petit pas financier mais un grand pas pour la construction européenne](#). – *Banque-Notes Express* [en ligne], 21 juillet 2020.
- [Angela Merkel, présidente de l'Union européenne le 1^{er} juillet ? ou la nécessité de rappeler qui préside quoi](#). – *Banque-Notes Express* [en ligne], 23 juin 2020.
- [Après l'arrêt de la Cour constitutionnelle d'Allemagne : vers une plus grande intégration économique de la zone euro ?](#) – *Banque-Notes Express* [en ligne], 25 mai 2020.
- [Covid-19 : merci aux soignants, merci aux Traités !](#) – *Banque-Notes Express* [en ligne], 8 mai 2020.
- [La monnaie digitale de banque centrale : un pas de plus vers la disparition du cash ?](#) – *Banque-Notes Express* [en ligne], 27 février 2020.
- [Union européenne : le Royaume-Uni est parti... mais il a laissé ses empreintes](#). – *Banque-Notes Express* [en ligne], 5 février 2020.

Sousi (B.) et MAYMONT (A.). – [L'accord de commerce et de coopération entre l'UE et le RU : un divorce aux aguets](#). – *Banque-Notes Express* [en ligne], 27 décembre 2020.

SURREL (H.).

- « La protection au titre de la vie privée et familiale. La jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme », p. 167-187 in H. FULCHIRON (dir.). – *La famille du migrant*. – Paris : LexisNexis, 2020. – 310 p. – (Perspective(s).)
- [Chronique « Conseil constitutionnel et jurisprudence de la CEDH \(janvier 2020 à juin 2020\) »](#). – *Titre VII* [en ligne], octobre 2020, n° 5.
- La vidéosurveillance devant la Cour européenne des droits de l'homme : des garanties contrastées in L. MILANO et H. SURREL (dir.). – *Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme – 2019* ». – *RDP*, 2020, p. 850-856.
- Droit à la liberté d'expression – Blocage global de l'accès à des sites web. Note sous Cour EDH, 23 juin 2020, *OOO Flavus e.a. c/ Russie*, n° 12468/15 e.a. – *JCP G* 2020, act. 865.
- « La composition de la Cour européenne : la recherche d'un équilibre entre différentes exigences », p. 45-66 in L. ROBERT et H. SURREL (dir.). – *Quel avenir pour le système européen de protection des droits de l'homme ?* – Limal : Anthemis, 2020. – 254 p. – (Droit et Justice : 119.)
- Droit à la liberté d'expression – Un appel au boycott des produits originaires d'Israël relève du droit à la liberté d'expression. Note sous Cour EDH, 11 juin 2020, *Baldassi e.a. c/ France*, n° 15271/16. – *JCP G* 2020, actualité 799.
- Chronique « Droit de la Convention européenne des droits de l'homme » (avec Frédéric SUDRE, Laure MILANO et Béatrice PASTRE-BELDA). – *JCP G* 2020, doctrine 743.
- Droit à la liberté d'expression – Muselage des médias en Hongrie. Note sous Cour EDH, 28 avril 2020, *ATV Zrt c/ Hongrie*, n° 61178/14. – *JCP G* 2020, actualité 605.
- Droit à la liberté d'expression – Absence de mise en balance entre droit à la liberté d'expression et droit au respect de la vie privée. Note sous Cour EDH, 26 mars 2020, *Tête c/ France*, n° 59636/16. – *JCP G* 2020, act. 464.
- [Chronique « Conseil constitutionnel et jurisprudence de la CEDH \(juillet 2019 à fin décembre 2019\) »](#). – *Titre VII* [en ligne], avril 2020, n° 4. URL complète : <https://www.conseil->

constitutionnel.fr/publications/titre-vii/chronique-conseil-constitutionnel-et-jurisprudence-de-la-cedh-juillet-2019-a-fin-decembre-2019.

– [La sanction des discriminations par la Cour européenne des droits de l’homme](#). – *Titre VII* [en ligne], avril 2020, n° 4. URL complète : <https://www.conseil-constitutionnel.fr/publications/titre-vii/la-sanction-des-discriminations-par-la-cour-europeenne-des-droits-de-l-homme>.

– Note sous Cour EDH, 18 février 2020, *Cînta c/ Roumanie*, n° 3891/19. – *JCP G* 2020, act. 313.

– « Les acteurs de l’environnementalisation : la Cour européenne des droits de l’homme », p. 179-194 in Chr. Roux (dir.). – *L’environnementalisation du droit. Études en l’honneur de Sylvie Caudal*. – Paris : Institut francophone pour la justice et la démocratie, 2020. – 324 p. – (Colloques & Essais : 101.)

– Interdiction des discriminations – Discours de haine homophobes sur *Facebook*. Note sous Cour EDH, 14 janvier 2020, *Beizaras et Levickas c/ Lituanie*, n° 41288/15. – *JCP G* 2020, act. 103.

– Droit de propriété – Indemnisation d’une expropriation de fait. Note sous Cour EDH, 17 décembre 2019, *Khizanishvili et Kandelaki c/ Géorgie*, n° 25601/12. – *JCP G* 2020, actualité 32.

– Chronique « Droit de la Convention européenne des droits de l’homme » (avec Frédéric SUDRE, Laure MILANO et Béatrice PASTRE-BELDA). – *JCP G* 2020, doctrine 40.

TILLMANN (M.). – « L’apport de la doctrine américaine quant à l’opportunité d’un *Robot Act* », p. 45-55 in **J. GRANGEON** et **M. FRANÇOISE** (dir.). – *Les robots. Regards disciplinaires en sciences juridiques, sociales et humaines*. – Aix-en-Provence : Presses universitaires d’Aix-Marseille, 2020. – 132 p.

VERMA VERMA (P.).

– « La répression du crime d’agression par la Cour pénale internationale », p. 177-199 in **St. DOUMBE-BILLE** (†), H. BEN MAHFOUDH et **K. NERI** (dir.). – *Le droit international actuel est-il sécurisant ?* – Naples : Editoriale Scientifica, 2020. – 402 p.

– « La Cour pénale internationale et l’Afrique », p. 81-97 in **K. NERI**, **G. AÏVO** et **F. LOZANORIOS** (dir.). – [Actes de la journée en hommage au professeur Stéphane Doumbé-Billé](#). – Lyon : Équipe de droit international, européen et comparé. – collection « Les Cahiers de l’EDIEC » [en ligne], n° 2. – 2020. – 138 p.

VIENNOIS (J.-P.). – « Le nouveau droit européen du filtrage des investissements étrangers : Règlement (UE) n° 2019/452 du 19 mars 2019 », in **J.-P. VIENNOIS** (dir.). – *Actualité du droit des investissements étrangers en France*. – Actes du colloque « Actualité du droit des investissements étrangers en France », Lyon, Association Master Droit et ingénierie financière, 26 février 2020. – *RLDA* 2020/160, n° 6994, p. 26-31.

YOLAL (E.).

– « Le droit international actuel ignore-t-il le terrorisme d’État ? », p. 105-134 in **St. DOUMBE-BILLE** (†), H. BEN MAHFOUDH et **K. NERI** (dir.). – *Le droit international actuel est-il sécurisant ?* – Naples : Editoriale Scientifica, 2020. – 402 p.

– Affaire *Bemba* : l’échec de la mise en œuvre de la responsabilité pénale du supérieur hiérarchique au regard d’un acquittement controversé. – [Journal du CDI](#), n° 18, mars 2020, p. 7-16.

1.5. Comptes rendus d'ouvrages

HEYMANN (J.).

– Compte-rendu de Sybe DE VRIES, Elena IORIATTI, Paolo GUARDA et Elisabetta PULICE (dir.). – *EU Citizens' Economic Rights in Action. Re-Thinking Legal and Actual Barriers in the Internal Market*. – Foreword by Catherine BARNARD. – Cheltenham : Edward Elgar Publishing, 2018. – XIV+288 p. – ISBN : 9781788113458. – *RTD Eur.*, 2020/3, p. X-XII [en ligne].

– Compte rendu de Anatol DUTTA et Wolfgang WURMNEST (dir.). – *European Private International Law and Member States Treaties with Third States. The Case of the European Succession Regulation*. – Cambridge : Intersentia, 2019. – XXIV + 465 p. – *Rev. crit. DIP*, 2020/2, p. 406-409.

PEYRE (A.). – Compte rendu de Federica INFANTINO. – *Schengen Visa Implementation and Transnational Policymaking. Bordering Europe*. – Cham : Springer Nature Switzerland AG, 2019. – XVII + 267 p. – ISBN : 9783030106461. – *RTD Eur.*, 2020/2 [en ligne], p. I-III.

2. RÉSEAUX ET PROGRAMMES SCIENTIFIQUES

2.1. Participation au Groupement de recherche RUEDELSJ



Le Réseau Universitaire Européen Droit de l'Espace de Liberté, Sécurité et Justice (RUEDELSJ), créé en 2011 par le CNRS, a été renouvelé en 2015. Notre équipe est l'un des laboratoires participant activement à ce Groupement de recherche (GDR).

► Genèse

Le GDR constituant le « **RUEDELSJ** », c'est-à-dire le *Réseau universitaire européen* dédié à l'étude du droit de l'*Espace de liberté, sécurité et justice* (ELSJ) a été créé en 2011 par le CNRS (GDR-CNRS 3452). Ce réseau fédère de manière transdisciplinaire l'action de **cinq laboratoires d'excellence français (Aix Marseille, Bayonne, Lyon, Nanterre, Toulouse)**, spécialisés dans les problématiques de la construction européenne et désireux de focaliser leur recherche sur les questions liées à la construction d'un espace de liberté, sécurité et justice de l'Union. Il a vocation à offrir aux chercheurs une plateforme d'information et d'échange d'opinions relatives à l'un des pans les plus novateurs de la construction européenne et a l'ambition d'en faciliter une meilleure connaissance et de constituer un vivier de spécialistes du sujet en constituant une communauté scientifique ouverte au plan européen et méditerranéen.

Le **GDR** a dégagé un certain nombre de thèmes de recherche prioritaires, animés par l'ensemble de ses membres et placé sous la responsabilité scientifique d'un laboratoire.

► Thèmes de recherche

- Droits fondamentaux et immigration, Pr. Rostane MEHDI, CERIC, Aix ;
- Le modèle européen à l'épreuve de l'ELSJ, Pr. Henri LABAYLE, CDRE, Bayonne ;
- Espace commun et réalisation de l'ELSJ, Pr. Marc BLANQUET, S. POILLOT-PERUZZETTO, IRDEIC, Toulouse ;
- Marché intérieur et ELSJ : ruptures et convergences, Pr. Sophie ROBIN-OLIVIER, CEJEC, Nanterre ;
- Les instruments de l'ELSJ, entre droit commun et reconnaissance mutuelle, C. NOURISSAT, **EDIEC**.

► Bilan scientifique 2011-2014

- *Constitution d'une communauté scientifique et action fédérative* : colloques, publications, conférences et autres manifestations scientifiques de chaque laboratoire labellisées « GDR » ;
- *Constitution d'un pôle d'expertise européen et appui aux programmes des équipes* : Le GDR s'est impliqué dans les programmes européens tels que les programmes Jean Monnet ;
- *Attractivité auprès des milieux socio-professionnels* : Le GDR a coopéré, ès qualités, avec l'Agence Justice Coopération Internationale (JCI) du ministère de la Justice et avec le Collège européen de police (CEPOL) pour la création en 2014 d'un *European Joint master programme Policing in Europe*, à Lyon ;
- *Institutionnalisation des ateliers doctoraux* : Cet objectif central du GDR a permis la constitution d'un vivier de jeunes chercheurs spécialisés ;
- *Valorisation et diffusion scientifique* : visibilité accrue par le site Internet <http://www.gdr-elsj.eu>.

► Prospective : Les membres du GDR souhaitent donc poursuivre leurs actions à la fois par un travail de consolidation et d'approfondissement :

- Pérennisation de l'initiative des *Ateliers doctoraux* ;
- Ouverture d'une collection dédiée, réflexion quant à une revue en ligne, élargissement européen (Pologne, Espagne, Luxembourg...) ;
- Accueil et séjours de doctorants dans des laboratoires du GDR ;
- Visibilité accrue du GDR via la traduction du site internet pour le monde anglo-saxon et nordique.

C'est à Lyon, accueilli par l'**EDIEC**, organisatrice, que le **GDR RUEDELSJ** a tenu sa **9^e session doctorale européenne**, les 8 et 9 juin 2017, sur le thème *L'espace de liberté, sécurité et justice en questions*.

2.2. Collaboration avec la [Commission on European Family Law](#)

La [Commission on European Family Law](#) est un groupe d'universitaires rédigeant, en trois langues (anglais, allemand, français) des Principes européens en droit de la famille après avoir entrepris des recherches comparatives intenses donnant lieu à la publication des rapports nationaux. Au cours de cette collaboration EDIEC/CFL, cinq ouvrages sont parus, chez Intersentia, dans la collection dédiée [European Family Law](#) :

- ***Principles of European Family Law Regarding Property, Maintenance and Succession Rights of Couples in de facto Unions.*** – Katharina BOELE-WOELKI, **Frédérique FERRAND**, Cristina GONZÁLEZ-BEILFUSS, Maarit JÄNTERÄ-JAREBORG, Nigel LOWE, Dieter MARTINY et Velina TODOROVA. – Anvers/Oxford : Intersentia, 2019. – 282 p. – (European Family Law : 46.)

Publisher's summary: The CEFL has developed a comprehensive and original set of rules which may be a source of inspiration for legislating the rights and duties of couples who have not formalised their relationship. In their provisions on specific issues, the Principles opt for workable solutions which aim to avoid unnecessary hardship and disputes.

- ***Principles of European Family Law Regarding Property Relations Between Spouses.*** – Katharina BOELE-WOELKI, **Frédérique FERRAND**, Cristina GONZÁLEZ-BEILFUSS, Maarit JÄNTERÄ-JAREBORG, Nigel LOWE, Dieter MARTINY et Walter PINTENS. – Anvers/Oxford : Intersentia, 2013. – 420 p. – (European Family Law : 33.)

Publisher's summary: This book contains the Principles of European Family Law regarding Property Relations between Spouses. In these Principles, the CEFL has developed an all-inclusive set of rules for two matrimonial property regimes: the participation in acquisitions and the community of acquisitions.

- ***La capacité de l'enfant dans les droits français, anglais et écossais.*** – Laurence FRANCOZ TERMINAL. – Anvers/Oxford : Intersentia, 2008. – 557 p. – (European Family Law : 21.)

Résumé de l'éditeur : L'étude de la capacité de l'enfant dans les droits français, anglais et écossais met en lumière trois approches différentes de la minorité. L'étude entreprise met en relief l'idée force que la capacité octroyée au mineur ne saurait l'être au détriment de la protection de sa personne, et dans une moindre mesure de celle de son patrimoine.

- ***Principles of European Family Law regarding Parental Responsibilities.*** – Katharina BOELE-WOELKI, **Frédérique FERRAND**, Cristina GONZÁLEZ-BEILFUSS, Maarit JÄNTERÄ-JAREBORG, Nigel LOWE, Dieter MARTINY et Walter PINTENS. – Anvers/Oxford : Intersentia, 2007. – 323 p. – (European Family Law : 16.)

Publisher's summary: In these Principles, the CEFL has developed a comprehensive and original set of rules in the field of parental responsibilities based on respect for the rights of the child, non-discrimination and, as far as possible, self-determination. In their provisions on specific issues the Principles opt for solutions which seem to be workable and shall avoid unnecessary hardship and disputes.

- ***Principles of European Family Law Regarding Divorce and Maintenance Between Former Spouses.*** – Katharina BOELE-WOELKI, Walter PINTENS, **Frédérique FERRAND**, Cristina GONZÁLEZ-BEILFUSS, Maarit JÄNTERÄ-JAREBORG, Nigel LOWE et Dieter MARTINY. – Anvers/Oxford : Intersentia, 2004. – 170 p. – (European Family Law : 7.)

Publisher's summary: The CEFL presents its first Principles of European Family Law in the field of divorce and maintenance between former spouses. The Principles aim to bestow the most suitable means for the harmonisation of family laws in Europe. In this respect they may serve as a frame of reference for national, European and international legislatures alike.

2.3. Participation à des programmes et projets européens

Depuis 2017, l'EDIEC s'est vu attribuer plusieurs financements européens proposés par les programmes *Justice*, *Erasmus+* ou *Horizon 2020*.

2.3.1. Le projet EPAPFR (2017-2021)



Le projet européen EPAPFR (*Plateforme européenne pour l'accès aux droits personnels et familiaux en Europe*) a pour objectif de contribuer à l'accompagnement de toute personne confrontée à des difficultés relatives au droit international privé de la famille en Europe (UE) en favorisant la coordination et la coopération des dispositifs juridiques, médicaux et sociaux implantés sur le territoire

des États membres, qu'ils soient de nature associative ou institutionnelle. Ce projet s'inscrit dans le cadre du *Programme Justice* de l'Union établi pour la période 2014-2020. Le *Programme Justice* finance des actions ayant une valeur ajoutée européenne qui contribuent à la poursuite de la mise en place d'un espace européen de justice.



Le projet EPAPFR, dirigé par **Cécile Corso**, **Cyril Nourissat** et **Ludovic Pailier**, soutient la mise en œuvre des instruments européens de droit international privé de la famille, et tout particulièrement la directive 2008/52/EC du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale, le règlement Successions du 4 juill. 2012, le règlement Bruxelles II bis du 27 nov. 2003 en matière matrimoniale et de responsabilité parentale, la Convention de La Haye du 19 oct. 1996 en matière de responsabilité parentale et de protection des enfants, et le règlement Rome III du 20 déc. 2010 mettant en place une coopération renforcée en matière de loi applicable au divorce et à la séparation de corps.

Sept partenaires participent à ce projet à travers l'Europe et sont bénéficiaires des fonds européens :

- le [Centre de recherche sur le droit international privé \(CREDIP\)](#) ;
- l'[Association pour le droit des étrangers \(ADDE, Bruxelles\)](#) ;
- le [Service social international \(SSI, Veliko Tarnovo, Bulgarie\)](#) ;
- la [Faculté de Droit de l'Université de Liège \(ULg\)](#) ;
- le [Deutsches Institut für Jugendhilfe und Familienrecht \(DIJUF, Heidelberg\)](#) ;
- le [Dipartimento di Scienze giuridiche dell'Università degli Studi di Verona](#),
- et l'association [Femmes informations juridiques internationales \(FIJI, Lyon\)](#), porteur du projet.

Le projet EPAPFR consiste à :

- mettre en relation des services d'accès aux droits spécialisés en droit international privé agissant au plus près des bénéficiaires dans le but de faciliter l'accès effectif à la justice dans ce domaine,
- promouvoir la formation des professionnels et l'information des bénéficiaires,
- et encourager le partage d'expérience et de connaissance entre acteurs institutionnels et de terrain des différents États membres.

Le congrès inaugural de la **Plateforme européenne pour l'accès aux droits personnels et familiaux en Europe**, initialement prévu en mars 2020, aura lieu en février 2021.

Le projet, doté d'un financement européen de **283 000 euros** (*Grant Agreement N. 764214*), a démarré le 2 octobre 2017.

2.3.2. La Chaire Jean Monnet DMOCRIS (2017-2020)

 <p>Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union</p>	
<p>Projet DMOCRIS : Démocratie et intégration dans une Europe en crise Titulaire de la Chaire : Éric Carpano Référence : 587011-EPP-1-2017-1-FR-EPPJMO-CHAIR Financement : 50 000 euros Durée : 3 ans</p>	

Présentation :

La Chaire DEMOCRIS poursuivait l'objectif fondamental d'améliorer la connaissance du processus d'intégration européenne pour contribuer par la formation et la recherche à la promotion et la relance des valeurs et de la conscience européenne dans une Union en crise. Des actions ont été menées à destination du monde académique et du grand public en matière de formation, de conférences et de recherche :

1/ Formation

En matière de formation, un cycle complet de formation sur les questions européennes a été mis en place pour les étudiants et pour un public plus large (université formation tout au long de la vie)

- **Formation Licence – Master** : la Chaire a apporté son soutien à des cours de droit institutionnel de l'UE en Licence 3 (Ordre juridique de l'Union), en Master de droit public (Droit et politique de l'Union), en Master de droit européen (Droit de l'UE/matériel approfondi / Mobilisation du droit de l'UE (Le droit de l'UE en action) / Droit européen des affaires
- **Création d'un Master** Droit de droit européen des droits de l'homme
- **Formation professionnalisante** : deux séminaires spécifiques ont été créés un de Clinique juridique (droit européen des droits de l'homme et concours internationaux de plaidoirie) et un professionnel.
- **Formation doctorale** : en collaboration avec les universités de Grenoble et de Montpellier, nous avons créé les séminaires doctoraux Jean Monnet qui permettent aux doctorants en droit européen de se rencontrer et de discuter de leurs travaux devant des spécialistes européens de leurs recherches. Deux séminaires ont été organisés en janvier (Grenoble) et octobre 2019 (Lyon). En 2020 le séminaire de Montpellier a dû être annulé.
- **Formation continue** : dans le cadre de la formation continue Philosophie, Langues, Lettres de l'Université Lyon 3, un cycle de formation de 40h destination d'un large public a été proposé sur la genèse et le développement de l'idée européenne (L'Europe entre utopie et réalités)

2/ Cycles de conférences

- **La semaine de l'Europe** (25-29 mars 2019) - Une semaine de cycles de conférences sur le thème de l'Europe est organisé la dernière semaine de mars chaque année e. Cette semaine s'articule autour de différents événements ouverts à tous les publics (conférences, pièce de théâtre, colloque, projections débats). L'invité d'honneur de la première semaine de l'Europe de 2019 était Monsieur le juge Skouris, ancien président de la Cour de justice de l'Union. En 2020, Monsieur Pierre Moscovici, ancien commissaire européen devait être le conférencier principal.
- **La journée sur l'état de l'Union** : les étudiants du Master de droit européen organisent et coordonnent dans le cadre de la Chaire Jean monnet, une journée d'étude sur l'état de l'Union la dernière semaine de mois de janvier en invitant des conférenciers sur les grands enjeux ou les réalisations de l'Union européenne. Deux journées ont été organisées en janvier 2019 et janvier 2020.
- **Une journée** organisée en collaboration avec l'Union des fédéralistes européens sur le thème « Le déficit démocratique dans l'Union européenne : quel rôle pour les partis politiques ? » (17 mars 2018)

3/ Recherche

Organisation de **5 colloques internationaux** :

- L'exception en droit de l'Union européenne (12-13 octobre 2017) (Lyon)
- Intégration, fédéralisme et sécessionnisme : approches comparées des dynamiques territoriales dans l'Union européenne (12-13 avril 2018) (Barcelone)
- Quel État de droit dans une Union en crise ? (11-12 octobre 2018) (Lyon)
- Démocratie et marché dans une Union en crise (13-14 juin 2019) (Lyon)
- Les identités en conflit en Europe (17-18 juin 2019) (Rome)

Les différentes activités menées dans le cadre de la Chaire ont donné lieu à la publication de **trois ouvrages** issus des colloques organisés dans le cadre de la Chaire :

- E. CARPANO et G. MARTI (dir.), *L'exception en droit de l'Union européenne*, Presses Universitaires de Rennes, collection Droits européens, 2019
- E. Carpano et M.-L. BASILIEN-GAINCHE (dir.), *Quel État de droit dans une Europe en crise ?* (colloque publié en ligne à la Revue des droits et libertés fondamentaux, <http://www.revuedf.com/dossier/quel-etat-de-droit-dans-une-europe-en-crise/>)
- E. CARPANO ET G. MARTI (dir.), *Démocratie et marché dans une Union en crise*, Bruylant, coll. Grands colloques, 2020

Deux de ces manifestations scientifiques ont fait également l'objet d'une **captation vidéo** et ont été mis en ligne sur Internet en accès libre :

- [Quel État de droit dans une Europe en crise ?](#)
- [Démocratie et marché dans une Union en crise](#)
- L'ouvrage *Les grandes notions du droit de l'Union européenne* (Presses universitaires de France) en collaboration avec Gaëlle Marti, sortira en juin 2021. Il s'agit d'un ouvrage généraliste sur le droit européen, dans une collection de prestige.

Le site web du Centre d'études européennes comporte une [rubrique spécifique sur les activités de la Chaire](#) et toutes les publications et vidéos des colloques sont accessibles.

Programme Erasmus+ | Activités Jean Monnet | Chaires Jean Monnet

Une chaire Jean Monnet est un poste d'enseignement spécialisé dans les études sur l'Union européenne pour les professeurs d'université. Chaque chaire Jean Monnet ne peut être occupée que par un seul professeur, qui doit dispenser au minimum 90 heures d'enseignement par année universitaire sur une période de trois années consécutives. En outre, le titulaire de la chaire doit effectuer au moins une activité supplémentaire par année universitaire.

Ce qui est soutenu

Activités principales (minimum 90 heures par année universitaire)

- approfondir l'enseignement dans le domaine des études européennes dans le cadre du programme officiel d'un établissement d'enseignement supérieur;
- fournir un enseignement approfondi sur les questions européennes aux futurs professionnels de domaines de plus en plus recherchés sur le marché du travail.

Activités supplémentaires

- dispenser un enseignement/des conférences à des étudiants d'autres départements (par exemple architecture, médecine, etc.) pour mieux les préparer à leur future vie professionnelle ;
- encourager, conseiller et encadrer la nouvelle génération d'enseignants et de chercheurs sur les sujets européens ;
- conduire, contrôler et superviser la recherche sur des sujets européens pour d'autres niveaux d'enseignement, tels que la formation des enseignants et l'enseignement obligatoire ;
- participer à des conférences, séminaires/webinaires, ateliers, etc. ciblant les décideurs politiques aux niveaux local, régional et national, ainsi que la société civile.

Soutien disponible

Le montant maximal de la subvention s'élève à **50 000 EUR**. Ce montant peut représenter au maximum **75 %** du coût éligible total de la chaire Jean Monnet.

2.3.3. L'action Marie Sklodowska-Curie **Transition Governance and Law (2019-2022)**



This project entitled “[NGOs & Transition Governance in Law](#)”, or abbreviated “TransGov & Law” or TGL, aims to study **the role of NGOs in the governance of the energy transition from a legal point of view**.

In international law, the energy transition appears implicitly in Article 2 of the Paris Agreement on Climate, as one of the viable solutions likely to favor the realization of the long-term objective of limiting the rise of the average global temperature to 2° C compared to the pre-industrial level.

This Agreement calls for, particularly about Articles 10 to 16, the establishment of a Global Partnership between the various actors involved in the fight against climate change. The TGL project is part of this perspective by focusing specifically on the issue of the participation of civil society (NGOs) in the implementation of the energy transition.

The energy transition is part of the European Union’s realization of an “Energy Union”, which is one of the ten priorities of this organization for 2014-2019, based on three pillars. However, the success of this transition depends on the participation of all stakeholders, whether public (States, local authorities ...) or private (civil society, NGOs, companies, etc.).

The study of the phenomenon of climate change and its consequences for the future of the planet mobilizes the researchers of the exact sciences as much as those of the human and social sciences. Lawyers must take their full part, especially in international law (seeing that it is a global problem), but also in European law and in French and comparative law. It is important to reflect on the role of the various actors, particularly the NGOs, the rules adopted or to be adopted, the areas covered and the modalities for implementing the energy transition. I engaged in such research as part of my PhD thesis, in which I demonstrated that although the reconciliation of environmental and economic goals remains of great interest in the context of the exploitation of natural resources, it must nevertheless now be integrated into a larger framework of the energy transition. I wish to develop this reflection by orienting it on the role of the NGOs in the governance of the energy transition; a theme that is only very little explored by the legal doctrine but appearing fundamental for its success.

The TGL project aims to identify, question, and examine the role of NGOs in, at the same time, the manufacture and implementation of energy law resulting from the energy transition commitment. The new energy system, which must be set up at the international, European and national levels, derives from the legal rules. The energy transition is, in other words, mainly a legal transition. The question of the governance of this transition therefore arises. It first raises the question of the emergence of an energy democracy: should States be the only ones to participate in this transition? It then raises the question of the reciprocal role of soft law and hard law, as well as their possible interactions in the governance of the energy transition. Based on the observation that the implementation of the latter depends to a large extent on the involvement of NGOs, the TGL project intends to show that this involvement can only be effective if certain mechanisms are put in place to this effect. Most of these mechanisms are directly related to State action, which should be verified. It is in light of these mechanisms that the analysis of the role of NGOs, as responsible partners of governments in the implementation of a sustainable transition, can be identified. But again, it is questionable whether, since the Paris Climate Agreement, States have put in place formal procedures and mechanisms for the involvement of NGOs at all levels, both in terms of rules only for the application of these rules. Finally, in the event that measures have been taken, is there a framework for dialogue or public debate conducive to the expression, training and contribution of NGOs in this process, and then favorable to the constitution of a network of exchange and institutional partnership on the energy transition? My work will finally lead to reflect on the role of NGOs in the implementation *stricto sensu* of the energy transition. From this perspective, it will be necessary to find out whether the NGOs have put in place instruments for evaluating public policies on energy transition, likely to affect the whole process. In this context, it will also be asked whether the NGO-specific instruments of action promote the formation of advisory groups and take into consideration the jurisdictional procedures that guarantee the public interest, or private interests, in the area of energy transition. This analysis will also focus on the ambivalent role of NGOs in energy transition, especially when it comes to lobbies for sensitive issues.

[Dr. Aubin NZAOU](#)

Supervisors :

- **Professor Victor B. Flatt**: Dwight Olds Chair in Law and Director of the [Center for the Environment, Energy and Natural Resources \(EENR\)](#) at the University of Houston
- **Professor Bernadette LE BAUT-FERRARESE**: Member of the [Center for European Studies \(CEE\)](#) at University of Lyon, Director of the Master degree “Climate Change Law” and co-director of the Master Degree “European Business Law”, where she teaches in European energy law; member of the “Pau Droit Energie Consortium”, a partnership network of public and private actors in the energy transition, as well as the French Association of Energy Law (AFDEN).

This project has received funding from the European Union’s Horizon 2020 research and innovation programme under the Marie Skłodowska-Curie grant agreement No 845118.

Realizations

- **December 17, 2020 – The Role of Supply Chain Management in Environmental Governance – Webinar**

With **Lee Paddock**, Distinguished Professorial Lecturer of Environmental Law, *George Washington University Law School*; **Victor B. Flatt**, Dwight Olds Chair and Professor of Law, Co-director - Environment, Energy, and Natural Resources (EENR) Center

- **November 13, 2020 – 08:45 am – 12:15 pm CST : The North American Consortium on Legal Education USMCA, Energy, Environment, and Health Challenges : A Legal Context in the Complex Times of COVID-19**

Venue : Online via Zoom ; 3 Panels : English, French, and Spanish

Sponsored by the Center for U.S. and Mexican Law at the University of Houston Law Center, Dalhousie University ; McGill University ; University of Ottawa, CIDE : ITESM ; UNAM ; Universidad Panamericana, George Washington University ; Southwestern Law School ; and University of Arizona.

- **August 18, 2020 – 8:45 am-12:45 pm : 4th Annual North American Environment, Energy, & Natural Resources Conference (Special Webinar Edition) – The New Energy Landscape : COVID-19, Climate Change and Diversification**
- **April 17, 2020 – Houston, TX – 9:00 am-12:30 pm – 1st Annual Conference Global Energy Transition Law and Policy - Webinar**
- **April 3, 2020 – Conference Topic : Non-Profit Energy Cooperatives as the Catalyst of the Movement of People to Renewable Electricity Webinar Format**

Conference Venue: University of Houston Law Center, Environment, Energy and Natural Resources (EENR) Center.

Convener: Environment, Energy and Natural Resources (EENR) Center and the Center for U.S. and American Law.

Panel’s Universities: University of Houston Law Center, Vermont Law School, University of New Mexico and Jean Moulin University – Lyon 3.

L’Action Marie Skłodowska-Curie (MSC), Individual fellowship (IF)

Son objectif est de renforcer le potentiel créatif et innovant des chercheurs expérimentés souhaitant diversifier leurs compétences individuelles à travers la formation, la mobilité internationale et intersectorielle avancées.

Elle permet ici de développer, ou de relancer, la carrière des chercheurs qui montrent un grand potentiel, compte tenu de leur expérience.

2.3.4. L'action Jean Monnet Migration And Asylum Policies Systems (Maps) Network



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

Jean Monnet Network on MIGRATION AND ASYLUM POLICIES SYSTEMS (MAPS, n° 599856-EPP-1-2018-1-IT-EPPJMO-NETWORK) is born within the context of the past experiences of Jean Monnet activities carried out in University of Naples “L’Orientale”. European universities have joined this project, including: National and Kapodistrian University of Athens; University of A Coruña; University Jean Moulin Lyon 3; University of Malta; Universität Innsbruck; Queen Mary University London; University Goce Delchev; University Sarajevo School of Science and Technology (SSST); Stiftung Europa-Universität Viadrina Frankfurt (Oder).

MAPS aim to create an international platform of know-how on legal tools and best practices for stakeholders and in order to provide a coherent framework for risk assessment and sustainable management of different implementation on migration and asylum policies in EU member States.

This project is committed to promote both new content and new research and debating activities at international as well as national level in the field of the European integration studies. In particular, a comparative research will investigate differences in the asylum and migration laws and policies of Member States including their implementation under stress as a consequence of the ongoing crises in Syria, Iraq, Central and East Africa.

Starting from EU proposal of May 4, 2016 to amend the asylum system, Dublin IV, MAPS aims at highlighting key changes relating to general principles and safeguards of asylum system and the Corrective Allocation Mechanism (CAM) as regards as clearly differentiate between deficiencies in the legal design of the system and in its implementation, analysing weaknesses and the compliance with international law obligations to protect asylum claimants, refugees and migrants in general.

MAPS purpose is to become a reference points in the European Union on migration/asylum issues areas and will take the role of multipliers and disseminate knowledge at national as international level through collecting and capitalizing information as well as provide analysis and perspectives on best practices.

At present, there is a lack of coordination between the academic institutions, the policy-makers and the civil society organizations specialized in migration and asylum seekers at national as international level, and different implementation systems of reception, asylum and inclusion policies in EU member States imply the restrain of migrants’ integration process.

Among the main activities:

- teaching and e-learning;
- research groups on specific issues;
- international events (seminars, workshops and summer schools).

Réalisations

26-27 novembre et 10 décembre 2020 – Visioconférences, *Le rôle de agences de l’Union européenne dans le cadre de la migration (EASO, FRA et FRONTEX)*

24-25 février 2020 – Sarajevo – Workshop avec les communications de **Kiara Neri** et **Loïc Robert**

23-24 septembre 2019 – Naples – Réunion de lancement du projet avec la participation de **Gaëlle Marti** et **Almodis Peyre**

PROJECT COORDINATOR – CHIEF LEADER

University of Naples “L’Orientale” – Prof. Giuseppe Cataldi

PROJECT STEERING COMMITTEE

- University of Naples “L’Orientale” – Prof. Giuseppe Cataldi
- National and Kapodistrian University of Athens – Prof. Maria Gavouneli;
- The University of A Coruña – José Manuel SOBRINO HEREDIA;
- **University Jean Moulin Lyon 3 – Dr. Kiara NERI;**
- University of Malta – Dr. Ivan Sammut;
- Universität Innsbruck – Innsbruck University – Prof.Dr. Peter Hilpold;
- Queen Mary University London – Dr Violeta Moreno-Lax;
- University Goce Delchev – Ana Nikodinovska Krstevska;
- University Sarajevo School of Science and Technology – SSST – Dr. Maja Savic-Bojanic;
- Stiftung Europa-Universität Viadrina Frankfurt (Oder) (Foundation European University Viadrina Frankfurt (Oder), Prof. Dr iur. Jens Lowitzsch

DEPUTY COORDINATORS

- Dr Michele Corleto, researcher in international law – University Pegaso
- Dr Marco Fasciglione, researcher in international law – CNR/IRISS
- Dr Marianna Pace, Postdoctoral Research Fellow in international law, University of Naples “L’Orientale”

PROJECT MANAGER

- Prof. Anna De Meo
- Prof. Luigi Mascilli Migliorini
- Prof. Maria Cristina Ercolessi
- Prof. Fabio Amato
- Prof. Anna Liguori
- Prof. Adele Del Guercio
- Prof. Miguel Mellino
- Prof. Daniela Pioppi

TEACHING STAFF

- Staff member Partner: National and Kapodistrian University of Athens – Prof. Maria Gavouneli;
- The University of A Coruña – José Manuel SOBRINO HEREDIA;
- **University Jean Moulin Lyon 3 – Dr. Kiara NERI;**
- University of Malta – Dr. Ivan Sammut;
- Universität Innsbruck – Innsbruck University – Prof.Dr. Peter Hilpold;
- Queen Mary University London – Dr Violeta Moreno-Lax;
- University Goce Delchev – Ana Nikodinovska Krstevska;
- University Sarajevo School of Science and Technology – SSST – Dr. Maja Savic-Bojanic;
- Stiftung Europa-Universität Viadrina Frankfurt (Oder) (Foundation European University Viadrina Frankfurt (Oder)), Prof. Dr iur. Jens Lowitzsch

RESEARCH TEAMS

Research team Unior: Prof. Anna De Meo; Prof. Luigi Mascilli Migliorini; Prof. Maria Cristina Ercolessi; Prof. Fabio Amato; Prof. Anna Liguori; Prof. Adele Del Guercio; Prof. Miguel Mellino; Prof. Daniela Pioppi; Prof. Valentina Grado; Dr Marianna Pace; Dr Angela Pacelli; Dr Anna Fazzini, Dr Giuliana Doria, Dr Michele Corleto, Dr Marco Fasciglione, Dr Valentina Rossi, Dr Giorgia Bevilacqua, Prof. Oriana Capezio

EXECUTIVE COMMITTEE

Giuliana Doria, Phd candidate – University of Naples “L’Orientale” (Tutor); Anna Fazzini, Phd candidate – University of Naples “L’Orientale” (Tutor); Angela Pacelli, Phd candidate – University of Naples “L’Orientale” (Tutor); Lorenzo Riccio, Phd candidate – University of Naples “L’Orientale” (Tutor)

PROJECT MANAGER

Dr. Benedetta Bovenzi, University of Naples “L’Orientale”

2.4. Le projet ANR MERCRO 2016-2021

La mer à la croisée des chemins : l'impact juridique de la superposition de régimes juridiques sur l'effectivité de la police en mer | The sea at the crossroad: the legal repercussions of the superposition of legal regimes on the effectivity of the police at sea



Responsable scientifique et technique et coordinatrice du projet : Kiara NERI, Maître de conférences HDR

La mer a toujours été un enjeu majeur pour les États et pour la communauté internationale, mais on constate qu'aujourd'hui plus que jamais, la mer est le lieu de tous les défis (économique, sécuritaire, environnemental, humain, etc.). Le défi sécuritaire est devenu un enjeu majeur pour l'Europe, le présent projet propose de se concentrer sur la criminalité en mer et sur les entraves juridiques à l'efficacité de la police sur cet espace. En effet, la porteuse du projet a eu l'occasion de constater, dans des travaux de recherches antérieurs¹, l'existence d'un nombre important de règles internationales applicable à la lutte contre la criminalité en mer, aggravée par la multiplication des acteurs de la répression. C'est précisément cet enchevêtrement de régimes juridiques distincts qui va être à l'origine de la grande complexité pour les États d'agir en mer. L'objectif recherché sera ainsi d'étudier l'impact de la superposition de corps de règles de droit international sur l'efficacité de la police en mer et de préconiser des solutions.

L'hypothèse de recherche est la suivante : le morcellement et la sectorialisation du droit de la mer et la superposition de régimes juridiques distincts entravent l'efficacité de la lutte contre la criminalité en mer. Le projet se concentrera ainsi sur les effets du morcellement et étudiera des solutions potentielles, telles que le recours au Conseil de sécurité des Nations unies. Les verrous scientifiques et les défis techniques reposent sur la manière dont la doctrine internationaliste approche depuis plus d'un siècle le droit de la mer. En effet, les chercheurs se sont spécialisés dans un domaine précis du droit de la mer, ou dans une zone géographique, ou encore dans la lutte contre un crime en particulier. Dès lors, la difficulté méthodologique sera de dépasser ce cloisonnement des savoirs et des scientifiques, hérités du morcellement du droit et de penser la lutte contre la criminalité en mer dans sa globalité.

L'objectif du projet sera de produire des résultats scientifiques importants et de faire évoluer l'état de l'art sur la question.

- Deux ouvrages scientifiques seront publiés à la suite de la tenue des conférences internationales, ainsi qu'un article dans une revue scientifique de rang A.
- Le projet s'est fixé des objectifs pratiques afin que les résultats soient connus des praticiens (décideurs et acteurs de la police en mer), mais surtout qu'ils soient adaptés aux problématiques qu'ils rencontrent et qu'ils leur proposent des solutions concrètes et pratiques.
- Dès lors, le projet procèdera au recensement complet des règles et régimes juridiques de droit international applicables à la lutte contre la criminalité en mer. Ce recensement s'accompagnera de la rédaction d'un rapport et d'un tableau synthétique diffusé auprès des praticiens.
- Par ailleurs, les membres du projet s'engagent à rédiger des recommandations contenant une série de solutions pratiques aux problématiques envisagées.

Le projet de recherche MERCRO (ANR-18-CE39-0012-01), d'une durée de 3 ans, est doté d'une subvention de **230 000 euros**. Pour suivre le projet : <http://ediec.univ-lyon3.fr/mercro-2019-21/>

11 mars 2019 – « L'adaptation du droit de la mer aux enjeux contemporains », Conférence du Commissaire général **Thierry Duchesne** et Première réunion du projet.

¹ NERI (K.) / dir., *Le Conseil de sécurité des nations unies et la mer / United Nations Security Council and the Sea*, Naples, Editoriale Scientifica, 2018, 320 p. ; NERI (K.), « La responsabilité de l'État dans le cadre des opérations d'interdiction maritime », p. 557-608 in *La criminalité en mer / Criminal acts at sea*, dir. K. TRAPP et E. PAPANASTAVRIDIS, Centre de recherche et d'études, Académie de droit international de La Haye, Martinus Nijhoff, 2014 ; NERI (K.), *L'emploi de la force en mer*, Bruxelles, Bruylant, 2013, 625 p.

2.5. Le partenariat Hubert Curien **Utique** « Le droit international actuel est-il sécurisant ? »

Financement

Le **PHC-Utique** (Partenariat Hubert Curien – Programme Utique) permet d'allouer aux actions retenues deux enveloppes financières (française et tunisienne, avec Campus France comme opérateur) pour la mobilité des enseignants-chercheurs et des doctorants, auxquelles s'ajoute une subvention logistique.

Rappel du contexte de la coopération

Un accord interuniversitaire lie les universités de Lyon 3 et Carthage depuis quelques années. Il est d'application générale, impliquant l'ensemble des composantes des deux universités. Il vient institutionnaliser des rapports plus anciens qui se sont noués entre la FSJPST et la Faculté de droit de Lyon 3. Il est cependant jusque-là limité à des échanges de professeurs, à des participations réciproques aux rencontres scientifiques et à permettre à des étudiants de s'inscrire en Master ou en Doctorat.

C'est donc très naturellement, que dans le champ du droit international, où elle fut expérimentée du reste à l'origine, cette coopération s'est institutionnalisée progressivement entre le CDI et le LR-DIERME (Laboratoire de recherches en droit international et européen et relations Maghreb-Europe). Les deux centres ont mis en place un partenariat informel depuis 2013 sur la formation à la recherche de leurs doctorants, l'organisation de rencontres scientifiques et l'appui aux activités d'enseignement et d'encadrement. Dans ce cadre, qui prévoit alternativement un séjour des équipes de doctorants, chercheurs et professeurs dans l'une et autre des deux universités, deux rencontres scientifiques ont déjà eu lieu (Révolutions et Droit international, oct. 2014 ; Les étrangers devant le droit international, avr. 2015).

Objectif

Dans un ordre international qui se définit dans le cadre d'une relation triangulaire entre paix, sécurité et développement, le champ du droit international se développe aussi par rapport aux interconnexions des dimensions politiques, économiques et humaines du système international.

En ce sens les objectifs du millénaire ont constitué l'un de ces cadres stimulants pour sortir l'humanité de la misère, de la précarité, de l'insécurité et de tout ce qui constitue phénomène « abject et déshumanisant ». Mais le constat est sévère : les menaces sur la paix et la sécurité internationales persistent et envahissent de nouveaux espaces. En effet, le monde est aux prises de nouvelles formes de conflictualité où l'on ne saurait se contenter des seules qualifications politico-juridiques existantes de conflits asymétriques, d'agression, de terrorisme, et encore moins de rivalités de pouvoirs autour des territoires et les ressources pour les résoudre.

La région euro-méditerranéenne est au cœur de ces préoccupations de sécurité mondiale. Elle est même de plus en plus le scénario d'attaques sanglantes contre ses populations civiles, ses équilibres régionaux et ses systèmes de valeurs démocratiques. Paris, Bruxelles, Tunis jusqu'à Bamako, l'état de la région interpelle plus que jamais sur la capacité des États à agir par le droit contre la déferlante de violence et d'insécurité. Autant de raisons pour s'interroger sur la perception et l'efficacité du droit international actuel à garantir le bien du monde.

Au cœur de dynamiques de plus en plus plurielles (territoriales, culturelles, identitaires, financières) qui s'autonomisent et restructurent l'ordre politico-juridique actuel, les concepts et instruments juridiques de régulation des différends internationaux, de sécurité collective, de gestion de crises, ou de lutte contre les groupes terroristes sont sans cesse mis à rude épreuve. Les États n'ont guère le choix : il faut agir inventer de nouvelles règles d'engagement et surtout envisager autrement les rapports du droit international à la sécurité.

Bien sûr, afin de mieux répondre à ces nouvelles formes de menaces qui s'étendent à divers domaines de la sécurité, de l'immigration, du problème des réfugiés, du réchauffement climatique et des menaces climatiques et biologiques, ou encore des menaces de prolifération des armes légères, les États de la région et les organisations internationales mettent en place de nouvelles formes de stratégies, d'alliances, mais aussi de mesures et de méthodes répressives conventionnelles pour faire face au caractère protéiforme de la menace. Cependant, l'éventail des règles et mesures pratiques prises dans ce sens n'a pas permis d'améliorer sensiblement l'état du monde. Il s'agit actuellement encore d'un droit de fronts alors que la menace est plurielle et diffuse et qui nécessite un pouvoir d'action différencié et plus efficace.

L'ordre international est traversé par des problèmes de qualification, d'application et d'adaptation des composantes du droit international de la sécurité. Dès lors, il est plus que nécessaire de savoir comment il réagit face à ces réalités complexes, transnationales et surtout pluri-dynamiques qui le traversent. En somme, il sera question de savoir si les mécanismes du droit international de la paix et de la sécurité sont à même toujours de porter les objectifs de base de paix, de sécurité, de développement durable et d'humanité.

Réalisations :

Séminaires de recherche :

- Lyon, mai-juin 2018 ;
- Tunis, octobre 2018 ;
- Lyon, mai 2019 ;
- Tunis, novembre 2019.

Publication :

À l'issue de ces séminaires, un ouvrage a rendu compte des travaux réalisés dans le cadre du programme de recherche :



DOUMBE-BILLE (St.) (+), BEN MAHFOUDH (H.) et NERI (K.) / dir. – *Le droit international actuel est-il sécurisant ?* – Naples : Editoriale Scientifica, 2020. – 402 p.

3. MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES

3.1. Colloques, journées d'études, ateliers et conférences

3.1.1. Suivi 2020 des manifestations antérieures

11-14 mars 2019 – Friedrich-Alexander-Universität Erlangen-Nürnberg Le droit civil et la justice civile à l'ère de la numérisation en France et en Allemagne

Atelier de recherche franco-allemand. – organisé par la FAU, l'**IDCEL** (dir. sc. **Frédérique Ferrand**) et le CERCRID, avec le soutien de la Faculté de droit de Saint-Étienne et de l'Université franco-allemande.

Les actes sont parus en 2020

FERRAND (F.), **KNETSCH (J.)** et **ZWICKEL (M.)** / dir. – *Die Digitalisierung des Zivilrechts und der Ziviljustiz in Deutschland und Frankreich : Tagungsband zum deutsch-französischen Forschungsatelier an der Friedrich-Alexander-Universität Erlangen-Nürnberg (FAU) von 11.03.2019 bis 14.03.2019 / Le droit civil et la justice civile à l'ère de la numérisation en France et en Allemagne : Actes de l'atelier de recherche franco-allemand à l'université Friedrich-Alexander Erlangen-Nürnberg (FAU) du 11 au 14 mars.* – Erlangen : FAU University Press, 2020. – 383 p.



29 mars 2019 – UJML3, amphî Huvelin Quel avenir pour le système européen de protection des droits de l'homme ?

Colloque organisé par le **CEE** (dir. sc. **Hélène SURREL** et **Loïc ROBERT**), en partenariat avec **SciencesPo Lyon**, avec le soutien de l'**EDIEC** et de la **Commission Recherche de l'université Jean Moulin Lyon 3**.

Les vidéos sont en ligne sur la [Web TV Lyon 3](#).

Les actes sont parus en 2020 chez Anthemis

ROBERT (L.) et **SURREL (H.)** / dir. – *Quel avenir pour le système européen de protection des droits de l'homme ?* – Limal : Anthemis, 2020. – 254 p. – (Droit et Justice : 119.)

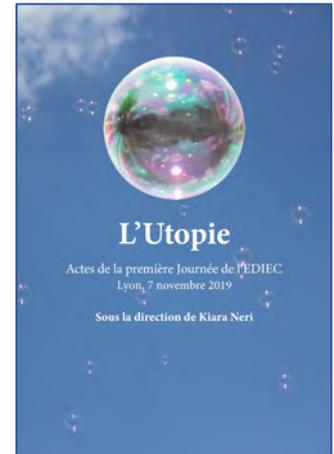


7 novembre 2019 – Lyon, Centre nautique Tony Bertrand
L'utopie

1^{re} journée de l'EDIEC (dir. sc. **Kiara NERI**)

Les actes sont parus en 2020 dans la nouvelle collection en ligne « Les Cahiers de l'EDIEC »

NERI (K.) / dir. – *L'Utopie. Actes de la première Journée de l'EDIEC*. – Lyon : Équipe de droit international, européen et comparé. – collection « [Les Cahiers de l'EDIEC](#) » [en ligne], n° 1. – 2020. – 96 p.



3.1.2. Manifestations organisées en 2020



24 janvier 2020 – UJML3, Amphi Doucet-Bon
L'état de l'Union. Regard vers l'avenir

2^e édition du colloque annuel des étudiants de Master en droit européen, avec le soutien de l'[Association lyonnaise de droit européen](#) (ALYDE) et du [CEE](#) (dir. sc. **Éric CARPANO** et **Gaëlle MARTI**)



30 janvier 2020 – UJML3, Amphi Malraux
Première Journée de la pratique notariale internationale

Colloque **INPN**, **CSN**, **ACENODE**, avec le soutien de l'[EDIEC](#) et du [CREDIP](#) (dir. sc. **Cyril NOURISSAT**)

31 janvier 2020 – UJML3, Amphi Malraux
Actualités de la preuve en droit de la propriété intellectuelle

Colloque **CREDIP** (dir. sc. **Nicolas BOUCHE**), avec le soutien de l'**EDIEC** et de la **Commission Recherche de l'université Jean Moulin Lyon 3**

Les actes sont parus en 2020

BOUCHE (N.) / dir. – *Actualités de la preuve en propriété intellectuelle*. – Actes du colloque CREDIP du 31 janvier 2020/ dir. sc. **N. Bouche**. – *Propriétés intellectuelles*, n° 77, octobre 2020, p. 9-34.



12 février 2020 – UJML3, Amphi Malraux
L'exception in house, vingt ans après l'arrêt Teckal

Colloque **CEE** et **EDPL** (dir. sc. **Michaël KARPENSCHIF**, **Christophe ROUX**), avec le soutien de l'**EDIEC** et de l'**IDEA**

Les actes sont parus en 2020

KARPENSCHIF (M.), **Roux (Chr.)** / dir. – *L'exception in house, 20 ans après l'arrêt Teckal*. – Actes du colloque EDPL/EDIEC du 12 février 2020 / dir. sc. **M. KARPENSCHIF** et **Chr. Roux**. – *JCP A* 2020, études 2197 à 2208.



13 février 2020 – UJML3, Salle Caillemer
Journée en hommage au professeur Stéphane Doumbé-Billé et cérémonie de remise des Mélanges

Colloque **CDI** (dir. sc. **Kiara NERI**), avec le soutien de l'**EDIEC**, de la **Faculté de droit** et de la **Commission Recherche de l'université Jean Moulin Lyon 3**



Les actes sont parus en 2020

NERI (K.), AÍVO (G.) et LOZANORIOS (F.) (dir.). – [*Actes de la journée en hommage au professeur Stéphane Doumbé-Billé*](#). – Lyon : Équipe de droit international, européen et comparé. – collection « [Les Cahiers de l'EDIEC](#) » [en ligne], n° 2. – 2020. – 138 p.



26 février 2020 – Tour Incity
Actualité du droit des investissements étrangers en France

Colloque organisé par l'[Association du Master Droit et ingénierie financière](#) (dir. sc. **Jean-Pierre Viennois**)

Les actes sont parus en 2020

VIENNOIS (J.-P.) / dir. – *Actualité du droit des investissements étrangers en France*. – Actes du colloque, Lyon, Association Master Droit et ingénierie financière, 26 février 2020 / dir. **Jean-Pierre VIENNOIS**. – *RLDA* 2020/160, n° 6994 à 6996, p. 24-41.





27 février 2020 – UJML3, Salle Caillemer
Damage environnemental : la responsabilité est-elle collective ou individuelle ?

Conférence par le professeur **Olivier Moréteau** (Louisiana State University), organisée par l'**Association Droit privé international (ADPI)** avec le soutien de l'**EDIEC** et du **CREDIP**.



17 avril 2020 – Houston, Webinar
1st Annual Conference Global Energy Transition Law and Policy

Webinar from Houston dans le cadre du projet TGL (dir. sc. **A. NZAOU/V.B. FLATT**)



1^{er} octobre 2020 – UJML3, Amphi Huvelin
Le réfugié climatique

Journée d'études **CEE** (dir. sc. **Bernadette LE BAUT-FERRARESE**)

Les actes paraîtront en 2021 dans la collection « [Les Cahiers de l'EDIEC](#) » [en ligne].



18 novembre 2020 – UJML3, Visioconférence Les situations en mouvement et le droit. Débat sur la méthode

Visioconférence **CREDIP** par Jean-Sylvestre Bergé, Professeur à l'université Côte d'Azur (GREG, UMR 7321), Membre de l'IUF (dir. sc. **Ludovic PAILLER**)

La vidéo de la conférence est en ligne :

[<https://univlyon3.webex.com/recording/service/sites/univlyon3/recording/ebe94687e9ca47e2897458e1eb5fb4e1/playback>] ou [<https://webtv.univ-lyon3.fr/channelcatmedia/8/MEDIA201124135001375>]

3.2. Communications à des colloques, journées d'études, conférences et séminaires

AIVO (G.). – « La question des combattants irréguliers dans les nouvelles tendances des conflits armés ». – Communication. – *Journée en hommage au professeur Stéphane Doumbé-Billé* / dir. sc. **K. NERI.** – Lyon : Faculté de Droit, CDI, 13 février 2020.

BILLION (A.).

– « L'informatique, vaisseau exploratoire du juridique ». – Communication. – *Droit et mathématiques* : Institut des Hautes études sur la justice, novembre 2020.

– « Protection en droit d'auteur des productions de l'IA ». – Communication. – *Forum industriel de l'intelligence artificielle* : Association française pour l'Intelligence Artificielle, 8 octobre 2020.

– [L'éthique de l'informatique et le droit naturel](#). – Communication. – Colloque virtuel « L'éthique à l'épreuve de la crise », Observatoire de l'éthique publique, été 2020.

BOUCHE (N.).

– « Ouverture des travaux ». – Communication. – Colloque *Actualités de la preuve en propriété intellectuelle* / dir. sc. **N. BOUCHE.** – Lyon : UJML3, CREDIP, 31 janvier 2020.

– « Les preuves dans les litiges internationaux de propriété intellectuelle ». – Communication.

– Colloque *Actualités de la preuve en propriété intellectuelle* / dir. sc. **N. BOUCHE.** – Lyon : UJML3, CREDIP, 31 janvier 2020.

– « Les preuves astucieuses en propriété intellectuelle ». – Communication. – Colloque *Actualités de la preuve en propriété intellectuelle* / dir. sc. **N. BOUCHE.** – Lyon : UJML3, CREDIP, 31 janvier 2020.

CARPANO (É.). – « Le droit de la concurrence comme régulateur du marché numérique : une évolution dans l'État de droit ? » – Communication. – Colloque *L'état de l'Union : Un regard vers l'avenir* / dir. sc. **É. CARPANO** et **G. MARTI.** – Lyon : Masters Droit européen/ALYDE/CEE, 24 janvier 2020.

CHATTOUT (Y.). – *Discutant, Panel 3 : L'Europe à deux vitesses.* – Colloque *L'état de l'Union : Un regard vers l'avenir* / dir. sc. **É. CARPANO** et **G. MARTI.** – Lyon : Masters Droit européen/ALYDE/CEE, 24 janvier 2020.

DEVERS (A.), MARMÉY-RAVAU (V.). – « La circulation de la convention de divorce ». – Communication. – *Première Journée de la pratique notariale internationale.* – Lyon : ACENODE/INEI/INFN/CREDIP, 30 janvier 2020.

FERRAND (F.).

– « L'office du juge civil à l'aune de la comparaison franco-allemande ». – Communication. – Colloque *L'office du juge, dire le droit pour résoudre un conflit.* – *Cycle 2020 : Penser l'office du juge.* – Paris : Cour de cassation, 16 novembre 2020

– « The Rules as a model for supranational and national legislators ». – Communication. – International workshop *The ELI-UNIDROIT Model European Rules of Civil Procedure (Closing event of the 99th session of the UNIDROIT Governing Council).* – Rome/remote, 25 September 2020.

– Modératrice. – Webinaire. – *Remodelling Civil Justice in Challenging Times,* International Association for Procedural Law (IAPL), 22 septembre 2020.

- FRANCOZ TERMINAL (L.).** – « Social Parenthood in France ». – Communication. – Webinar *Social parenthood in a comparative perspective* / dir. C. Huntington, C. Joslin, D. NeJaime. – Fordham Law School, 13 et 20 novembre 2020.
- GALLAND (D.).** – Discutant, Panel 2 : Souveraineté numérique et protection des données personnelles. – *Colloque L'état de l'Union : Un regard vers l'avenir* / dir. sc. **É. CARPANO** et **G. MARTI**. – Lyon : Masters Droit européen/ALYDE/CEE, 24 janvier 2020.
- HAQUIN-SAENZ (L.).** – « The protection of migrant's personal data and the Fundamental Rights Agency of the European Union ». – Communication. – Visioconférence MAPS, *Le rôle de agences de l'Union européenne dans le cadre de la migration (EASO, FRA et FRONTEX)* / dir. sc. **K. Neri**. – Lyon : UJML3, 27 novembre 2020.
- HEYMANN (J.).** – « Approches antécédentes et modales au départ des véhicules et réseaux de transport et de communication. » – Communication. – *Séminaire de recherche international et pluridisciplinaire, projet de recherche IFITIS (IUF 2016-2021), 4^e éd. : « Approches antécédentes et modales des circulations »* / dir. sc. J.-S. BERGE. – Nice : Faculté de droit et de science politiques, 13 mars 2020.
- KARPENSCHIF (M.).**
- « In house, droit de la concurrence et droit des aides d'État ». – Communication. – *Colloque L'exception in house, vingt ans après l'arrêt Teckal* / dir. sc. **M. KARPENSCHIF** et Chr. ROUX. – Lyon : EDPL/CEE, 12 février 2020.
 - « L'évolution de l'exception in house ». – Présidence de table ronde. – *Colloque L'exception in house, vingt ans après l'arrêt Teckal* / dir. sc. **M. KARPENSCHIF** et Chr. ROUX. – Lyon : EDPL/CEE, 12 février 2020.
- LE BAUT-FERRARESE (B.).**
- Introduction générale et modération. – Colloque *Le réfugié climatique* / dir. Bernadette Le Baut-Ferrarese. – Lyon : UJML3, 1^{er} octobre 2020.
 - « Europeanisation of the Development of Renewable Energy in Transition ». – Communication. – *1st Annual Conference Global Energy Transition Law and Policy*. – Webinar from Houston (Texas), Environment, Energy and Natural Resources (EENR) Center et Center for US and Mexican Law of University of Houston Law Center / dir. sc. **A. NZAOU** et V.B. FLATT), 17 avril 2020.
- LEKKOU (E.).**
- « Les chiffres dans le droit de la commande publique ». – Communication. – Colloque *Chiffre(s) et droit public*. – Lyon : Association des doctorants en droit public de l'Université de Lyon (ADPL), 8 octobre 2020.
 - *L'Europe à deux vitesses : une réforme nécessaire à la poursuite de l'intégration ?* – Communication. – Colloque « L'état de l'Union : Un regard vers l'avenir » / dir. sc. **É. CARPANO** et **G. MARTI**. – Lyon : Masters Droit européen/ALYDE/CEE, 24 janvier 2020.
- LE MOING (R.).** – « L'ambivalence du rôle de la doctrine à l'égard du droit du maintien de la paix et de la sécurité internationales ». – Communication. – International and European Law Summer School 2020, *Les doctrines de sécurité en droit international et européen*. – Nice : Réseau EMOJIE (Étude des Mouvements des Ordres Juridiques International et Européen), 1^{er}-3 septembre 2020 [en ligne].

LOZANORIOS (F.). – « La lutte contre les abus sexuels des casques bleus : l'indispensable collaboration des États ». – Communication. – *Journée en hommage au professeur Stéphane Doumbé-Billé / dir. sc. K. NERI.* – Lyon : Faculté de Droit, CDI, 13 février 2020.

MARTI (G.). – « L'obsolescence étatique programmée : le dépassement de l'État à l'ère numérique ». – Communication. – Colloque *Le dépassement de l'État dans la globalisation.* – Cergy : 7-8 février 2020.

NERI (K.).

– « Le réfugié climatique, cadre général en droit international ». – Communication. – Colloque *Le réfugié climatique / dir. Bernadette Le Baut-Ferrarese.* – Lyon : UJML3, 1^{er} octobre 2020.

– Allocution d'ouverture. – Communication. – *Journée en hommage au professeur Stéphane Doumbé-Billé / dir. sc. K. NERI.* – Lyon : Faculté de Droit, CDI, 13 février 2020.

NERI (K.) et ROBERT (L.). – « Asylum Qualification Directive ». – Communication. – *2nd Workshop of the Jean Monnet Network Migration and asylum policies systems (MAPS).* – Sarajevo : 24 février 2020.

NOURISSAT (C.).

– « Quelles perspectives pour la recherche sur le droit de la famille dans l'ordre juridique de l'UE ? ». – Conclusion. – Colloque *La famille dans l'ordre juridique de l'Union européenne – Congrès 2020 de l'AFÉE / dir. E. Bernard, M. Cresp et M. Ho-Dac.* – en ligne, 11 décembre 2020.

– Propos conclusifs. – Communication. – *Première Journée de la pratique notariale internationale.* – Lyon : ACENODE/INEI/INFN/CREDIP, 30 janvier 2020.

– Synthèse. – Communication. – Colloque *Actualité du droit des investissements étrangers en France / dir. sc. J.-P. VIENNOIS.* – Lyon : Association du Master Droit et ingénierie financière/EDIEC, 26 février 2020.

NZAOU (A.). – « Recent Developments in Energy Transition Law and Policy ». – Communication. – *1st Annual Conference Global Energy Transition Law and Policy.* – Webinar from Houston (Texas), Environment, Energy and Natural Resources (EENR) Center et Center for US and Mexican Law of University of Houston Law Center (dir. sc. **A. NZAOU** et V.B. FLATT), 17 avril 2020.

PAILLER (L.).

– « Européanisation du droit de la famille : pour un changement de méthode » (avec Amélie Panet-Marre). – Communication. – Colloque *La famille dans l'ordre juridique de l'Union européenne – Congrès 2020 de l'AFÉE / dir. E. BERNARD, M. CRESP et M. HO-DAC.* – en ligne, 11 décembre 2020.

– « Le principe de confiance mutuelle, au nom des valeurs de l'Union ? ». – Communication. – Colloque en ligne *Primauté et clause la plus protectrice. Le nouveau paradigme des droits fondamentaux en Europe / dir. H. GAUDIN.* – Toulouse : Institut fédératif de recherche en droit – IRDEIC (EA 4211), 19 et 20 novembre 2020.

PEYRE (A.). – « La criminalisation européenne de l'immigration ». – Communication. – Colloque *L'état de l'Union : Un regard vers l'avenir / dir. É. CARPANO et G. MARTI.* – Lyon : Masters Droit européen/ALYDE/CEE, 24 janvier 2020.

ROUY (M.). – « La citoyenneté européenne : étude d’une source paradoxale du droit européen de la famille ». – Communication. – Colloque *La famille dans l’ordre juridique de l’Union européenne – Congrès 2020 de l’AFÉE* / dir. **E. Bernard, M. Cresp** et **M. Ho-Dac**. – en ligne, 11 décembre 2020.

TREPOZ (É.).

– « Le droit d’auteur à l’endroit ou la liberté d’expression à l’envers : étude de l’article 17 de la directive DAMUN ». – Communication. – Colloque *Regards comparés sur l’évolution de la propriété intellectuelle en France et au Canada*. – Montréal : Université McGill, 26 février 2020.
– Codirection scientifique. – Colloque *Regards comparés sur l’évolution de la propriété intellectuelle en France et au Canada*. – Montréal : Université McGill, 26 février 2020.

VERMA VERMA (P.). – « La Cour pénale internationale et l’Afrique ». – Communication. – *Journée en hommage au professeur Stéphane Doumbé-Billé* / dir. sc. **K. NERI**. – Lyon : Faculté de Droit, CDI, 13 février 2020.

VIENNOIS (J.-P.). – Introduction. – Communication. – Colloque *Actualité du droit des investissements étrangers en France* / dir. sc. **J.-P. VIENNOIS**. – Lyon : Association du Master Droit et ingénierie financière/EDIEC, 26 février 2020.

4. ORGANISATION ET VIE DE L'EDIEC

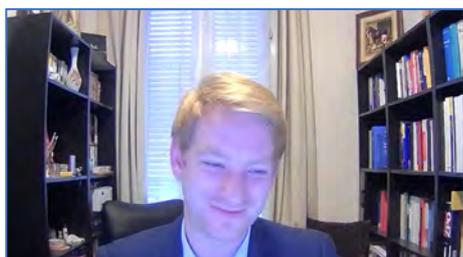
4.1. Soutenances de thèses



Panaghiota KATSORCHI. – *Le réseau des règles de droit international européen de la concurrence.* – Thèse en droit international, européen et comparé, dirigée par le professeur **Jean-Pierre VIENNOIS** et soutenue le 18 septembre 2020.



Yusra CHAABAN. – *Dépendance et équilibre contractuel – étude de droit comparé.* – Thèse en droit comparé, dirigée par le professeur **Béatrice JALUZOT** et soutenue le 22 octobre 2020.



Nicolas COUTURIER. – *La protection des intérêts respectifs du créancier et du débiteur dans la saisie en compte bancaire. Étude en droit français, allemand, anglais et européen.* – Thèse en droit comparé, dirigée par le professeur **Frédérique FERRAND** et soutenue le 4 novembre 2020.

4.2. Prix, distinctions et nominations

30 juin 2020

Adoption des statuts du **CDI** par le conseil d'administration de la faculté de droit et transmission au conseil d'administration de l'université Jean Moulin Lyon 3

7 juillet 2020

Renouvellement par le conseil d'administration de l'**IDEA** du mandat de **Frédérique Ferrand**, en tant que directrice adjointe

1^{er} septembre 2020

- Renouvellement de l'éméritat de **Blanche Sousi**, professeur
- Nomination de **Ludovic Paillet** en tant qu'Assesseur du doyen en charge des licences
- Nomination de **Julie Ferrero**, professeur agrégé de droit public, **CDI**
- Nomination **Christine Ferrari-Breur**, MCF HDR, en tant que directrice de l'**Institut Droit Art Culture (IDAC)**
- Nomination de **Gaëlle Marti** au Comité de pilotage de la **Clinique juridique** de la Faculté de Droit
- Nomination de **Maxime Barba**, MCF en droit privé, **CREDIP**
- Nomination de **Cécile Pellegrini**, maître de conférences des Universités catholiques, directrice pédagogique du Bachelor of Civil Law UCLY/Maynooth University, en tant que chercheur associé au **CREDIP**
- Nomination de **Nicolas Couturier**, ATER en droit privé
- Nomination de **Amaury Cravarezza**, ATER en droit public
- Nomination de **Falilou Diop**, ATER en droit privé
- Nomination de **Marylou Françoise**, ATER en droit privé
- Nomination de **Rosalie Le Moing**, ATER en droit public
- Nomination de **Abdoulaye Sow**, ATER en droit public
- Nomination de **Georges Tirel**, ATER en droit public
- Nomination de **Emrullah Yolal**, ATER en droit public

24 septembre 2020



Le 13^e prix des Droits de l'Homme de la Chaire lyonnaise des droits de l'Homme est attribué à la thèse de **Léa Maulet** (*L'office de la Grande chambre de la Cour européenne des droits de l'homme* / dir. **Hélène Surrel**)

1^{er} octobre 2020

Marie Brossard succède à **Nicolas Couturier** au poste de gestionnaire administratif et chargée de la valorisation de la recherche de l'EDIEC, à mi-temps

4 octobre 2020



Nomination de **Mathieu Rouy**, Ambassadeur [EU Careers](#) pour la Faculté de droit

2 novembre 2020

Nomination de **Véronique Gervasoni** au grade de chevalier de l'ordre des Palmes académiques

3 novembre 2020



Maxime Barba est lauréat *ex-æquo* du **prix de thèse en droit 2019 de l'université Jean Moulin Lyon 3** (*La langue en droit international privé* / dir. **Louis d'Avout**)

5 novembre 2020

Nomination de **Cécile Corso**, Docteur en droit international privé, Directrice de Femmes Informations Juridiques Internationales Auvergne-Rhône-Alpes (FIJI) en tant que chercheur associé au **CREDIP**

16 novembre 2020

- Élection de **Éric Carpano** au conseil d'administration de l'université Jean Moulin Lyon 3 (collège A)
- Élection de **Michaël Karpenschif** à la commission de la formation et de la vie universitaire du conseil académique de l'université Jean Moulin Lyon 3 (collège A, groupe 1)
- Élection de **Frédérique Ferrand** à la commission de la recherche du conseil académique de l'université Jean Moulin Lyon 3 (collège 1, groupes 1 et 2)
- Élection de **Gaëlle Marti** à la commission de la recherche du conseil académique de l'université Jean Moulin Lyon 3 (collège 1, groupes 1 et 2)
- Élection de **Ludovic Paillet** à la commission de la recherche du conseil académique de l'université Jean Moulin Lyon 3 (collège 1, groupes 1 et 2)
- Élection de **Efthymia Lekkou** à la commission de la recherche du conseil académique de l'université Jean Moulin Lyon 3 (collège 3, groupes 1 et 2)
- Élection de **Véronique Gervasoni** à la commission de la recherche du conseil académique de l'université Jean Moulin Lyon 3 (collège 5)
- Élection de **Marie Tillmann** à la commission de la recherche du conseil académique de l'université Jean Moulin Lyon 3 (collège usagers)

7 décembre 2020

Élection de **Éric Carpano** à la présidence du conseil d'administration de l'université Jean Moulin Lyon 3

9 décembre 2020

Nomination de **Bernadette Le Baut-Ferrarese** au *Scientific and Educational Advisory Board (SEAB)* pour la construction de l'Institut de l'énergie de l'Université de Paris-Saclay

18 décembre 2020

- Élection de **Gaëlle Marti** en tant que directrice du Centre d'études européennes
- Nomination de **Loïc Robert** en tant que directeur adjoint du Centre d'études européennes
- Nomination de **Étienne Durand** en tant que responsable pédagogique du Master Droit européen des affaires

4.3. Support pour les masters et les doctorats

4.3.1. Masters adossés

À l'origine, l'Équipe était le support scientifique des mentions **Droit européen** et **Droit international**, qui comprenaient 3 Masters (**Droit européen des affaires**, **Droit international**, **Droit privé international et comparé**).

Depuis la rentrée 2019-2020, l'offre de formation s'est enrichie avec la création de trois nouveaux masters² :

- Master Droit européen des affaires / dir. Étienne Durand ;
- **Master Droit européen des droits de l'homme / dir. Gaëlle Marti ;**
- **Master Droit global du changement climatique / dir. Bernadette Le Baut-Ferrarese ;**
- Master Droit international public / dir. Sandrine Cortembert ;
- **Master Droit des organisations internationales / dir. Kiara Neri ;**
- Master Droit privé international et comparé / dir. Jeremy Heymann.

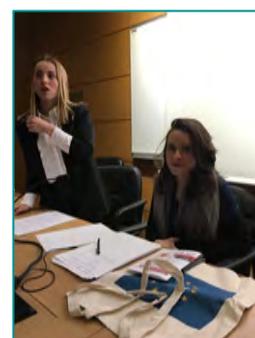
4.3.1.1. Soutien des opérations pédagogiques et scientifiques

L'EDIEC apporte son soutien logistique (ingénierie, matériel, communication), financier, pédagogique et scientifique aux :

- concours de plaidoirie portés par les associations de promotion des masters ;
- colloques et cérémonies organisés par les associations de promotion des masters.



24 janvier 2020 (Amphi Doucet-Bon). – *L'état de l'Union. Regard vers l'avenir.* – 2^e édition du colloque annuel des étudiants de Master en droit européen, avec le soutien de l'**Association lyonnaise de droit européen (ALYDE)** et du **CEE** (dir. sc. É. CARPANO et G. MARTI)



² Sont également dirigés par des enseignants-chercheurs membres de l'EDIEC :

- le Master Droit bancaire et financier et le DJCE en formation continue / dir. **Frédérique Ferrand** ;
- le Master Droit et fiscalité du marché de l'art / dir. **Christine Ferrari-Breur** ;
- le Master Droit et ingénierie financière / dir. **Jean-Pierre Viennois** ;
- le Master Droit de la propriété intellectuelle / dir. **Nicolas Bouche** ;
- le Master Droit public des affaires / dir. **Michaël Karpenschif**.



20 février 2020 (Salle de la Rotonde). – Cérémonie de remise des diplômes 2018-2019 de Master Droit privé international et comparé, avec le soutien de la **Faculté de droit**.



27 février 2020 (Salle Caillemer-17h-19h). – *Damage environnemental : la responsabilité est-elle collective ou individuelle ?*, par **Olivier MORETEAU** (professeur, Louisiana State University). – Conférence organisée par **l'Association Droit privé international (ADPI)** avec le soutien de l'**EDIEC** et du **CREDIP**.



4.3.1.2. Publication en ligne des meilleurs mémoires des masters adossés à l'EDIEC

Depuis 2012, la collection « **Les mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé** » publie en ligne les meilleurs mémoires des Masters adossés à l'Équipe. Il s'agit des mémoires ayant obtenu la note minimale de 16/20, quel que soit leur nombre et quel que soit le parcours professionnel envisagé par l'étudiant.

Les mémoires sont transmis dans leur version après soutenance, mis en forme, corrigés, validés par l'auteur et le directeur/la directrice, et mis en ligne au cours du dernier trimestre de l'année universitaire.

Ainsi **six nouveaux volumes** ont été publiés cette année :



BULAND (Ève). – *Le bien-être animal dans le droit de l'Union européenne.* – Mémoire de Master 2 Droit européen des affaires / sous la direction de Bernadette LE BAUT-FERRARESE, professeur. – Lyon : Équipe de droit international, européen et comparé, 2020. – 75 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 27.)

AFOGO (Nouwagnon Olivier). – *Les mesures conservatoires du Tribunal international du droit de la mer et la protection du milieu marin.* – Mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction de Pascale RICARD, chargée de recherche CNRS. – Lyon : Équipe de droit international, européen et comparé, 2020. – 138 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 26.)

GRAVEZ (Emeline). – *L'Union européenne face à la remise en cause de l'État de droit en Pologne et en Hongrie.* – Mémoire de Master 2 Droit européen des droits de l'homme / sous la direction de Loïc ROBERT, maître de conférences. – Lyon : Équipe de droit international, européen et comparé, 2020. – 55 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 25.)

DEBILBAO (Pauline). – *Vers la gestion durable des ressources halieutiques : la mise en œuvre intégrée de l'Objectif de développement durable n° 14.* – Mémoire de Master 2 Droit des organisations internationales / sous la direction de Kiara NERI, maître de conférences HDR, et Pascale RICARD, chargée de recherche au CNRS. – Lyon : Équipe de droit international, européen et comparé, 2020. – 127 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 24.)

BASLIEN (Joseph). – *La protection de la partie faible au contrat international : regard sur l'encadrement des clauses de choix de loi, de forum et clauses compromissaires aux États-Unis et dans l'Union européenne.* – Mémoire de Master 2 Droit privé international et comparé / sous la direction de Ludovic PAILLER, professeur. – Lyon : EDIEC, 2020. – 93 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 23.)

POUZET (Clémentine). – *Les modes de régulation de l'intelligence artificielle par le droit européen : entre droit souple et droit dur.* – Mémoire de Master 2 Droit européen des droits de l'homme / sous la direction de Gaëlle MARTI, professeur. – Lyon : EDIEC, 2020. – 103 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 22.)

L'intégrale de la collection « Les Mémoires de l'EDIEC »

- BULAND (Ève).** – *Le bien-être animal dans le droit de l'Union européenne.* – Mémoire de Master 2 Droit européen des affaires / sous la direction de Bernadette LE BAUT-FERRARESE, professeur. – Lyon : Équipe de droit international, européen et comparé, 2020. – 75 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 27.)
- AFOGO (Nouwagnon Olivier).** – *Les mesures conservatoires du Tribunal international du droit de la mer et la protection du milieu marin. – Mémoire de Master 2 Droit international public* / sous la direction de Pascale RICARD, chargée de recherche CNRS. – Lyon : EDIEC, 2020. – 138 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 26.)
- GRAVEZ (Emeline).** – *L'Union européenne face à la remise en cause de l'État de droit en Pologne et en Hongrie.* – Mémoire de Master 2 Droit européen des droits de l'homme / sous la direction de Loïc ROBERT, maître de conférences. – Lyon : EDIEC, 2020. – 55 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 25.)
- DE BILBAO (Pauline).** – *Vers la gestion durable des ressources halieutiques : la mise en œuvre intégrée de l'Objectif de développement durable n° 14.* – Mémoire de Master 2 Droit des organisations internationales / sous la direction de Kiara NERI, maître de conférences HDR, et Pascale RICARD, chargée de recherche au CNRS. – Lyon : EDIEC, 2020. – 127 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 24.)
- BASILIEU (Joseph).** – *La protection de la partie faible au contrat international : regard sur l'encadrement des clauses de choix de loi, de forum et clauses compromissoires aux États-Unis et dans l'Union européenne.* – Mémoire de Master 2 Droit privé international et comparé / sous la direction de Ludovic PAILLER, professeur. – Lyon : EDIEC, 2020. – 93 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 23.)
- POUZET (Clémentine).** – *Les modes de régulation de l'intelligence artificielle par le droit européen : entre droit souple et droit dur.* – Mémoire de Master 2 Droit européen des droits de l'homme / sous la direction de Gaëlle MARTI, professeur. – Lyon : EDIEC, 2020. – 103 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 22.)
- BRUNERIE (Claire).** – *La commercialisation des tests génétiques.* – Mémoire de Master 2 Droit privé international et comparé / sous la direction de Hugues FULCHIRON, professeur. – Lyon : EDIEC, 2019. – 76 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 21.)
- PELLET (Valentine).** – *État de droit et indépendance judiciaire en droit de l'Union européenne.* – Mémoire de Master 2 Droit européen des affaires / sous la direction de Gaëlle MARTI, professeur. – Lyon : EDIEC, 2019. – 89 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 20.)
- MUSY (Pierre).** – *Le règlement pacifique du différend frontalier terrestre entre le Honduras et El Salvador.* – Mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction de Hélène HAMANT, maître de conférences. – Lyon : EDIEC, 2019. – 129 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 19.)
- LACOUR (Coline).** – *La recherche du juge naturel pour connaître du délit virtuel dans la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne.* – Mémoire de Master 2 Droit privé international et comparé / sous la direction de Cyril NOURISSAT, professeur. – Lyon : EDIEC, 2018. – 45 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 18.)
- SANCHEZ (Sirine Hocina).** – *L'intervention des États tiers devant la Cour internationale de justice telle que prévue à l'article 62 de son statut.* – Mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction de Sandrine CORTEMBERT, maître de conférences. – Lyon : EDIEC, 2018. – 73 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 17.)
- ROUY (Mathieu).** – *Le critère d'« intégration sociale » dans la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne.* – Mémoire de Master 2 Droit européen des affaires / sous la direction de Gaëlle MARTI, professeur. – Lyon : EDIEC, 2018. – 84 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 16.)
- GUERIN (Antoine).** – *Aspects juridiques européens de la situation migratoire à Calais.* – Mémoire de Master 2 Droit européen des affaires / sous la direction de Marie-Laure BASILIEU-GAINCHE, professeur. – Lyon : EDIEC, 2017. – 135 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 15.)
- YOLAL (Emrullah).** – *Le coup d'État en droit international.* – Mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction de Sandrine CORTEMBERT, maître de conférences. – Lyon : EDIEC, 2017. – 218 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 14.)
- PRINA (Fabien).** – *L'Arctique : vers un statut juridique approprié ?* – Mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction de Kiara NERI, maître de conférences. – Lyon : EDIEC, 2016. – 128 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 13.)

- GARON (Godefroy).** – [Le contentieux frontalier terrestre franco-surinamien ou Contesté du Maroni](#). – Mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction de Kiara NERI, maître de conférences. – Lyon : EDIEC, 2016. – 126 p. ; Annexes, 127 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 12.)
- MORALES (Athénaïs).** – [Abus de procédure, fraude et forum shopping dans l'arbitrage fondé sur un traité de protection des investissements](#). – Mémoire de Master 2 Droit privé international et comparé / sous la direction du professeur Malik LAAZOUZI. – Lyon : EDIEC, 2016. – 107 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 11.)
- BEZIADE (Colin).** – [Les traités successifs en droit international](#). – Mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction de Kiara NERI, maître de conférences. – Lyon : EDIEC, 2015. – 150 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 10.)
- LETOURNEUX (Laura).** – [L'interaction entre les règles de l'organisation et la lex specialis dans le projet d'articles de 2011 sur la responsabilité des organisations internationales](#). – Mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction de Frédérique LOZANORIOS, docteur en droit. – Lyon : EDIEC, 2015. – 130 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 9.)
- VIILLERMOZ (Charline).** – [L'influence de l'Union européenne sur le droit des investissements](#). – Mémoire de Master 2 Droit international privé et comparé / sous la direction du professeur Malik LAAZOUZI. – Lyon : EDIEC, 2015. – 73 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 8.)
- CRAVAREZZA (Amaury).** – [Le standard de l'opérateur privé en économie de marché](#). – Mémoire de Master 2 Droit européen des affaires / sous la direction du professeur Michaël KARPENSCHIF. – Lyon : EDIEC, 2015. – 94 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 7.)
- JACQUET-CORTES (Christopher).** – [La proposition de règlement du 11 octobre 2011 sur le Droit Commun Européen de la Vente. Regard de la doctrine française](#). – Mémoire de Master 2 Droit privé international et comparé / sous la direction du professeur Pascale DEUMIER. – Lyon : EDIEC, 2014. – 89 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 6.)
- GRANGEON (Julie).** – [La réparation du dommage concurrentiel saisie par le droit de l'Union européenne. Approche comparative](#). – Mémoire de Master 2 Droit européen des affaires / sous la direction du professeur Éric CARPANO. – Lyon : EDIEC, 2014. – 80 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 5.)
- OUOBA (Moussa).** – [La CEDEAO et le chapitre VIII de la Charte des Nations Unies. Aspects récents du maintien de la paix et de la sécurité en Afrique de l'Ouest](#). – Mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction du professeur Stéphane DOUMBE-BILLE. – Lyon : EDIEC, 2013. – 113 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 4.)
- PINHEL ARAUJO (Cassandra).** – [La protection des droits fondamentaux dans l'Union européenne à la lumière de la Charte des droits fondamentaux](#). – Mémoire de Master 2 Droit européen des affaires / sous la direction du professeur Hélène SURREL. – Lyon : EDIEC, 2013. – 133 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 3.)
- BARBA (Maxime).** – [L'exequatur sous le regard de la Cour européenne des droits de l'homme](#). – Mémoire de Master 2 Droit privé international et comparé / sous la direction du professeur Louis D'AVOUT. – Lyon : EDIEC, 2012. – 88 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 2.)
- JURY (Fabrice).** – [La contractualisation des obligations de service public : un vecteur d'efficacité économique des services d'intérêt économique général](#). – Mémoire de Master 2 Droit européen des affaires / sous la direction du professeur Michaël KARPENSCHIF. – Lyon : EDIEC, 2012. – 110 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 1.)

4.3.2. Doctorats

L'EDIEC soutient les activités des **doctorants** dirigés par les enseignants-chercheurs des quatre centres de recherche qui la composent, le CDI, le CEE, le CREDIP et l'IDCEL.

Depuis 2016, l'Équipe réserve **7 % de sa dotation** aux déplacements de ses doctorants consacrés à leurs activités de recherche en leur apportant un cofinancement, et cela indépendamment des crédits généraux ou budgets spécifiques mobilisables par les quatre centres de recherche, [l'École doctorale de droit ED 492](#) ou le **Service général de la recherche** de l'université Jean Moulin Lyon 3.

4.4. Documentation scientifique

4.4.1. Fonds documentaire de l'équipe



La mise à disposition du public des ouvrages et des périodiques est l'une des activités de l'EDIEC.

En effet, l'unité de recherche est le **support scientifique** de 6 Masters (*Droit européen, Droit international public, Droit privé international et comparé*) et le fonds est rendu accessible aux étudiants à partir du Master.

La Bibliothèque Montesquieu-EDIEC, **bibliothèque associée** au [Service Commun de la Documentation \(SCD\)](#), dispose du plus important fonds de monographies et d'ouvrages de droit après les bibliothèques centrales, avec **plus de 3 000 ouvrages** au 31/12/2020. La localisation des ouvrages du fonds s'effectue par le [catalogue général](#) des bibliothèques de Lyon 3.

Intégré à la Bibliothèque Montesquieu, le fonds documentaire du CEE est **agréé par l'Union européenne** ([Office des publications de l'Union européenne](#), OPUE, Luxembourg), avec [une vingtaine d'autres établissements d'enseignement supérieur et de recherche de France](#). Ainsi est-il chargé de l'information sur l'intégration européenne à Lyon. Le CEE est ainsi assujéti à trois obligations :

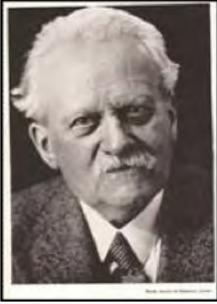


Être dépositaire de documents d'information officielle en version papier et/ou électronique et les mettre à disposition du public : enregistrement, stockage, classement, accueil et orientation du public, gestion du prêt ;

Acquérir des **ouvrages** et s'abonner à des **revues thématiques européennes** : commande, enregistrement, classement, accueil et orientation du public, gestion du prêt ;

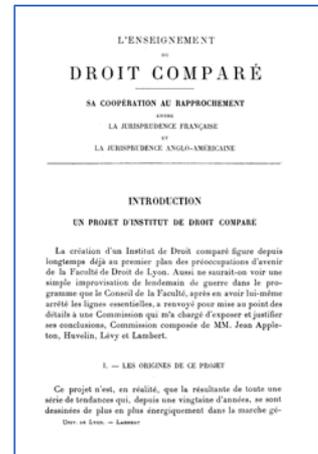
Permettre la **consultation des bases de données spécialisées et de sites institutionnels Internet**.

La localisation des ouvrages par le logiciel Koha permet de rendre visible nationalement le fonds, consultable notamment par l'intermédiaire du **Système Universitaire de Documentation (SUDOC)**.



4.4.2. Fonds documentaire de l'Institut de droit comparé Édouard Lambert

Héritière du riche fonds constitué par **Édouard Lambert**, la bibliothèque possède d'importantes collections en droit anglais et en droit américain, lesquels sont régulièrement actualisés. Le fonds de droit allemand est également bien développé. La présence des principales collections de textes législatifs, de jurisprudence, de grandes revues et d'ouvrages de référence permet de faire des recherches de base en droit allemand, droit américain et droit anglais. Les ressources sont encore limitées en droit espagnol et en droit italien et très éparpillées s'agissant des autres droits étrangers. En plus des collections relatives aux droits étrangers, l'Institut est abonné aux grandes revues de droit comparé et achète la plupart des ouvrages paraissant dans cette discipline. L'Institut est abonné à *LEXIS*, qui donne accès en ligne à l'ensemble de la législation, réglementation et jurisprudence de tous les pays de langue anglaise. Les liens répertoriés sur l'ordinateur de la bibliothèque donnent accès aux textes législatifs étrangers et à de nombreux sites étrangers.



1) Périodiques de droit comparé ou de droit international

- * Annuaire de Législation Française et Étrangère (1952-1989).
- * Bibliographie mensuelle de la Bibliothèque des Nations Unies (1986-1997)
- * Bibliothèque de l'IDC de Lyon (48 tomes). Accès réservé.
- * Cahiers Juridiques et Fiscaux de l'Exportation (1989-1999)
- * Collection Jupiter : composée de trois tomes : contrats et statuts, distribution, sociétés. Collection mise à jour régulièrement, recense les textes législatifs en vigueur dans les principaux pays européens, dans le domaine du droit des affaires. Les textes sont proposés en français et dans leur langue d'origine.
- * Comparative Juridical Review (1964-1994)
- * Comparative Law (Nihon University Tokyo) (1992-)
- * European Review of Private Law (2000-)
- * International Center for Comparative Law and Politics Review (revue de l'université de Tokyo), (1999-)
- * International Encyclopaedia of Comparative Law.

- * Cambridge Law Journal (1921-)
- * Modern Law Review (1937-)
- * The Law Quarterly Review (1935-)
- * The Law Reports : - The Weekly Law Reports (1972-)
- * Appeal Cases (1865-)
- * Chancery and Family Division (1865-)
- * Queen's Bench Division (1865-)
- * Year Books (accès réservé)

4) Périodiques de droit allemand

- * Archiv des öffentlichen Rechts (1971-1993)
- * Archiv für die civilistische Praxis (1971-)
- * Entscheidungen des Bundesgerichtshofes in zivilsachen.
- * Entscheidungen des Bundesverfassungsgerichts (1952-)
- * GRUR international Gewerblicher Rechtsschutz und Urheberrecht internationaler teil (1966-1999)
- * Jahrbuch für Ostrecht (1974-1992)
- * Leibholz Rinck Hesselberger Grundgesetz (1993-)
- * Maunz-Durig Grundgesetz Loseblatt (2001-)
- * Monatsschrift für deutsches Recht (1948-)

- * Journées de la Société de Législation Comparée (1985-1995)
- * Jugoslovenska revija za meduna pravo (1990-1994)
- * Jurisclasseur Périodique Droit Comparé.
- * Revue de Droit Comparé - Comparative Law Review (Institut Japonais de Droit Comparé, 1956-)
- * Revue de Droit International et de Droit Comparé (Institut Belge de Droit Comparé, 1950-)
- * Revue de droit uniforme (1987-)
- * Revue hellénique de droit international (1989-)
- * Revue Internationale de Droit Comparé (1949-) anciennement : Bull. mens. de la Société de Législation Comparée (1914-1948)
- * Revue roumaine des sciences juridiques (1987-1998)
- * Sladitzs' Bibliography on foreign and comparative law (1953-1990)
- * The American Journal of Comparative Law (1952-)
- * The International and Comparative Law Quaterly (1961-)

2) Périodiques de droit américain

- * Cornell Law Review (1950-)
- * Harvard Law Review (1971-)
- * Northwestern University Law Review (1953-)
- * Supreme Court Reporter (1883-1998)
- * Tulane European and Civil Law Forum (1973-)
- * Tulane Law Review (1977-)
- * Yale Journal of Law and the Humanities (1992-)
- * Yale Law Journal (1973-)

3) Périodiques de droit anglais

- * Encyclopédie juridique Halsbury's Laws of England (abonn. en cours).
- * Halsbury's Statutes.

- * Nachschlagewerk des Bundesverfassungsgerichtshofs (Lindenmaier Möhing) (1986-)
- * Neue juristische Wochenschrift (1973-)
- * Rabel Zeitschrift für ausländisches und internationales Privatrecht (1971-)
- * Zeitschrift für das gesamte Familienrecht (1967-)
- * Zeitschrift für Rechtspolitik (1968-)

5) Périodiques de droit espagnol

- * Revista jurídica de Catalunya (1989-)
- * Themias de derecho (1986-)

6) Périodiques de droit italien

- * Rivista di diritto civile (1999-)
- * Rivista trimestriale di diritto e procedura civile (1973-)
- * Studi urbinati (1968-1996)

7) Autres périodiques

- * Annales de la Faculté de Droit de Louvain (Belgique) (1969-1994)
- * General Report on the Activities of the European Communities (Union européenne) (1988-1997)
- * Kobe University Law Review (Japon) (1993-)
- * Osaka University Law Review (Japon) (1995-)
- * Reports of Cases before the Court of Justice of the European Communities (Union européenne) (1986-1999)
- * Revue critique de jurisprudence belge (Belgique) (1966-)
- * Revue Juridique Thémis (Canada) (1969-)
- * Revue de la Common law en français (2002-)
- * Revue de droit suisse (1972-1992)

Le Fonds numérisé Édouard Lambert

La totalité des documents numérisés du Fonds Édouard Lambert, sous la direction de **Laurence Francoz Terminal**, Maître de conférences en droit privé et Directrice adjointe de l'IDCEL, sont désormais en ligne sur le site web de l'IDCEL ([Fonds Édouard Lambert](#)) :

1895 – *De l'exhérédation et des legs au profit d'héritiers présomptifs. Le droit de succession en France, son fondement, sa nature*, Paris, V. Giard & E. Brière, 1895. xvi+818 pp. : [pp. 1-151](#), [pp. 152-319](#), [pp. 320-485](#), [pp. 486-651](#) et [652-818](#).

1900 – « Une réforme nécessaire des études de droit civil », *Revue internationale de l'enseignement* 40 (1900), 216-243.

1901 – «La tradición romana sobre la sucesión de formas del testamento ante la historia comparada», Extrait de la *Revista de legislación*, Madrid 1903, pp. 539-553. Traduction: Enrique García Herreros.

1903 – «L'histoire traditionnelle des XII Tables et les critères d'inauthenticité des traditions en usage dans l'école de Mommsen», *Mélanges Ch. Appleton. Études d'histoire du droit dédiées à M. Charles Appleton à l'occasion de son XXV anniversaire de professorat*, Lyon, Rev Imprimeur-Éditeur, Paris, Librairie A. Rousseau, 1903, pp.502-626.

1904 – «Le droit civil et la législation ouvrière. La fonction dynamique de la jurisprudence et l'interprétation sociologique du droit», *Le droit civil et la législation ouvrière*, Paris 1904, pp.152-463.

1905 – «Conception générale, définition, méthode et histoire du droit comparé. Le droit comparé et l'enseignement du droit», transcription de l'intervention d'E. Lambert, *Congrès international de droit comparé, tenu à Paris du 31 juillet au 4 août 1900. Procès-verbaux des séances et documents*, vol. I, Paris, LGDJ, 1905, pp.26-61.

1906 – *Les Inégalités de Classe en Matière d'Électorat Politique. La théorie et la pratique de la révision des listes électorales. Les abus et leurs remèdes. La révision des listes électorales dans le Rhône en 1906*, Coll. L'oppression des humbles par le droit et les méfaits de l'individualisme. Essais de Critique Législative et de Politique Juridique, Paris, V. Giard & E. Brière, 1906. 62 pp.

1913 – É. LAMBERT et al. Notes sur un prétendu conflit entre les principes du statut personnel et le système de la transcription. – *L'Égypte contemporaine*, t. 4, janv. 1913, p. 207-224.

1919 – *L'enseignement du droit comparé. Sa coopération au rapprochement entre la jurisprudence française et la jurisprudence anglo-américaine*, Annales de l'Université de Lyon. Nouvelle série, II. Droit, Lettres - Fascicule 32, Lyon, A. Rey Imprimeur-Éditeur, Paris, Librairie A. Rousseau, 1919, 118 pp.

1921 – *Le Gouvernement des juges et la lutte contre la législation sociales aux États-Unis. L'expérience américaine du contrôle judiciaire de la constitutionnalité des lois*, Paris, Marcel Giard & Cie., 1921. 276 pp. : [pp 1-135](#) et [pp. 136-276](#).
Faculté de Droit de Lyon. L'Institut de Droit Comparé. Son programme. Ses méthodes d'enseignement. Leçon faite à la séance d'inauguration, Lyon, A. Rey Imprimeur, 1921, 27 pp.

1922 – «L'information juridique du commerce extérieur», *Bulletin de la Société de législation comparée* vol51, 1922, p.63-77.

«Séance du mardi 5 juillet 1922. Le Congrès des juristes de Poznan et l'influence française en Pologne» Exposé de M. Lambert, *Bulletin de la Société de législation comparée* vol51 1922, pp. 222-229.

Note sous l'arrêt Cour Suprême des États-Unis 5 juin 1922, *D.* 1922, pp.153-159.

1923 – «Les tendances à l'unification du droit aux États-Unis, 1868-1922», *Bulletin de la Société de législation comparée* vol. 52 1923, pp.135-165.

«Les débuts du reportage de loi internationale. Le Dor et la Revue internationale du travail», Bulletin de la Société de législation comparée vol 52 1923, p. 369-378.

« Préface », in Jackson H. Ralston, *Le droit international de la démocratie*, Collection internationale des juristes populaires Tome 1, traduit de l'anglais par Henri Marquis, Paris, Marcel Giard 1923. xix+180pp.

«René Hoffherr, Le boycottage devant les cours anglaises 1901-1923, Tome IV de la Bibliothèque de l'Institut de droit comparé de Lyon 1923» (note de lecture) Bulletin de la Société de législation comparée vol.52 1923, pp.398-399.

1924 – «Le rôle français d'un recueil de cas juridiques choisis», *Revue Internationale de l'enseignement* vol.78 1924, pp. 336-340

«Préface», in Georges Cornil: *Le droit privé. Essai de sociologie juridique simplifiée*, Collection Internationale des juristes populaires Tome 2, Paris, Marcel Giard 1924. xii+147 pp.

1926 – «Les sources et l'interprétation de la législation du travail en France» (en collaboration avec Paul Pic y Pierre Garraud), *Revue Internationale du travail* 14 (1926), pp.1-36.

«The Sources and the Interpretation of Labour Law in France», *International Labour Review* 4 (1926), pp1-36.

«Les publications tchécoslovaques de liaison scientifique internationale et les enquêtes de l'*Istituto per l'Europa Orientale* de Rome», *Bulletin de la Société de législation comparée* 1926, pp.158-180.

«Préface», in Yehia Tag-Eldine: *Le dol français et la misrepresentation anglaise. Contribution à l'étude de la théorie du consentement et de ses vices*, Collection de la Bibliothèque de l'Institut de droit comparé série centrale Tome 16 Paris, Marcel Giard, 1926. viii+280 pp. : pp. 1-137 et pp. 138-280.

«Préface», in Emmanuel Lévy, *La Vision Socialiste du Droit*, Collection Internationale des juristes populaires Tome 3, Paris, Marcel Giard, 1926. xvi+183pp.

1928 – «Le droit commun de la Société des Nations. Ses organes actuels. Ses organes à venir (le besoin d'une Faculté de Droit internationale) », *Mémoires de l'Académie internationale de droit comparé Tome I*, Hermann Sack, Sweet & Maxwell, Marcel Rivière 1928, pp. 126-157.

1929 – «The case method in Canada and the possibilities of its adaptation to the civil Law» (en collaboration avec Max J. Wasserman) *Yale Law Journal* vol 39(1) 1929, pp1-21.

«Le droit comparé et la formation d'une conscience juridique internationale». Discours prononcé à la séance de rentrée de l'Université, *Revue de l'Université de Lyon* 1929, pp. 441-463.

1932 – «Coopération universitaire internationales et rapprochement franco-allemand. (L'objet général de ce fascicule)», *Revue de l'Université de Lyon* vol 5, 1932, pp.1-22.

1933 – «Les orientations nouvelles du droit», *Právník* vol 72 (1933), pp.617-630.

«Une fuite dans les institutions de paix. Le libre jeu des représailles et l'embargo punitif sur les marchandises», Article en deux parties, *Revue de l'Université de Lyon* vol 6 (1933), pp.471-490 et vol.7 (1934), pp.21-67.

1934 – «Le rôle d'un Congrès international de Droit Comparé en l'an 1931», Rapport présenté par E.Lambert à la séance solennelle de l'Académie internationale de droit comparé, La Haye 1^{er} août 1929 sous la présidence de M. Antonio S. Bustamente", *Mémoires de l'Académie internationale de Droit Comparé*, Tome II première partie, Paris Librairie du Recueil Sirey, 1934, pp.461-480

1935 – «Le contrôle de la constitutionnalité des lois. Le juge de la constitutionnalité», *Encyclopédie française*, sous la direction de Lucien Febvre, Paris, Comité de l'Encyclopédie française 1935, vol10A : *L'État moderne*, fasc. 10.63, pp. 3-7.

1936 – *Les embargos sur l'importation et l'exportation des marchandises. Leurs effets sur les contrats en cours. Sanctions collectives et représailles individuelles*, Collection de la Bibliothèque de l'Institut de droit comparé série centrale Tome 40, Paris, LGDJ, 1936. 87 pp.

«Le Recueil International de la Jurisprudence de Travail» *Bulletin de la Société de Législation Comparée* vol 65 (1936) pp.354-360.

«Préface», in André Magnillat: *Conventions collectives de travail et arbitrage. Leurs aspects pratiques. Essai. Aux patrons, aux ouvriers*, Paris, LGDJ, Novembre 1936, 31 pp.

1937 – «Avertissement au lecteur», in H. Mankiewicz: *La conception national-socialiste du sens de la vie et du monde (Weltanschauung). Son rôle - Ce qu'elle travaille à détruire*, coll Publication de l'Institut droit comparé de Lyon sur le national socialisme allemand, ses doctrines et leurs réalisations Tome 1 (collection qui ne contient qu'un seul tome), Paris, LGDJ, 1937. xxiv+248 pp. : pp. [1-113](#) et [114-248](#).

1938 – [«L'esprit oriental des travaux de l'École française de droit de Beyrouth», Livre du vingt-cinquième anniversaire de l'École française de Droit de Beyrouth. Mélanges à la mémoire de Paul Huvelin](#), Paris, Recueil Sirey, 1938, pp. 175-187
[«Préface» in Émile Tyan: Histoire de l'organisation judiciaire en Pays d'Islam, Tome I](#), coll. Annales de l'Université de Lyon, Paris, Librairie du Recueil Sirey 1938. xvi+530 pp.

1939 – «Activité des centres de Droit comparé. Notice sur le nouvel Institut de Droit Comparé de Córdoba», *Bulletin de l'Institut de Droit Comparé 2 (1939)*, p.69-72.

1940 – [«Objet et contenu de ce numéro du Bulletin de l'Institut de Droit Comparé de Lyon», Bulletin de l'Institut de Droit Comparé de Lyon 3 \(1940\)](#), p.1-20.
[«L'emploi du Droit Comparé dans le Droit et l'Économie administratifs. Contribution ibéro-américaine à son étude», Bulletin de l'Institut de Droit Comparé de Lyon 3 \(1940\)](#), 71-86.
[«El Instituto de derecho comparado de Córdoba», in Alberto M. Justo, Perspectiva de un programa de derecho comparado](#), Buenos Aires, El Ateneo, 1940, pp. 57-63.

4.5. L'EDIEC en ligne

4.5.1. Site web



Ouvert le 1^{er} septembre 2012 et hébergé par l'Université Jean Moulin Lyon 3, notre [site web](#) présente la double particularité d'être **trilingue** (français, allemand, anglais) et d'avoir été **financé par les contributions** des quatre centres de recherche de l'Équipe : il constitue un portail fédératif, présentant les projets et activités scientifiques de ses membres, enseignants-chercheurs et doctorants.

4.5.2. Réseaux sociaux



Page Facebook

Créée en janvier 2018, la page [Facebook](https://www.facebook.com/ediec4185) (<https://www.facebook.com/ediec4185>) de l'équipe compte **167** fans et **181** abonnés.



Page LinkedIn

Créée en janvier 2019, la page [LinkedIn](https://www.linkedin.com/company/ediec-ea4185) (<https://www.linkedin.com/company/ediec-ea4185>) de l'équipe compte **987** abonnés.



Compte Twitter

Créé en janvier 2018, le compte [Twitter](#) de l'équipe, [@ediec_4185](#), est suivi par **1 071** abonnés.

4.6. Moyens financiers (budget primitif 2021)

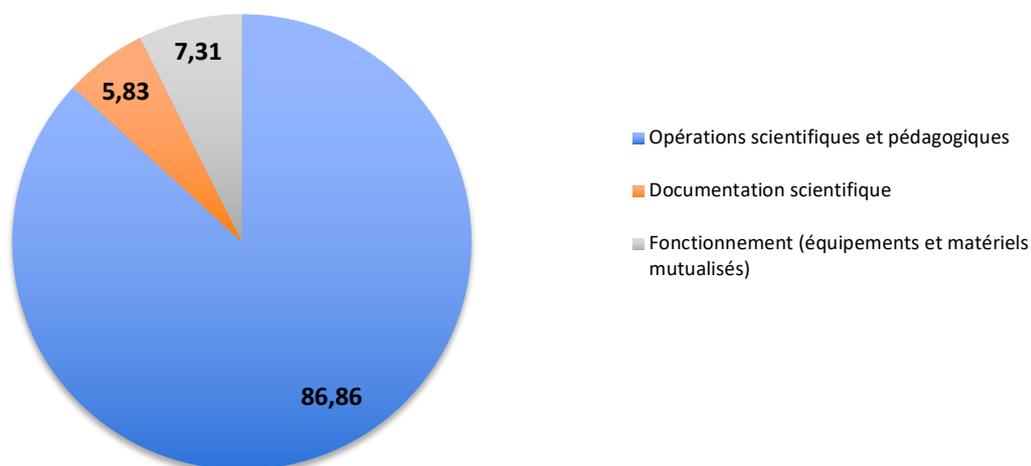
L'EDIEC consacre **93 % de sa dotation annuelle** (part de la subvention pour charges de service public versée par le MESRI à l'établissement et fixée par le Service général de la recherche) à son **activité scientifique** (opérations et documentation) et 7 % à son **fonctionnement**.

Depuis janvier 2016, les sous-centres de responsabilité sont gérés **sous un seul centre de responsabilité**, l'EDIEC, à l'exception de l'IDCEL, compte tenu de son statut d'institut et hors sa dotation recherche qui, par souci de cohésion et à notre demande, est maintenue sous le CR EDIEC. En conséquence, les décisions financières, budgétaires et comptables, et, partiellement, les décisions administratives corrélatives, sont centralisées au niveau de l'équipe ; de même, les eOTP³ et les recettes affectées sont adossés au CR EDIEC et agrégés à son budget, sans fongibilité des dépenses et recettes.

[L'évaluation par le Hcéres](#) de l'équipe ayant été excellente en 2015 (évolution positive de son périmètre, de sa gouvernance et de l'intensité de sa production scientifique), sa dotation a été augmentée. Cette augmentation n'affecte pas la politique déterminée de l'EDIEC de **diversification et d'« externalisation » de ses ressources** (extérieures à l'établissement, publiques et privées ; par exemple, en 2019, le budget total de l'EDIEC a **triplé** par l'apport de financements nationaux et européens).

[L'évaluation par le Hcéres réalisée en 2020](#) souligne de nouveau le dynamisme de l'activité scientifique de l'ensemble de l'équipe et réitère le constat de la faiblesse de sa dotation financière.

Postes de dépenses en % du budget total de l'Équipe (budget primitif 2021, hors eOTP) :



³ Élément(s) d'organigrammes techniques de projets. Pour notre équipe, ce sont des subventions régionales, nationales ou européennes d'un montant variant de **1.500 à 257.619,84 euros**.

ANNEXES

ORGANIGRAMME DE L'ÉQUIPE
MEMBRES STATUTAIRES PERMANENTS AU 31/12/2020

Équipe de droit international, européen et comparé (EDIEC, EA 4185)

Directrice : **Frédérique Ferrand**, Professeur des universités, Agrégée de droit privé, Membre honoraire de l'Institut universitaire de France

Administratrice d'unité, responsable édition et communication, webmestre : **Véronique Gervasoni**

Gestionnaire administratif(ve) et assistant(e) à la valorisation de la recherche : **Nicolas Couturier** et **Marie Brossard**

CDI

Directrice : **Kiara Neri**, Maître de conférences HDR en droit public

Enseignants-chercheurs :

Julie Ferrero, Professeur des universités, Agrégée de droit public

Sandrine Cortembert, Maître de conférences en droit public

Hélène Hamant, Maître de conférences en droit public

CEE

Directeur : **Éric Carpano**, Professeur des universités, Agrégé de droit public

Directrice adjointe : **Gaëlle Marti**, Professeure des universités, Agrégée de droit public

Enseignants-chercheurs :

Mathieu Cardon, Maître de conférences en droit public
Thierry Debard, Professeur des universités, Agrégé de droit public

Étienne Durand, Maître de conférences en droit public
Christine Ferrari-Breeur, Maître de conférences HDR en droit public

Michaël Karpenschif, Professeur des universités, Agrégé de droit public

Bernadette Le Baut-Ferrarese, Professeur des universités en droit public

Efthymia Lekkou, Maître de conférences en droit public

Loïc Robert, Maître de conférences en droit public

Hélène Surrel, Professeur des universités en droit public
Jean-Pierre Viennois, Professeur des universités, Agrégé de droit privé

Florence Zampini, Maître de conférences HDR en droit public

CREDIP

Directeur : **Cyril Nourissat**, Professeur des universités, Agrégé de droit privé

Enseignants-chercheurs :

Maxime Barba, Maître de conférences en droit privé

Nicolas Bouche, Maître de conférences HDR en droit privé

Blandine de Clavière, Maître de conférences

Alain Devers, Maître de conférences HDR en droit privé

Jeremy Heymann, Professeur des universités, Agrégé de droit privé

Ludovic Pailler, Professeur des universités, Agrégé de droit privé

Enseignants-chercheurs et chercheurs associés :

Louis d'Avout, Professeur des universités, Agrégé de droit privé

Cécile Corso, Chercheur associé

Cécile Pellegrini, Maître de conférences des Universités Catholiques, Directrice pédagogique du Bachelor of Civil Law UCLY/Maynooth University

Édouard Treppoz, Professeur des universités, Agrégé de droit privé

IDCEL

Directrice : **Frédérique Ferrand**, Professeur des universités, Agrégée de droit privé

Directrice adjointe : **Laurence Francoz Terminal**, Maître de conférences HDR en droit privé

Responsable administrative : **Charlotte Maurin**

Enseignants-chercheurs :

Blanche Sousi, Professeur émérite de l'Université Lyon 3, Chaire Jean Monnet *ad personam* Droit bancaire et monétaire européen, Directeur du [Centre Européen de Recherches en Banque et Finance](#)

STATUTS DE L'ÉQUIPE

Article 1^{er}

Il est créé, au sein de la Faculté de Droit de l'Université Jean Moulin Lyon 3, une **Équipe de droit international, européen et comparé (EA n°4185, EDIEC)**, au statut d'Équipe de recherche.

Article 2 – Objet

Cette Équipe a pour objet, d'une part, d'initier toute démarche scientifique permettant de fédérer les différents centres de recherche constitutifs de ladite équipe, d'autre part, de développer toute forme de coopération avec d'autres équipes de recherches en France et à l'étranger et, enfin, de procéder à toute les études et activités pouvant relever du champ des droits international, européen et comparé soit directement soit en partenariat avec d'autres Équipes ou Centres de recherche. Cette démarche fédérative n'est pas exclusive de la possibilité pour chaque Centre de recherche adhérent de développer ses propres thématiques de recherche tout en recherchant autant que faire se peut à y associer les autres Centres dans le cadre de l'Équipe.

Article 3 – Missions

L'Équipe assure une mission de gestion générale des activités de recherche afférentes dans le cadre du contrat de recherche pour lequel l'Université Jean Moulin Lyon 3 a obtenu une habilitation ministérielle.

Elle coordonne la politique scientifique des différents Centres de recherche qui en sont membres. Cette coordination ne remet pas en cause les besoins spécifiques à chaque Centre adhérent, tels qu'ils ont pu être définis par leur conseil d'administration et/ou scientifique respectifs, liés notamment à des programmes de recherche qui leur sont propres.

Article 4 – Centres membres de l'EDIEC

L'Équipe comprend quatre centres de recherche : le Centre de droit international (CDI), le Centre d'Études Européennes (CEE), le

Centre de recherche en droit international privé (CREDIP) et l'Institut de droit comparé Édouard Lambert (IDCEL), qui fédèrent un ensemble de chercheurs et d'enseignants-chercheurs appartenant ou non à l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Une majorité qualifiée des $\frac{3}{4}$ des Centres de l'Équipe est requise pour l'adhésion d'un nouveau Centre de recherche à l'Équipe, chaque Centre exprimant sa position selon les modalités propres à ses statuts.

Une majorité qualifiée des $\frac{3}{4}$ des Centres de l'Équipe est également requise pour l'adhésion d'un enseignant-chercheur comme membre titulaire ou associé de l'Équipe.

Article 5 – Administration

L'Équipe est animée par un Directeur (une Directrice) nommé(e) pour cinq ans par le Président de l'Université Jean Moulin Lyon 3 sur proposition du Doyen de la Faculté de droit, après avis des responsables des Centres de recherche constitutifs de l'Équipe.

Il ou elle est choisi(e) parmi les enseignants de la Faculté de Droit membres de l'Équipe.

Article 6 – Conseil scientifique et de gestion

L'Équipe est animée tant sur le plan scientifique que sur le terrain de la gestion par un Conseil scientifique et de gestion constitué du Directeur (de la Directrice) de l'Équipe ainsi que du Directeur (de la Directrice) de chacun des Centres de recherches membres de l'Équipe, d'un représentant des doctorants rattachés à l'Équipe et à un de ses Centres, et du Doyen de la Faculté de droit ou de son représentant.

Ce Conseil se réunit au moins une fois par an sur convocation du Directeur (de la Directrice) de l'Équipe. Il se réunit également à la demande du Doyen de la Faculté de Droit ou de la majorité des directeurs des Centres rattachés, sur un ordre du jour préalablement établi.

Article 7 – Budget

Les recettes de l'Équipe sont constituées par les crédits de recherche affectés et issus du contrat de recherche liant l'État à l'Université Jean Moulin Lyon 3 et de toute autre ressource publique ou privée qu'elle pourrait tirer de ses activités et de toute autre forme de soutien. Il appartiendra à son Conseil scientifique et de gestion d'en décider l'affectation chaque année en distinguant :

1° les sommes affectées à la gestion générale, à la mutualisation des moyens et équipements et à des actions scientifiques « fédérales », et
2° les sommes destinées aux activités propres des Centres de recherche.

Cette compétence ne remet pas en cause l'affectation des moyens matériels et financiers spécifiques dont les centres adhérents pourraient être bénéficiaires dans le cadre de contrats de recherche ou de subventions les concernant.

Un bilan annuel est établi et présenté au Conseil scientifique et de gestion.

Article 8 – Adhésion

L'Équipe peut demander à pouvoir appartenir à d'autres institutions de recherche locales, nationales ou internationales sous couvert de l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Elle inscrit sa démarche scientifique dans le cadre de l'Université de Lyon en favorisant tout partenariat avec les Équipes et Centres de recherche des Universités Jean Monnet Saint-Étienne et Lumière Lyon 2.

Elle peut aussi intégrer différents réseaux scientifiques gérés nationalement.

Article 9 – Liaison avec l'enseignement

L'Équipe développe toute activité (conférence thématique, journées d'études...) pouvant venir en appui aux différents Masters relevant du champ du droit international, européen ou comparé. Elle assiste également les doctorants dans le cadre d'activités similaires (conférences de thèses, séminaires de méthodologie...).

Article 10 – Approbation et modification des statuts

Les présents statuts sont soumis pour approbation au Conseil de la Faculté de Droit, puis, en cas d'approbation, aux conseils compétents de l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Les présents statuts peuvent être modifiés sur approbation du Conseil scientifique et de gestion de l'Équipe à l'initiative de son Directeur (de la Directrice) ou de l'un des responsables des Centres de recherche adhérents, puis selon les modalités énoncées à l'alinéa premier pour leur approbation.

Article 11 – Dissolution de l'Équipe

Il peut être mis fin aux activités de la présente Équipe à l'initiative du Directeur (de la Directrice) ou de la majorité des responsables de Centres, sur décision unanime de son Conseil scientifique et de gestion, et après approbation des instances compétentes de l'Université (Conseil de la Faculté de Droit, Conseil d'administration et Commission Recherche de l'Université Jean Moulin Lyon 3).

[Statuts modifiés, adoptés le 11 décembre 2017 par le conseil scientifique et de gestion, approuvés par le conseil d'administration de la Faculté de droit le 16 mars 2018, et par le conseil d'administration de l'Université Jean Moulin Lyon 3 le 18 septembre 2018]



Évaluation de la recherche

RÉSUMÉ FINAL DE L'ÉVALUATION DE
L'UNITÉ :

Équipe de droit international,
européen et comparé (EDIEC)

SOUS TUTELLE DES ÉTABLISSEMENTS ET
ORGANISMES :

Université Jean Moulin Lyon 3

CAMPAGNE D'ÉVALUATION 2019-2020
VAGUE A

Rapport publié le 12/06/2020

Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur



Pour le Hcéres¹ :

Nelly Dupin, Présidente par intérim

Au nom du comité d'experts² :

Laurence Idot, Présidente du comité d'experts

En vertu du décret n°2014-1365 du 14 novembre 2014 :

¹ Le président du Hcéres "contresigne les rapports d'évaluation établis par les comités d'experts et signés par leur président". (Article 8, alinéa 5) ;

² Les rapports d'évaluation "sont signés par le président du comité". (Article 11, alinéa 2).

Équipe de droit international, européen et comparé, EDIEC, U LYON 3, M^{me} Frédérique FERRAND

Les données chiffrées présentées dans le tableau de ce document sont extraites des fichiers déposés par la tutelle dépositrice au nom de l'unité.

PRÉSENTATION DE L'UNITÉ

Nom de l'unité :	Équipe de droit international, européen et comparé
Acronyme de l'unité :	EDIEC
Label et N° actuels :	EA 4185
Type de demande :	Renouvellement à l'identique
Nom du directeur (2019-2020) :	M ^{me} Frédérique Ferrand
Nom du porteur de projet (2021-2025) :	M ^{me} Frédérique Ferrand
Nombre d'équipes et /ou de thèmes du projet :	/

MEMBRES DU COMITÉ D'EXPERTS

Présidente :	M ^{me} Laurence IDOT, Université Paris 2
Experts :	M ^{me} Anne Sophie CHONE GRIMALDI, Université de Nanterre M. Aymeric POTTEAU, Université de Lille M ^{me} Bérangère TAXIL, Université d'Angers

REPRÉSENTANT DU HCÉRES

M^{me} Pauline TÖRK

REPRÉSENTANT DES ÉTABLISSEMENTS ET ORGANISMES TUTELLES DE L'UNITÉ

M. Peter WIRTZ, VP Recherche Université Jean Moulin Lyon 3

INTRODUCTION

HISTORIQUE, LOCALISATION GÉOGRAPHIQUE ET ÉCOSYSTÈME DE RECHERCHE

L'EDIEC, créée comme Jeune équipe de l'Université Lyon 3 lors du contrat quadriennal 2003-2006, était à l'origine composée de deux centres, le Centre de droit international (public), CDI, et l'Institut de droit comparé Édouard Lambert (IDCEL). Elle est devenue Équipe d'accueil (EA n° 4185) en 2007 avant de s'étoffer en 2011 avec l'arrivée du Centre d'Études Européennes (CEE). A été créé ensuite en 2009 un nouveau centre au sein de l'Équipe : le Centre de recherche en droit international privé (CREDIP).

L'EDIEC se compose aujourd'hui de quatre centres : CDI, CEE, CREDIP et IDCEL. Elle est installée au siège de la Faculté de droit, 15 Quai Claude Bernard 69 007 - Lyon. Ses locaux sont situés au dernier étage du bâtiment, Aile Montesquieu, où elle dispose, notamment, d'une bibliothèque de recherche pour enseignants-chercheurs, doctorants et étudiants de Master 2, qui sert parfois de salle de séminaire ou de conférence, et de huit bureaux (soit en tout 303 m²).

Au sein de l'Université de Lyon, l'EDIEC est membre du réseau de valorisation animé par la SATT Pulsalys et est un laboratoire associé à la MSH Lyon St-Étienne, qui rassemble aujourd'hui 50 laboratoires de recherche.

Elle ne s'est toutefois pas encore engagée dans un projet interdisciplinaire dans l'un des axes lancés par la MSH.

Au-delà de l'Université, l'EDIEC participe activement au GDR Réseau Universitaire Européen Droit de l'Espace de Liberté, Sécurité et Justice (RUEDELSJ), créé en 2011 par le CNRS, et renouvelé en 2015. L'EDIEC est également partenaire du Consortium Pau-Droit de l'énergie.

DIRECTION DE L'UNITÉ

M^{me} Frédérique FERRAND

NOMENCLATURE HCERES

SHS2

THÉMATIQUES DE L'UNITÉ

Lors du dernier contrat (2015-2019), quatre axes de recherche avaient été définis :

1. Un axe sur les **droits international, européen et comparé comme outils d'articulation entre les droits**.
2. Un axe **Justices et intégration** regroupant trois pôles :
 - a. un fort pôle de procédures (française, européenne, internationale et comparée) ;
 - b. un pôle sécurité et maintien de la paix ;
 - c. un pôle contentieux et reconnaissance.
3. Un axe **Marchés et développement** avec des recherches en droit de la concurrence et du commerce international, en droit des contrats internationaux, en droit international privé économique, en droit du Développement, e droit international économique et investissements.
4. Un axe **Personnes et libertés** autour de l'histoire des droits fondamentaux, du droit des migrations, droit des minorités et des peuples autochtones, du droit comparé, européen et international de la famille

Pour le contrat à venir, l'EDIEC recentrerait ses recherches autour de trois grands axes :

1. Européanisation, modèles et systèmes de droit (européanisation et droit international des affaires, et résolution des différends et dynamiques d'intégration) ;
2. Mobilité, droits et libertés (respect des droits humains dans le cadre des mesures de police de mer ; mobilité et libertés) ;
3. Globalisation sécurité et comparaison (globalisation et transition ; globalisation et comparaison).

EFFECTIFS DE L'UNITÉ

Nom de l'unité : Équipe de droit international, européen et comparé - EDIEC		
Personnels en activité	Nombre au 30/06/2019	Nombre au 01/01/2021
Professeurs et assimilés	12	12
Maîtres de conférences et assimilés	13	13
Directeurs de recherche et assimilés	0	0
Chargés de recherche et assimilés	0	0
Conservateurs, cadres scientifiques EPIC, fondations, industries...	0	0
Professeurs du secondaire détachés dans le supérieur	0	0
ITA-BIATSS, autres personnels cadre et non cadre EPIC...	1	1
Sous-total personnels permanents en activité	26	26
Enseignants-chercheurs non titulaires, émérites et autres	1	
Chercheurs non titulaires, émérites et autres (excepté doctorants)	9	
Doctorants	6	
Autres personnels non titulaires	1	
Sous-total personnels non titulaires, émérites et autres	17	
Total personnels	43	26

AVIS GLOBAL SUR L'UNITÉ

L'EDIEC, dont le caractère dynamique avait déjà été relevé lors de la précédente évaluation, a confirmé sa place centrale au sein de l'Université. L'activité scientifique a été soutenue, dense et diversifiée, tant dans les thématiques que dans les types d'exercice. Avec une équipe demeurée stable, en EC comme en personnel administratif, l'Unité a même accru de manière significative le nombre de ses publications et manifestations scientifiques. Ce résultat très satisfaisant s'explique en particulier par les efforts faits pour permettre aux jeunes chercheurs de contribuer activement aux activités scientifiques. Malgré sa faible dotation financière, l'Unité a su par ailleurs trouver des sources de financement extérieur en obtenant divers contrats, en particulier en droit de l'Union, ainsi que, plus récemment, un contrat ANR, ce qui lui a permis de mener les divers projets.

Parallèlement, l'unité a mené une politique de diffusion efficace de ses travaux.

Le dynamisme de l'unité ainsi que son champ de recherche pluridisciplinaire qui dépasse les clivages habituels en droit la rendent d'autant plus attractive que l'activité s'insère dans un réseau international diversifié au sein de l'Union et hors Union européenne. Bien intégrée dans les milieux professionnels du droit (avocats, notaires), l'unité a fait des efforts notables pour mener des actions de vulgarisation, via en particulier les journées de l'Europe.

Dans un contexte globalement défavorable, le nombre de thèses inscrites et de thèses soutenues est resté au même niveau élevé que précédemment, sans doute grâce à une dotation en contrats doctoraux satisfaisante au regard des moyens de l'Université. La recherche d'autres sources de financement pour les thèses (ex. convention CIFRE) ne semble toutefois pas avoir donné les résultats escomptés.

Le regroupement de l'ensemble des membres de l'unité dans un même lieu rassemblant les moyens de recherche communs (bibliothèque, ressources informatiques) est un élément indispensable au bon fonctionnement de l'unité. Ce lieu unique facilite indéniablement les échanges entre EC spécialisés dans des disciplines différentes, malgré les liens qu'elles présentent, et l'intégration des doctorants. La relative sous dotation en personnel administratif relevée précédemment reste toutefois d'actualité, même si l'équipe en place a fourni un travail remarquable.

Le projet de recherche, tout en restant ambitieux, a été resserré autour de trois grands axes qui permettent de couvrir les champs couverts par les quatre centres qui composent l'unité. Tout en prévoyant des travaux véritablement communs, il devrait permettre à chacun de continuer à développer son particularisme.

Compte tenu des très bons résultats obtenus jusqu'à présent, le projet semble tout à fait réalisable, y compris dans le nouveau contexte institutionnel qui se profile.

Les rapports d'évaluation du Hcéres
sont consultables en ligne : www.hceres.fr

Évaluation des coordinations territoriales
Évaluation des établissements
Évaluation de la recherche
Évaluation des écoles doctorales
Évaluation des formations
Évaluation et accréditation internationales



2 rue Albert Einstein
75013 Paris, France
T. 33 (0)1 55 55 60 10

hceres.fr

[@Hceres_](https://twitter.com/Hceres_)

[Hcéres](https://www.youtube.com/Hceres)



Centre de droit international (CDI)

Université Jean Moulin Lyon 3 – Faculté de Droit – CDI

15 quai Claude Bernard – 69007 Lyon

Adresse postale :

Université Jean Moulin Lyon 3 – Faculté de Droit (Quais) – EDIEC

1C avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 Lyon Cedex 08

Tél. : ++ 00 / (33) 4 78 78 73 52 / Courriel : cdi@univ-lyon3.fr

Site web : <http://ediec.univ-lyon3.fr/recherche/centres-de-recherche/le-centre-de-droit-international/>



ENSEIGNANTS-CHERCHEURS ET DOCTORANTS MEMBRES DU CENTRE DE DROIT INTERNATIONAL (CDI)

Enseignants-chercheurs :

Kiara NERI, maître de conférences en droit public HDR, Directrice

Sandrine CORTEMBERT, maître de conférences en droit public

Julie FERRERO, professeure agrégée de droit public

Hélène HAMANT, maître de conférences en droit public

Enseignants-chercheurs et docteurs associés :

ALATA Ayham

AYARI Zied

DEME Baba Hamady

HAQUIN SÁENZ Liliana

KAYGUSUZ Mehtap

LOZANORIOS Frédérique

MIGAZZI Caroline

NTWARY Guy-Fleury

PACCAUD Françoise

RICARD Pascale, chargée de recherche CNRS

SERMET Laurent, professeur de droit public, Sciences Po Aix

SMOLINSKA Anna Maria

VARVELLO Francesca

Doctorants au 31/12/2020 :

AFOGO Nouwagnon Olivier

DE BILBAO Pauline

DEL NONNO Ester

DONGAR Bienvenu Criss-Dess

LE MOING Rosalie, ATER

LETOURNEUX Laura

MESSIGA Kokougan, doctorant à l'université de Tours, associé

PEYRE Almodis, doctorante contractuelle associée (ANR MERCRO)

VERMA VERMA Paul

WADY Florence

YOLAL Emrullah, ATER

Centre de recherche sur le droit international privé (CREDIP)

Université Jean Moulin Lyon 3 – Faculté de Droit – CREDIP

15 quai Claude Bernard – 69007 Lyon

Adresse postale : Université Jean Moulin Lyon 3 – Faculté de Droit (Quais) – EDIEC

1C avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 Lyon Cedex 08

Tél. : ++ 00 / (33) 4 78 78 72 51 / Courriel : credip@univ-lyon3.fr

Page web : <http://ediec.univ-lyon3.fr/recherche/centres-de-recherche/le-centre-de-recherche-sur-le-droit-international-privé>



ENSEIGNANTS-CHERCHEURS ET DOCTORANTS

MEMBRES DU CENTRE DE RECHERCHE SUR LE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ (CREDIP)

Enseignants-chercheurs :

Maxime BARBA, maître de conférences en droit privé

Cyril NOURISSAT, professeur de droit privé, directeur

Nicolas BOUCHE, maître de conférences HDR en droit privé

Blandine de CLAVIÈRE, maître de conférences en droit privé

Alain DEVERS, maître de conférences HDR en droit privé

Jeremy HEYMANN, professeur de droit privé

Ludovic PAILLER, professeur de droit privé

Enseignants-chercheurs et chercheurs associés au CREDIP :

Louis d'AVOUT, professeur de droit privé, université Paris 2 – Panthéon-Assas

Cécile CORSO, docteur en droit international privé, directrice de Femmes Informations Juridiques Internationales Auvergne-Rhône-Alpes (FIJI)

Cécile PELLEGRINI, maître de conférences des universités catholiques, directrice pédagogique du Bachelor of Civil Law UCLY/Maynooth University

Édouard TREPPOZ, professeur de droit privé, université Paris 1 – Panthéon Sorbonne

Docteurs au 31/12/2020 :

ACHOUR Rim, docteur en droit

ADEL ZAHER Mina, docteur en droit

ARDEHALI Golshid, docteur en droit

BELOT Dimitri, docteur en droit

DAGBEDJI Charlemagne, docteur en droit

ELATAFY Sherif, docteur en droit

GREIL Bérengère, docteur en droit

GUICHARD Pamela, docteur en droit

HUBERT Olivier, docteur en droit

KARDIMIS Theofanis, docteur en droit

LHADI Jérémy, docteur en droit

MOILLE Céline, docteur en droit

NGO BAGAL Monique, docteur en droit

RA Sotheavireak, docteur en droit

REYDELLET Colin, docteur en droit

SEYEDI ARANI Seyed Abbas, docteur en droit

SIENG Pikol, docteur en droit

Doctorants au 31/12/2020 :

ABDELLATIF Yasmine

ABOUO Evichy

ALENEZI Ali

ARIAPOUR Jaheda

BASILIE Joseph, doctorant contractuel

BATIONO Didier

BILLION Arnaud

BORREL Stéphanie, doctorante associée

BRUNERIE Claire, doctorante contractuelle

DELOBRE Anne-Sophie

DIOP Falilou, ATER

FRANCOISE Marylou, ATER

GLAOUA Ymane, doctorante contractuelle

KABIRICHIMEH Ahmadali

MAHAMIDOU Ismael

MONGUILLET Emmanuelle, doctorante contractuelle

MORALES Athénaïs

LANDY Laurence

NAJARYAN Tatévick

PRAVAZ Ariane

RIVIERE DE LA MURE (de) Blanche

SANGARE Boubacar

SARTCHAMI Elie

SISSOKO M'baha Moussa

SOUGY Théo

TCHEBANOFF Manon, doctorante CIFRE

VINCENT Charlotte

Centre d'Études Européennes (CEE)

Université Jean Moulin Lyon 3 – Faculté de Droit – CEE

15 quai Claude Bernard – 69007 Lyon

Adresse postale : Université Jean Moulin Lyon 3 – Faculté de Droit (Quais) – EDIEC

1C avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 Lyon Cedex 08

Tél. : ++ 00 / (33) 4 78 78 72 51 / Courriel : cee@univ-lyon3.fr / Page web : <http://cee.univ-lyon3.fr>



ENSEIGNANTS-CHERCHEURS ET DOCTORANTS MEMBRES DU CENTRE D'ÉTUDES EUROPÉENNES (CEE)

Enseignants-chercheurs :

Éric **CARPANO**, professeur de droit public

Mathieu **CARDON**, maître de conférences en droit public

Thierry **DEBARD**, professeur de droit public

Étienne **DURAND**, maître de conférences en droit public

Christine **FERRARI-BREEUR**, maître de conférences HDR en droit public

Michaël **KARPENSCHIF**, professeur de droit public

Bernadette **LE BAUT-FERRARESE**, professeur de droit public

Efthymia **LEKKOU**, maître de conférences en droit public

Gaëlle **MARTI**, professeur de droit public, Directrice

Loïc **ROBERT**, maître de conférences en droit public, Directeur adjoint

Hélène **SURREL**, professeur de droit public, Sciences Po Lyon

Jean-Pierre **VIENNOIS**, professeur de droit privé

Florence **ZAMPINI**, maître de conférences HDR en droit public

Enseignants-chercheurs **associés** au CEE :

Mathieu **COMBET**, maître de conférences en droit privé, université Jean Monnet, CERCRID

Panayotis **SOLDATOS**, professeur émérite de l'université de Montréal, Chaire Jean Monnet *ad personam* à l'université Jean Moulin Lyon 3

Dimitrios **VOUGIOUKAS**, docteur en droit, avocat au Barreau d'Athènes, enseignant agréé à l'université Paris 13/Id'EF d'Athènes (<http://www.idef.gr/ideffr/idef.htm>)

Melchior **WATHELET**, ancien Avocat général à la Cour de justice de l'Union européenne

Docteurs au 31/12/2020 :

ARTEMIOU Eleni, Docteur en droit

JURY Fabrice, Docteur en droit

KATSORCHI Panaghiota, Docteur en droit

MAULET Léa, Docteur en droit

NZAOU Aubin, Post-doctorant

SAINT-GENIS Solène, Docteur en droit

RIM AMANTCHANG Christel

ROUY Mathieu, Doctorant contractuel

SOW Abdoulaye, ATER

TILLMANN Marie

TIREL Georges, ATER

Doctorants au 31/12/2020 :

BERGER Florian

CHATTOU Yassine

CRAVAREZZA Amaury, ATER

FRANCOISE Marylou, Doctorante associée, ATER

GALLAND Dylan

GRANGEON Julie

KABASHI Floreta

NDZIE Charlie

POUZET Clémentine, Doctorante contractuelle

RAMI Karima

Institut de Droit Comparé Édouard Lambert (IDCEL)

Gestionnaire administrative : Charlotte MAURIN

Université Jean Moulin Lyon 3 – Faculté de Droit – IDCEL

6 cours Albert Thomas – Lyon 08

Adresse postale : Université Jean Moulin Lyon 3 – Faculté de Droit – IDCEL

1C avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 Lyon Cedex 08

Tél. : ++ 00 / (33) 4 78 78 70 58 / Fax : ++ 00 / (33) 4 78 78 75 00

Courriel : fdc@univ-lyon3.fr / Site web : <http://idcel.univ-lyon3.fr>

Institut de droit comparé Édouard Lambert (IDCEL)

Bibliothécaire : Germain IVANOFF-TRINADTZATY

Université Jean Moulin Lyon 3 – Faculté de Droit – IDCEL

15 quai Claude Bernard – 69007 Lyon

Adresse postale :

Université Jean Moulin Lyon 3 – Faculté de Droit (Quais) – BIDC

1C avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 Lyon Cedex 08

Tél. : ++ 00 / (33) 4 78 78 71 94

Courriel : bidc@univ-lyon3.fr / Site web : <http://idcel.univ-lyon3.fr>

ENSEIGNANTS-CHERCHEURS ET DOCTORANTS
MEMBRES DE L'INSTITUT DE DROIT COMPARÉ ÉDOUARD LAMBERT (IDCEL)

Enseignants-chercheurs :

Frédérique FERRAND, Professeur de droit privé, Directrice

Laurence FRANCOZ TERMINAL, Maître de conférences HDR en droit privé, Directrice adjointe

Blanche SOUSI, Professeur émérite de droit privé, Chaire Jean Monnet Droit bancaire et monétaire européen (créée *ad personam* en 1999), Directeur du [Centre Européen de Recherches en Banque et Finance](#).

Enseignants-chercheurs associés à l'IDCEL :

Béatrice JALUZOT, Maître de conférences HDR en droit privé, Sciences Po Lyon

Docteurs au 31/12/2020 :

Yousra CHAABAN, Docteur en droit

Rui CHENG, Docteur en droit

Julie COURTOIS, Docteur en droit

Dyonisia MOUZAKI, Docteur en droit

Federica PORCELLI, Docteur en droit

Sylvio QUINCEY, Docteur en droit

Karim RIBAH, Docteur en droit

Nicolas COUTURIER, Docteur en droit, ATER

Doctorants au 31/12/2020 :

Solène ALLOUI

Sylia HARKOUKEN

Pascal JEAN-BAPTISTE

Luis PIQUERAS FERRIZ

Mandiou TRAORÉ

NOUS SUIVRE SUR LE WEB :

- **EDIEC, Équipe de droit international, européen et comparé** : <http://ediec.univ-lyon3.fr>
- **CDI, Centre de droit international** : <http://ediec.univ-lyon3.fr/recherche/centres-de-recherche/le-centre-de-droit-international/>
- **CEE, Centre d'études européennes** : <http://cee.univ-lyon3.fr>
- **CREDIP, Centre de recherche sur le droit international privé** : <http://ediec.univ-lyon3.fr/recherche/centres-de-recherche/le-centre-de-recherche-sur-le-droit-international-prive>
- **Institut de droit comparé Édouard Lambert** : <http://idcel.univ-lyon3.fr>

NOUS SUIVRE SUR LES BLOGS ET RÉSEAUX SOCIAUX :

- ▶ La page  de l'EDIEC : [Équipe de droit international, européen et comparé – EDIEC – EA 4185](https://www.facebook.com/ediec.univ-lyon3.fr)
- ▶ La page  de l'EDIEC : [Équipe de droit international, européen et comparé](https://www.linkedin.com/company/ediec-univ-lyon3-fr)
- ▶ Le compte  de l'EDIEC : [@ediec_4185](https://twitter.com/ediec_4185)
- ▶ **L'Europe vue de l'amphi** : site web, compte Twitter et page LinkedIn, par **Blanche Sousi, IDCEL** : <https://leuropevuedelamphi.eu/>, [@BlancheSousi](https://twitter.com/BlancheSousi) et <https://www.linkedin.com/in/l-europe-vue-de-l-amphi-3b753717b/>
- ▶ **Banque-Notes** : site web, compte Twitter et page LinkedIn, par **Blanche Sousi, IDCEL** : <http://banque-notes.eu>, [@BlancheSousi](https://twitter.com/BlancheSousi) et <https://www.linkedin.com/company/banque-notes/>
- ▶ Le blog de **Panayotis Soldatos, CEE** : <http://www.soldatos.net>
- ▶ **Le Journal du CDI** : <http://ediec.univ-lyon3.fr/recherche/centres-de-recherche/le-centre-de-droit-international/>

EN SAVOIR PLUS SUR NOS ACTIVITÉS :

Toutes nos publications : <http://ediec.univ-lyon3.fr/publications>

Nos rapports d'activité annuels : <http://ediec.univ-lyon3.fr/presentation/rapports-dactivite>

Les évaluations de notre unité par des autorités administratives indépendantes nationales :

- [Notre évaluation par le HCÉRES \(2020\)](#)
- [Notre évaluation par le HCÉRES \(2015\)](#)
- [Notre évaluation par l'AERES \(2010\)](#)

Directrice de publication : Frédérique Ferrand, professeur des universités, agrégée de droit privé, directrice de l'Équipe de droit International, européen et comparé, directrice de l'Institut de droit comparé Édouard Lambert

Réalisation et édition : Véronique Gervasoni, ingénieur d'études en recherche et formation, administratrice de l'EDIEC

Université Jean Moulin Lyon 3 – Faculté de droit

Équipe de droit international, européen et comparé – EDIEC, EA n° 4185

15 quai Claude Bernard, 69007 Lyon

Adresse postale : Université Jean Moulin Lyon 3 – Faculté de Droit (Quais) – EDIEC

1C avenue des Frères Lumière CS 78242 – 69372 Lyon Cedex 08 | Tél. : ++ 00 / 33 4 78 78 72 51 | Courriel : ediec@univ-lyon3.fr | Web : <http://ediec.univ-lyon3.fr>